Bulletin du STATEC N° 4-2008

La balance courante du Luxembourg de 2002 à 2007

Analyse par principales composantes et par pays

Sommaire

Résumé 164

A. La balance courante par principales catégories 165

B. La balance courante par principaux pays partenaires 188

C. Tableaux statistiques 224

La balance courante du Luxembourg de 2002 à 2007*

Table des matières

Résumé **164**

A. La balance courante par principales catégories **165**

1. Quelques considérations structurelles 165
2. Les services financiers – en progression continue – dégagent un excédent croissant 170
3. Biens et services (autres que financiers) 175
4. Nouvelle aggravation du déficit du revenu des investissements 181
5. Revenus du travail – Dégradation permanente du solde 183
6. Accentuation du solde négatif des transferts courants 185
7. Déficit du compte de capital et importante capacité de financement 187

B. La balance courante par principaux pays partenaires **188**

1. Aperçu général 188
2. Relations intra zone euro: dégradation du solde courant sous l'influence du revenu des facteurs 194
3. La balance courante du Luxembourg avec l'Allemagne 200
4. La balance courante du Luxembourg avec la France 203
5. La Belgique: principal pays fournisseur de marchandises 206
6. Royaume-Uni : échanges dominés par les services financiers et le revenu des investissements 208
7. Suisse: prépondérance des échanges internationaux de services financiers 210
8. La balance courante du Luxembourg avec le Portugal 212
9. Les Etats-Unis: de loin le principal partenaire économique extra UE du Luxembourg 213
10. La balance courante du Luxembourg avec l'Amérique Latine 218
11. La balance courante du Luxembourg avec l'Asie 219
12. Afrique: L'aide est plus importante que le commerce 221

C. Tableaux statistiques **224**

Tableau 1: Principaux soldes de la balance des paiements du Luxembourg 2002-2007 225
Tableau 2: Transactions courantes du Luxembourg 2002-2007 226
Tableau 3.1.1: Transactions courantes par zones économiques – CREDIT 227
Tableau 3.1.2: Transactions courantes par zones économiques - CREDIT: parts relatives 228
Tableau 3.2.1: Transactions courantes par zones économiques – DEBIT 229
Tableau 3.2.2: Transactions courantes par zones économiques - DEBIT: parts relatives 230
Tableau 3.3: Transactions courantes par zones économiques – NET 231
Tableau 4.1: Transactions courantes du Luxembourg avec les pays limitrophes – CREDIT 232
Tableau 4.2: Transactions courantes du Luxembourg avec les pays limitrophes – DEBIT 233
Tableau 4.3: Transactions courantes du Luxembourg avec les pays limitrophes – NET 234
Tableau 4.4: Transactions courantes du Luxembourg avec les pays limitrophes – TOTAL 235
Tableau 5: Transactions courantes du Luxembourg par pays partenaire 236
Tableau 5: Transactions courantes du Luxembourg par pays partenaire (suite 1) 237
Tableau 5: Transactions courantes du Luxembourg par pays partenaire (suite 2) 238
Tableau 5: Transactions courantes du Luxembourg par pays partenaire (suite 3) 239
Tableau 6: Exportations de services - principaux pays partenaires 240
Tableau 7: Importations de services - principaux pays partenaires 241
Tableau 8: Exportations et importations de services - zones partenaires 242

* Bulletin réalisé par Guy Schuller (coordination), Laurent Bley, Chantal Haas, Guy Schuster et Nico Weyer.

Résumé

Ce Bulletin traite des relations économiques extérieures du Luxembourg sur base des données de la balance courante. La première partie analyse l'évolution récente des principales composantes standards de la balance courante (biens, services, revenus et transferts courants) et la seconde examine plus en détail les orientations géographiques des transactions courantes.

Pour l'évolution générale de la balance courante, on peut relever les points suivants: le Luxembourg continue de dégager un excédent structurel de la balance courante, qui se situe à quelque 10% du PIB. Le revenu des investissements est la principale composante en termes de flux bruts (60% du total des transactions courantes), ce qui place le Luxembourg pour cette catégorie en sixième position mondiale (en termes absolus).

La contribution essentielle au solde positif est assurée par les services financiers, qui se développent grâce à la bonne performance en matière de gestion de fonds d'investissements. Mais les autres activités de services (notamment transport, communication, assurance et autres services aux entreprises) ont également progressé pour permettre à l'ensemble du secteur des services de gagner des parts de marché. Selon l'OMC, le Luxembourg occupe en 2006 la 18ème position (en termes absolus) avec 1.9% du commerce mondial de services, contre 1.3% en 2002.

Il est indéniable que cette expansion économique est de plus en plus tirée par les apports en main d'œuvre et en capitaux étrangers, ce qui génère des flux nets à l'étranger de revenus du travail et du capital; l'apport net reste néanmoins positif comme le reflète le solde de la balance courante.

Il ressort de l'analyse géographique que pour l'ensemble des transactions courantes, l'Allemagne est de loin le principal partenaire économique du Luxembourg. Elle est même le principal pays de destination pour chaque domaine, à l'exception des services autres que financiers où le premier rang revient à la France.

Les neuf principaux pays partenaires au total figurent également aux premiers rangs pour chaque composante standard, même si les ordres divergent. Les pays limitrophes absorbent plus de la moitié des exportations respectivement de biens et de services autres que financiers et constituent les premiers pays clients. Pour les services financiers et le revenu des investissements, les relations avec les centres financiers du Royaume-Uni et de la Suisse font passer ces pays respectivement en seconde et en troisième position.

Les Etats-Unis restent de loin le premier pays client en dehors de l'UE. En revanche, les exportations de marchandises vers les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) ont connu une forte poussée et représentent désormais près de 30% des exportations extra-UE du Luxembourg.

A. La balance courante par principales catégories

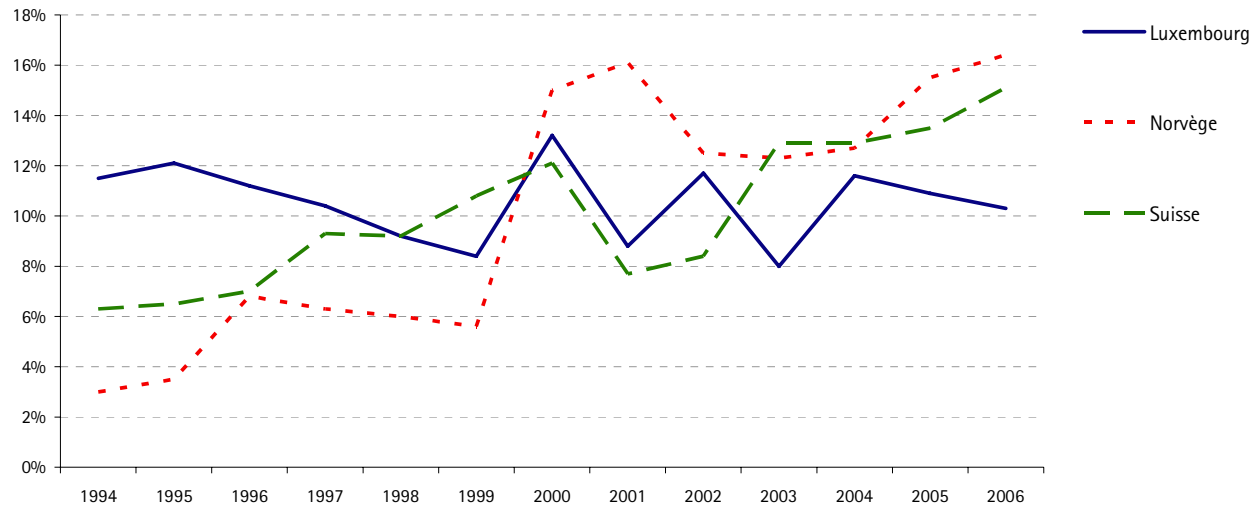
1. Quelques considérations structurelles

La balance courante est censée retracer les transactions internationales de l'économie "réelle" d'un pays, par opposition au compte financier qui reflète essentiellement les flux financiers. La balance courante enregistre ainsi les échanges de marchandises, de services, de revenus et les transferts courants.

Un pays qui enregistre un équilibre de sa balance courante arrive à couvrir ses achats à l'étranger par la somme de ses exportations. En revanche, un pays dont la balance courante est déficitaire doit s'endetter; il a un besoin de financement et enregistre une entrée nette de capitaux au niveau du compte financier.

Le Luxembourg dégage structurellement un excédent de sa balance courante, ce qui veut dire qu'il dégage une capacité de financement. En termes nets, il assure une sortie nette de capitaux au niveau du compte financier. Sur les six dernières années, 12 des 30 pays membres de l'OCDE ont enregistré chaque année un excédent courant. Seuls trois pays dégagent un excédent supérieur à 10 % du PIB: la Norvège, la Suisse et le Luxembourg (cf. encadré 1).

Graphique 1: Excédent courant en % du PIB



Source : OCDE Factbook 2008

Encadré 1 : Trois pays de l'OCDE à excédent structurel élevé

Au cours des dernières années, trois pays de l'OCDE se sont distingués par des excédents structurels très élevés. Il s'agit de la Norvège, de la Suisse et du Luxembourg. Leur solde courant se chiffre régulièrement à un niveau supérieur à 10 % du PIB.

D'autres points communs à ces pays sont ceux d'être des économies très ouvertes, parmi les plus riches et ayant un degré d'égalité[1] relativement élevé et un degré de pauvreté[2] réduit. Par ailleurs, elles comptent parmi les plus généreuses (proportionnellement à leur taille) en matière d'aide au développement.

L'important excédent dans les trois pays est principalement généré par un seul secteur d'activités: le secteur énergétique en Norvège et le secteur financier en Suisse et au Luxembourg. Néanmoins, il convient de nuancer un peu ce tableau, car des divergences existent. Pour la Norvège, il s'agit en effet d'un seul produit qui génère la part essentielle de l'excédent; toutes les autres balances partielles connaissent des soldes (excédentaires ou déficitaires) proches de l'équilibre (leurs soldes ne dépassent guère 1 % du PIB).

En revanche, deux différences marquées sont notées pour la Suisse et le Luxembourg. Si c'est effectivement le secteur financier qui génère le résultat positif de la balance courante, force est de constater que l'apport ne provient pas d'un seul « produit », mais qu'il est la résultante d'activités diversifiées déployées dans ce secteur.

A côté de la marge sur intérêts (résultat de l'activité traditionnelle de l'activité bancaire), bien d'autres revenus de l'intermédiation financière et de la gestion de fortune donnent lieu à des rentrées nettes de l'étranger. Par ailleurs, la participation dans des sociétés à l'étranger est également une source de revenu, surtout du côté suisse.

Le tableau 1 met également en exergue que les activités de services autres que financiers dégagent des soldes relativement élevés en Suisse et au Luxembourg, ce qui est encore un autre signe de la diversification de ces deux économies.

Par rapport aux deux autres économies considérées, le Luxembourg se distingue surtout par des ratios nettement plus élevés, ce qui traduit des effets structurels beaucoup plus marqués tant pour les excédents que pour les déficits. Ceci est aussi un effet de la très petite taille où le moindre facteur de spécialisation prend tout de suite un effet proportionnel plus marqué, ce qui n'est pas le cas dans des ensembles plus larges.

Finalement, deux (autres) traits de caractère sont communs à ces trois économies, même si l'accentuation est à nouveau plus forte au Luxembourg:

- le recours très large à la force de travail étrangère, ce qui donne lieu à des versements nets à l'étranger au titre de revenu du travail;
- une politique très généreuse en matière d'aide au développement, ce qui se répercute au niveau des transferts courants nets à l'étranger.

Tableau 1: Solde de la balance courante et décomposition en % du PIB

	2002			2006		
	NO	CH	LU	NO	CH	LU
Transactions courantes	**12.6**	**8.9**	**10.5**	**17.3**	**16.7**	**10.5**
Biens	12.1	1.2	-9.3	16.8	1.2	-10.3
Services	1.2	5.9	35.9	1.4	7.5	48.7
dont						
services financiers	0.0	2.5	25.6	0.7	3.0	38.0
autres services	1.2	3.3	10.3	0.7	4.6	10.7
Revenu du travail	-0.3	-2.3	-13.7	-0.6	-2.5	-14.3
Revenu du capital	0.6	6.3	-1.2	0.4	13.4	-10.5
dont						
revenu des IDE	n. d.	2.5	-25.7	...	9.3	-14.8
autres revenus du capital	n. d.	3.7	24.6	...	4.1	4.2
Transferts courants	-1.1	-2.3	-1.3	-0.7	-2.9	-3.0

Source: OCDE, STATEC

[1] Philippe Genschel (2004) « Globalization and the welfare state: a retrospective, *Journal of European Public Policy* 11:4 (August) pp 613-636

[2] UNO (2007): Human Development Report 2007/2006

1.1 Une structure atypique des transactions courantes

Au plan mondial, les transactions internationales sont dominées par les échanges de marchandises. Les transactions sur services représentent moins d'un cinquième du total des échanges de biens et de services, nonobstant le fait que les services couvrent entre les deux tiers et les trois quarts de l'activité de la plupart des pays. Dans beaucoup de pays, les activités de services sont essentiellement de proximité et les transactions internationales sont proportionnellement assez faibles. Par ailleurs, le degré d'ouverture peut varier entre les secteurs – certains restant encore relativement fermés, alors que d'autres sont largement ouverts.

Dans l'UE, seuls la Grèce et Chypre enregistrent – comme le Luxembourg - une part plus importante de chiffre d'affaires international dans les services que dans les échanges de biens. Dans ces deux pays, c'est le tourisme qui contribue largement à l'expansion des activités internationales de services.

Au Luxembourg, ce rôle moteur revient au secteur financier ; ainsi les exportations des seuls services financiers sont 2.3 fois plus importantes que les exportations de marchandises. Ces exportations de services sont essentiellement liées à l'activité de gestion des organismes de placement collectif (OPC), dont les commissions imputées aux détenteurs étrangers sont considérées dans cette rubrique. C'est donc l'orientation de la place financière vers ce type d'activité qui a généré ces recettes. En 2007, le montant des exportations de services financiers dépasse les 30 milliards d'euros, contre 20 milliards en 2005 et 13 milliards en 2002. Ce fait ne surprend pas au regard de l'évolution de l'industrie des fonds d'investissement.

Tout en connaissant un recul relatif, les autres activités internationales de services ont néanmoins connu – en termes absolus - un développement notable. Depuis 2003, les exportations de services autres que financiers dépassent systématiquement les exportations de marchandises. Les principales recettes proviennent des services de transport aérien, des services de communication, des services d'assurance ainsi que des dépenses des touristes et autres non résidents (dont les salariés frontaliers) sur le territoire national.

1.2 Spécificités structurelles

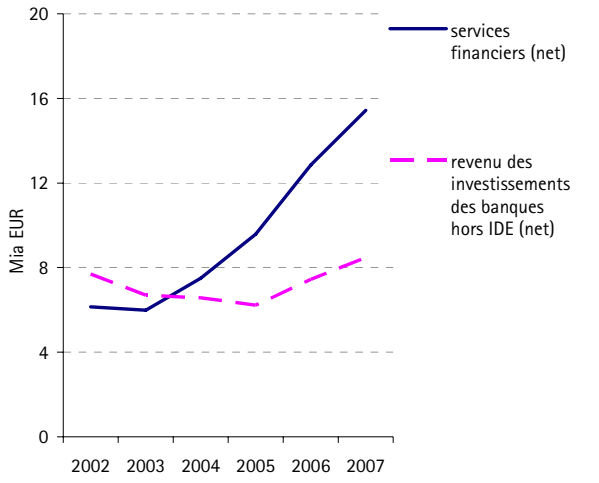
Si la présentation standard de la balance courante fait déjà ressortir quelques aspects structurels de l'économie luxembourgeoise et de ses relations économiques extérieures, l'analyse de certaines sous-composantes permet de mettre encore autrement en exergue différentes caractéristiques:

Le rôle dominant des activités financières internationales

L'activité internationale de la place financière (au sens large) domine aussi les relations économiques extérieures. En regroupant les services financiers et les revenus des investissements autres que ceux des IDE (investissements directs étrangers), on obtient du côté des recettes un montant total de 117 milliards d'euros en 2007, soit les deux tiers des transactions courantes. Ces activités génèrent un solde de près de 18 milliards d'euros en 2007, contre 12 milliards en 2002.

Le graphique ci-contre reflète bien la restructuration de l'intermédiation financière traditionnelle (générant des marges sur intérêts, c.à.d. des revenus des investissements – en recul) vers la gestion des OPC, rémunérée sous forme de commissions enregistrées comme services financiers (en nette progression).

Graphique 2: Rôle déterminant du secteur financier



Source: BCL, STATEC

Ce résultat direct – au premier degré – de l'activité internationale de la place financière ne reflète pourtant pas *l'impact net* de ce secteur sur le solde courant. A cet effet, il faudrait déduire toutes les rémunérations de facteurs étrangers (le capital et les salariés frontaliers) engagés dans ce secteur, ainsi que les autres acquisitions de biens et de services étrangers. Une ventilation détaillée par secteur - essentielle pour cet exercice - fait néanmoins défaut.

L'impact positif des autres activités de services

Les activités de services autres que financiers dégagent également un important excédent structurel (4 milliards d'euros en 2007, contre 2.5 milliards en 2002). Les services de transport, de communication et d'assurance en sont les principaux domaines et ils réalisent des performances significatives à l'étranger. Il faut nuancer quelque peu cette présentation dans la mesure où ce résultat n'a pu être obtenu que grâce à des équipements achetés à l'étranger (e.a. avions et satellites) qui sont enregistrés dans la balance des biens.

La balance commerciale enregistre un déficit structurel qui n'est pas à interpréter comme une mauvaise performance de l'industrie. Trop de biens importés sont destinés au secteur des services ou aux ménages pour retenir une telle conclusion. L'évolution très favorable des exportations – notamment sous l'effet de l'amélioration des termes de l'échange et de la croissance en volume – sont par contre des indicateurs plus révélateurs.

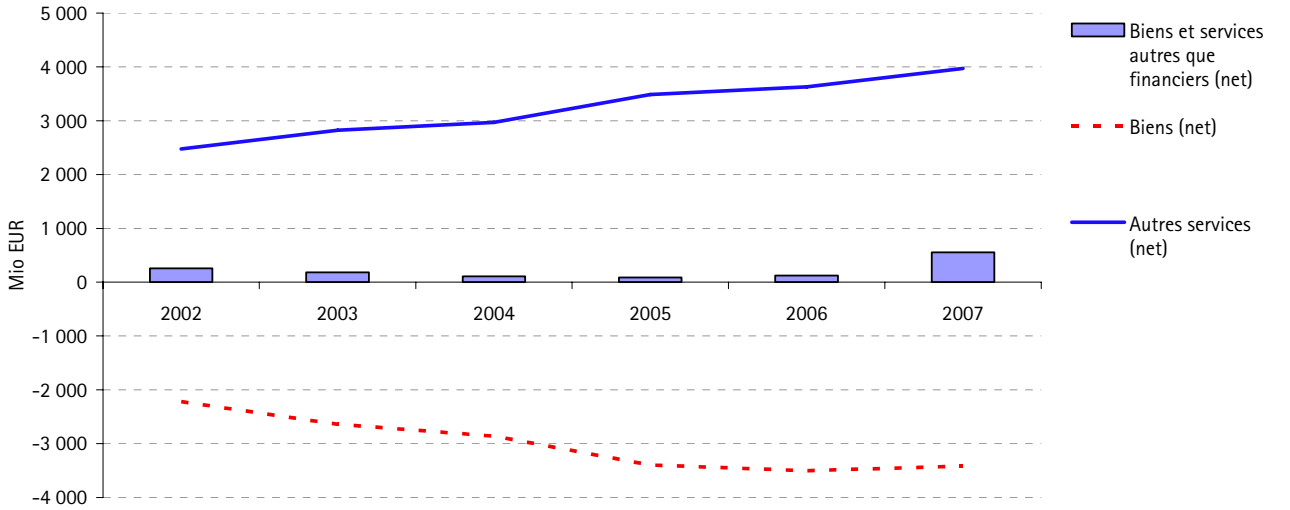
En rapprochant les échanges de biens et de services autres que financiers, on obtient néanmoins déjà une vue plus intégrée des activités internationales de l'économie hors banque. Le résultat est proche de l'équilibre sur l'ensemble de la période analysée.

L'influence croissante des facteurs de production étrangers

Il convient toutefois de ne pas oublier que beaucoup d'activités sur le territoire sont réalisées au départ d'apport de capitaux et de main d'œuvre étrangers. La rémunération qui revient à ces acteurs est allouée à l'étranger respectivement sous forme de dividendes ou de bénéfices réinvestis dus aux investisseurs et de salaires payés aux salariés frontaliers.

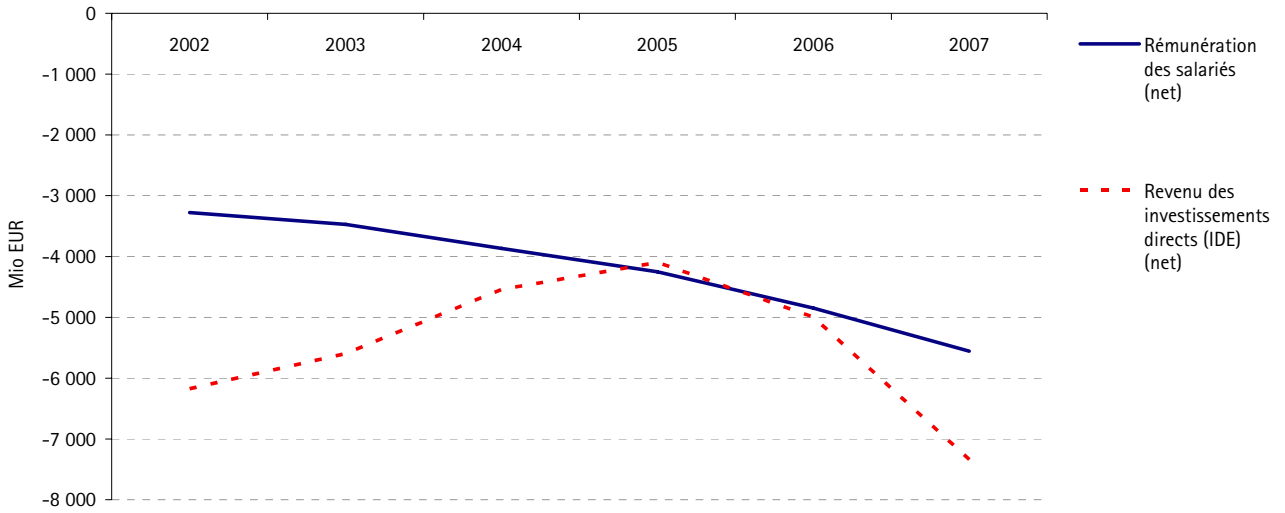
Au total, les revenus nets payés à l'étranger se sont chiffrés en 2007 à quelque 13 milliards d'euros. Globalement, la rémunération brute due à l'étranger correspond à plus de 37 milliards d'euros, soit un peu plus d'un cinquième des transactions courantes. En dépit du nombre croissant de salariés frontaliers et de l'accroissement des investissements, la part de cette rémunération dans le total des transactions s'est toutefois légèrement rétrécie.

Graphique 3: Solde des balances des biens et des services autres que financiers



Source: BCL, STATEC

Graphique 4: Rémunération des facteurs de production



Source: BCL, STATEC

2. Les services financiers – en progression continue – dégagent un excédent croissant

Le solde des échanges internationaux de services financiers s'élève en 2007 à 15 milliards d'euros, soit une hausse de plus de 20% par rapport à l'année précédente. Cependant, son rythme de croissance s'est nettement ralenti et il est au plus bas depuis la reprise des marchés financiers internationaux en 2003.

Les exportations de services financiers ont franchi en 2007 la barre des 30 milliards d'euros. Depuis 2002, leur valeur a été multipliée par près de 2.5. Elles ont pourtant moins rapidement progressé en 2007 et leur taux de croissance se situe en-dessous de sa moyenne annuelle des six dernières années.

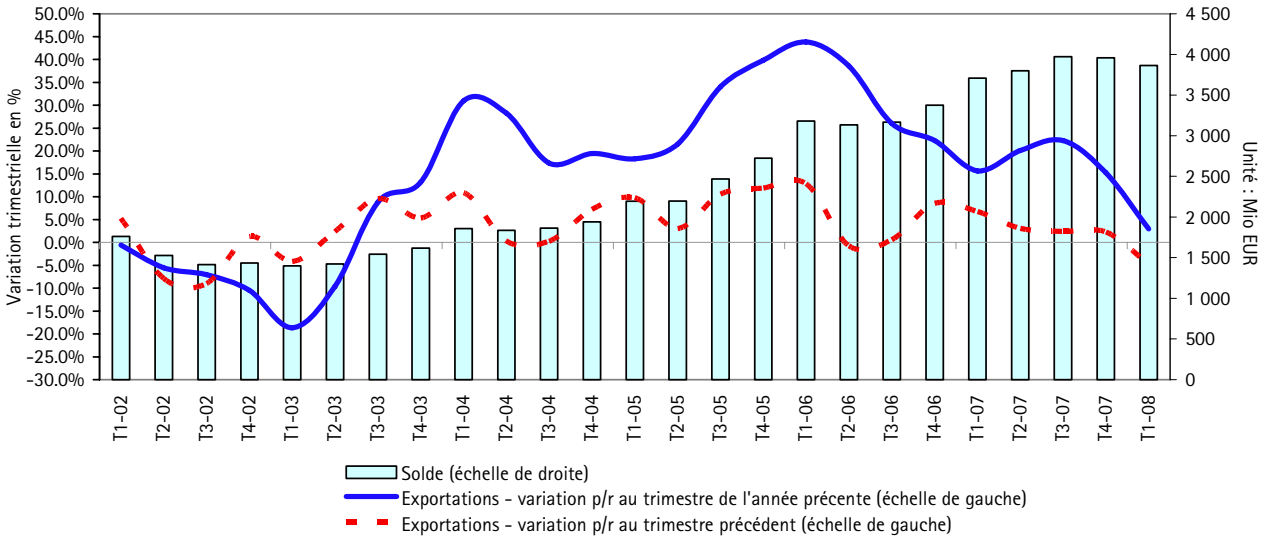
L'évolution des échanges internationaux de services financiers est principalement ancrée sur celle de l'industrie des fonds d'investissement. En effet, près de 90% des recettes et dépenses sont imputées aux investisseurs non résidents détenteurs de parts d'organismes de placement collectifs en valeurs mobilières (OPCVM).

Tableau 2: Évolution des échanges internationaux de services financiers par type de contrepartie

	Unité : mia EUR						Variation en %				
	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)	2003/02	2004/03	2005/04	2006/05	2007/06
Recettes (exportations)	**13.0**	**12.6**	**15.6**	**20.1**	**26.5**	**31.4**	**-2.5**	**23.7**	**28.7**	**31.9**	**18.2**
dont activité OPC	11.0	10.8	13.6	17.7	23.8	28.1	-1.5	25.4	30.1	34.9	17.9
dont activité bancaire	1.9	1.8	2.0	2.4	2.6	3.2	-8.4	13.3	18.0	10.9	21.6
Dépenses (importations)	**6.8**	**6.7**	**8.1**	**10.5**	**13.7**	**15.9**	**-2.4**	**22.1**	**29.4**	**29.8**	**16.5**
dont activité OPC	5.7	5.6	7.0	9.1	12.2	14.0	-0.7	23.5	30.9	33.5	14.5
dont activité bancaire	1.1	1.0	1.1	1.3	1.3	1.8	-11.2	11.4	19.2	4.8	32.7
Net (solde)	**6.1**	**6.0**	**7.5**	**9.6**	**12.9**	**15.4**	**-2.5**	**25.3**	**27.8**	**34.1**	**20.1**
dont activité OPC	5.3	5.2	6.6	8.5	11.6	14.1	-2.3	27.4	29.2	36.4	21.5
dont activité bancaire	0.9	0.8	0.9	1.1	1.3	1.4	-4.9	15.6	16.7	18.0	10.2

Source: BCL, STATEC
(1) chiffres provisoires
calculs sur base de chiffres non-arrondis

Graphique 5: Évolution des échanges internationaux de services financiers



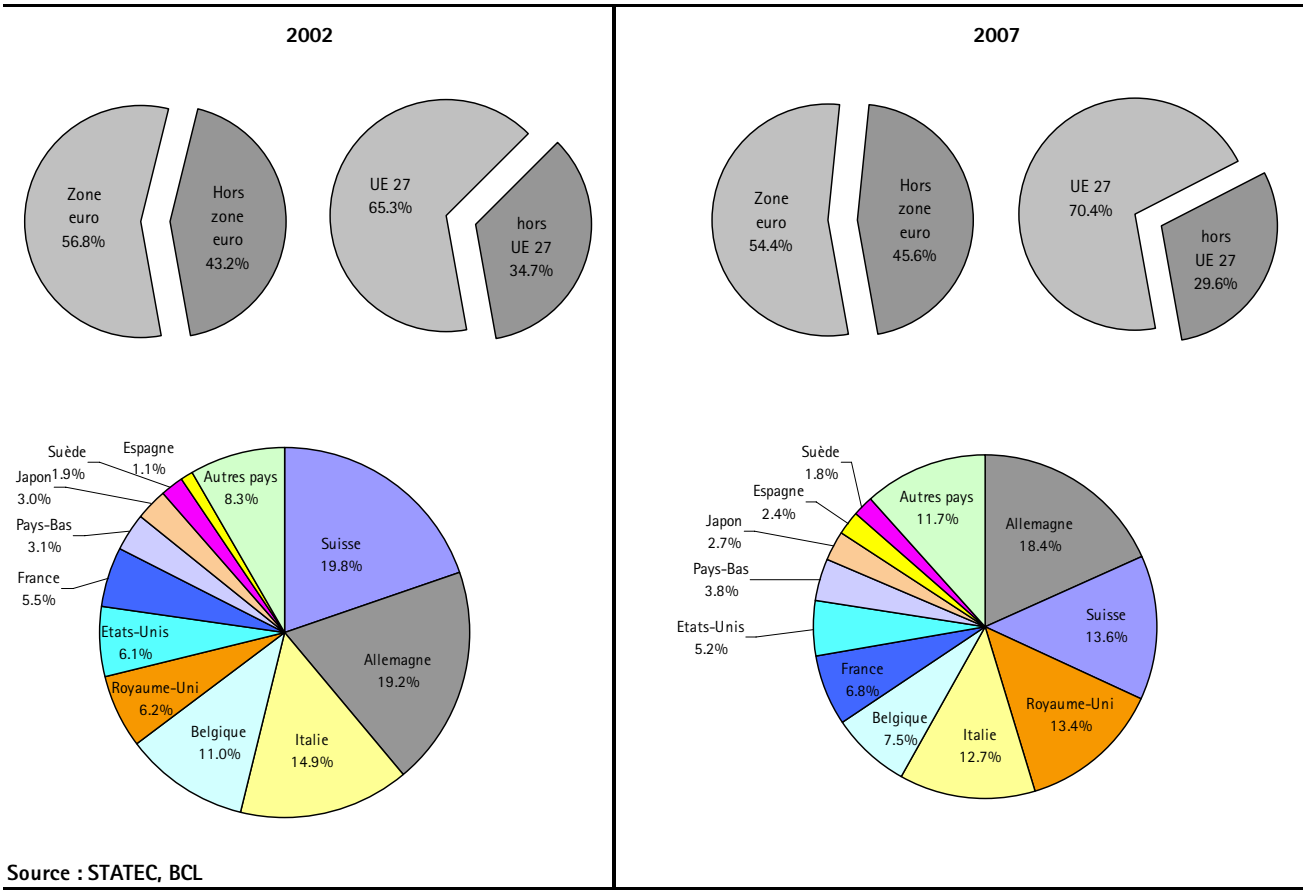
Source : STATEC, BCL

La variation des échanges d'un trimestre à l'autre est caractérisée par une tendance cyclique importante liée à l'existence de périodes creuses en cours d'année. Si l'on considère la progression des exportations d'un trimestre par rapport à celle de l'année précédente (voir graphique 5), les résultats permettent une meilleure analyse de leur évolution.

A partir du troisième trimestre 2003, les exportations de services financiers affichent des taux de croissance très élevés qui se situent au-dessus de la barre des 15% et frôlent même les 45% au début de l'année 2006. Ce n'est qu'au premier trimestre 2008 - sous l'effet de la crise financière et d'une chute marquée sur les marchés boursiers - que le rythme de croissance des exportations de services financiers plonge en dessous des 15% pour s'établir (provisoirement) à quelque 3%.

L'activité prépondérante des fonds d'investissements a un impact considérable sur la ventilation géographique des échanges internationaux de services financiers. En 2007, l'Allemagne figure comme premier destinataire des exportations de services financiers, avec un poids de plus de 18%. La Suisse arrive en deuxième position avec près de 14%, suivie du Royaume-Uni (13.4%) et de l'Italie (12.7%). Légèrement décalés arrivent ensuite des pays comme la Belgique (7.5%), la France (6.8%), les Etats-Unis (5.2%) ainsi que les Pays-Bas (3.8%), le Japon (2.7%), l'Espagne (2.4%) et la Suède (1.8%). Les 11 destinations privilégiées des exportations de services financiers (représentant 88.3% en 2007) forment également les principaux pays d'origine des investisseurs non résidents détenteurs de parts d'OPC luxembourgeois. Parmi elles, on distingue deux cas d'évolutions contrastées: d'un côté le Royaume-Uni qui a vu sa part relative dans les exportations plus que doubler de 2002 à 2007, de l'autre la Suisse dont le poids a chuté de plus de 6 points de pourcentage sur une période de six ans.

Graphique 6: Destination des exportations de services financiers



Source : STATEC, BCL

Tableau 3: Évolution des actifs nets moyens sous gestion des principales industries européennes de fonds d'investissement

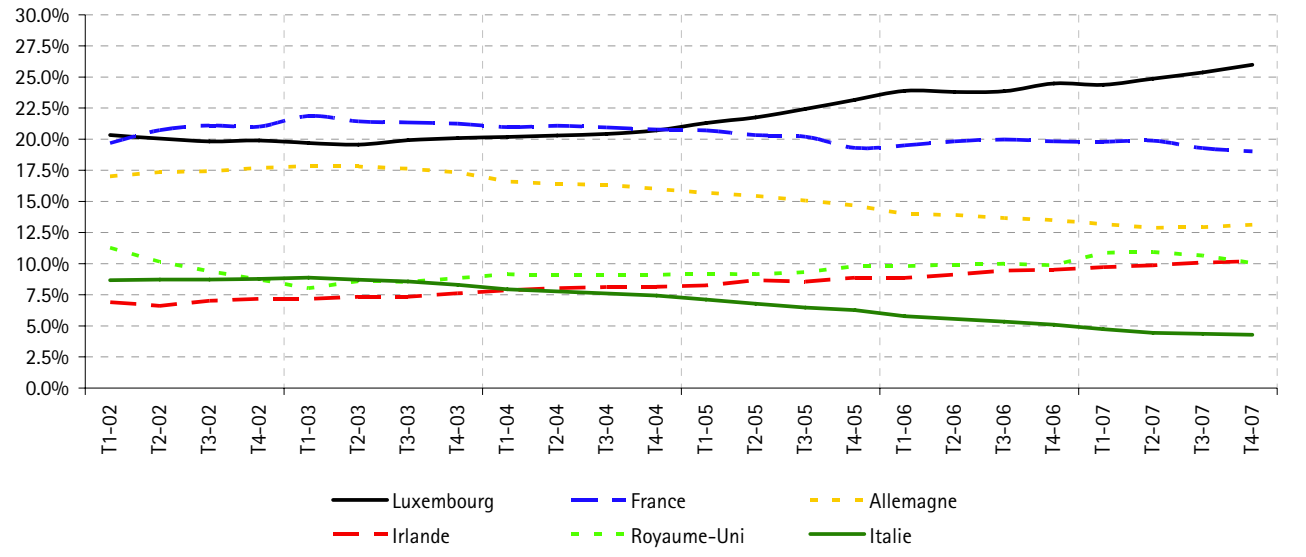
	Moyenne trimestrielle (mia EUR)						Variation en %		Part relative en %	
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2007/02	2007/06	2002	2007
Luxembourg	884	893	1 061	1 358	1 726	2 023	128.9	17.2	20.0	25.1
France	908	966	1 089	1 229	1 423	1 569	72.7	10.3	20.6	19.5
Allemagne	766	794	849	929	990	1 049	37.0	6.0	17.4	13.0
Royaume-Uni	438	383	473	573	712	856	95.3	20.2	9.9	10.6
Irlande	305	332	418	526	665	802	162.7	20.7	6.9	10.0
Italie	385	387	400	406	391	358	-6.8	-8.3	8.7	4.5
Espagne	175	193	225	262	287	288	64.3	0.4	4.0	3.6
Europe	**4 410**	**4 501**	**5 199**	**6 114**	**7 188**	**8 045**	**82.5**	**11.9**	**100.0**	**100.0**

Source : EFAMA (European Fund and Asset Management Association) ; calculs de l'auteur

Les actifs nets moyens gérés par les fonds domiciliés au Luxembourg ont progressé de 17% en 2007, soit un rythme bien supérieur à la moyenne européenne (12%). Même si la progression est en net recul par rapport à 2006 et 2005 (affichant respectivement 28% et 27%), l'évolution de 2007 peut néanmoins être qualifiée de performance remarquable au regard des turbulences qui ont commencé à agiter les marchés boursiers depuis le milieu de l'année. La France, concurrente directe du Luxembourg dans le domaine des OPC, a moins bien tiré ses épingles du jeu en ne réalisant qu'un peu plus de 10% de croissance en termes d'encours nets moyens.

L'industrie des fonds d'investissement au Luxembourg a su consolider sa position de leader au niveau européen, tandis que sa concurrente directe a légèrement perdu en poids (26% des actifs nets européens gérés au 31/12/2007, contre 19% pour la France).

Graphique 7: Poids des 6 principales industries européennes de fonds d'investissements (en termes d'actifs nets sous gestion)



Source : EFAMA (European Fund and Asset Management Association)

Tableau 4: Effets prix et volume des actifs nets gérés au niveau européen

	Variation (mia EUR)			Part relative en %			Contribution dans la variation en %		
	2005/04	2006/05	2007/06	2005/04	2006/05	2007/06	2005/04	2006/05	2007/06
Actifs nets - Europe[1]	**1 081**	**817**	**274**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
Luxembourg	419	320	215	39	39	78	100	100	100
France	161	223	14	15	27	5	100	100	100
dont effet volume (émissions nettes)	**377**	**357**	**88**	**100**	**100**	**100**	**39**	**43**	**28**
Luxembourg	236	241	189	63	68	214	56	75	88
France	59	106	-29	16	30	-33	37	47	-207
dont effet prix (marchés financiers)	**677**	**466**	**225**	**100**	**100**	**100**	**61**	**57**	**72**
Luxembourg	183	78	26	27	17	12	44	25	12
France	102	118	43	15	25	19	63	53	307

[1] hors Irlande, Pologne, Turquie et Slovaquie (données indisponibles pour les émissions nettes)

Source : EFAMA, CSSF ; calculs de l'auteur

La valeur des actifs nets gérés par les OPC luxembourgeois évolue en fonction de deux effets: un effet volume et un effet prix. Alors que le premier varie en fonction des émissions nettes - c.-à-d. des apports nouveaux en capital - le second est lié à la performance des marchés financiers et boursiers (appréciation ou dépréciation du portefeuille en fonction des titres détenus).

En 2007, l'effet prix n'a contribué qu'à hauteur de 12% à la croissance annuelle totale des actifs nets, ce qui correspond à environ 26 milliards d'euros et positionne le Luxembourg à la cinquième place parmi les pays européens. Bien que l'évolution de l'effet prix des actifs nets soit étroitement corrélée à celle des principaux indices boursiers (voir graphique 8), la crise financière de 2002/03 a cependant eu un impact négatif moins prononcé sur la valeur des actifs nets luxembourgeois. Cette situation semble se répéter à la fin de l'année 2007 respectivement en début 2008.

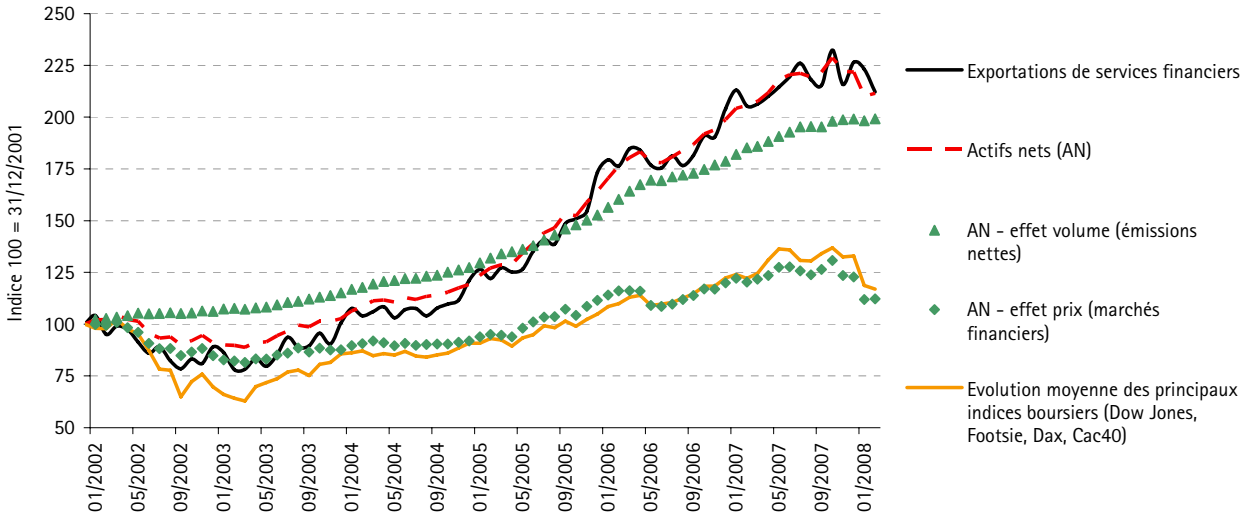
En effet, le Luxembourg peut compter en 2007 sur un apport considérable en nouveau capital sous forme d'émissions nettes d'OPCVM. Certes, les souscriptions nettes enregistrent une chute de près de 22% par rapport au niveau record établi en 2006 avec 241 milliards d'euros, mais la situation au Grand-Duché reste excellente en comparaison directe avec les autres pays européens. Alors que les émissions nettes en Europe ont chuté de plus de 75% en 1 an et ne s'élèvent plus qu'à 88 milliards d'euros, elles atteignent 189 milliards rien qu'au Luxembourg. La Suisse arrive en deuxième position, avec seulement 11 milliards d'euros, ce qui témoigne de l'écart qui s'est creusé au niveau européen en termes de souscriptions nettes. Ainsi, un certain nombre de pays importants (dont l'Italie, la France, l'Espagne et l'Allemagne) ont enregistré en 2007 des sorties nettes substantielles en capital, qui n'ont été que partiellement compensées par une évolution sur les marchés financiers certes favorable, mais moins soutenue que les années précédentes.

En résumé, deux constats majeurs méritent d'être soulevés:

- la progression des actifs nets gérés par les fonds luxembourgeois est principalement due aux entrées nettes de capitaux; de surcroît, leur contribution dans la croissance des encours nets s'est progressivement renforcée, passant de 56% en 2005 à 88% en 2007;

- le Luxembourg semble se distinguer de la plupart des autres grandes économies actives dans les fonds d'investissement dans le sens où la récente baisse des actifs nets sous gestion liés à la chute des marchés boursiers n'a pas implicitement entraîné des sorties nettes importantes en capital (voir situation en France, en Italie etc).

Graphique 8: Évolution des exportations de services financiers, des principaux indices boursiers et des actifs gérés par les OPC résidents (y compris les effets prix et volume)



Source : STATEC, CSSF ; calculs STATEC

3. Biens et services (autres que financiers)

3.1 Stagnation du déficit commercial

Comme pour les années précédentes, le solde déficitaire dégagé au niveau des échanges de marchandises de la balance des paiements est inférieur à celui observé dans les statistiques du commerce extérieur. La principale raison reste le surplus dégagé par les ventes de gasoil aux camionneurs non résidents et par les transactions sur or non monétaire. En 2007, ces opérations atteignent un nouveau solde record d'un peu plus de 800 millions d'euros, principalement dû à l'évolution favorable des transactions sur or non-monétaire.

La récente réduction du déficit commercial s'explique en partie par l'amélioration des termes de l'échange surtout due à la hausse des prix métalliques. Aussi la bonne tenue de la sidérurgie sur les marchés étrangers et l'évolution favorable des transactions sur or non-monétaire ont plus que compensé les augmentations des approvisionnements à l'étranger en énergie (cf. encadré 2), biens d'équipement et autres biens de consommation.

Encadré 2 : Importations d'énergie

1. Le rôle croissant des produits pétroliers

Au cours des années 70, les approvisionnements en produits énergétiques représentaient près d'un cinquième des importations totales de marchandises du Luxembourg. Sous l'effet de la crise sidérurgique et du contre choc pétrolier, leur part a été ramenée à quelque 10% vers le milieu des années 80.

Au cours des vingt dernières années, les produits énergétiques en général et les produits pétroliers en particulier ont vu leur part diminuer sensiblement pour atteindre leur plus bas niveau relatif en 1999, avec respectivement 6% et 3% des importations totales, comparé au seuil relatif record atteint pour les produits énergétiques (22%) en 1976 et pour les produits pétroliers (8%) en 1981 et 82.

Sous l'effet de la progression continue de la consommation (en grande partie aussi par des non résidents) et du renchérissement des produits pétroliers, la facture des importations énergétiques s'est sensiblement alourdie tout en restant (en termes relatifs des importations totales de marchandises) nettement en retrait des années 70 et 80. En 2007, les approvisionnements à l'étranger en énergie ont atteint près de 15% de la valeur totale des importations de marchandises et les produits pétroliers près de 10%.

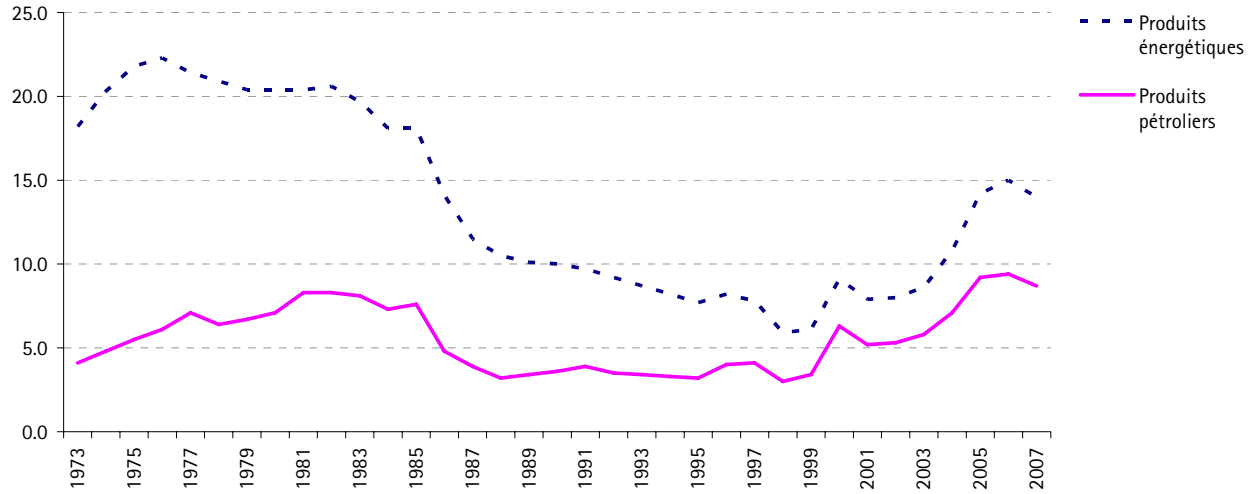
2. Prix du pétrole et effet euro

Le prix du pétrole étant fixé en dollars américains sur le marché mondial, l'évolution du taux de change euro-dollar modifie sensiblement l'impact des variations du prix du pétrole de part et d'autre de l'Atlantique. La progression du dollar face aux monnaies européennes, souvent concomitante de l'augmentation des prix pétroliers, tendait à amplifier la hausse ressentie en Europe. Ce fut le cas notamment dans la première moitié des années quatre-vingt, à la suite du deuxième choc pétrolier, ainsi qu'en 2000. Au contraire, depuis 2002, la baisse du dollar amortit le renchérissement du brut en Europe.

Au premier trimestre 2008, en dépit des hausses des dix dernières années, le prix du pétrole brut en dollars constants se situe encore, pour les Européens, 2% en dessous du pic historique atteint en 1981. Pour les Etats-Unis, le pic, atteint en 1980, est aujourd'hui dépassé de 20%[1]. On peut ainsi se féliciter de l'effet d'amortisseur que joue l'euro dans cette période de flambée des prix du pétrole. Au moment où le baril est passé à 120 US dollars, les Européens n'ont payé que 77 euros.

[1] http://www.cepii.fr/francgraph/chiffredumois/2008/mars.htm

Graphique 9: Part relative des produits énergétiques dans les importations



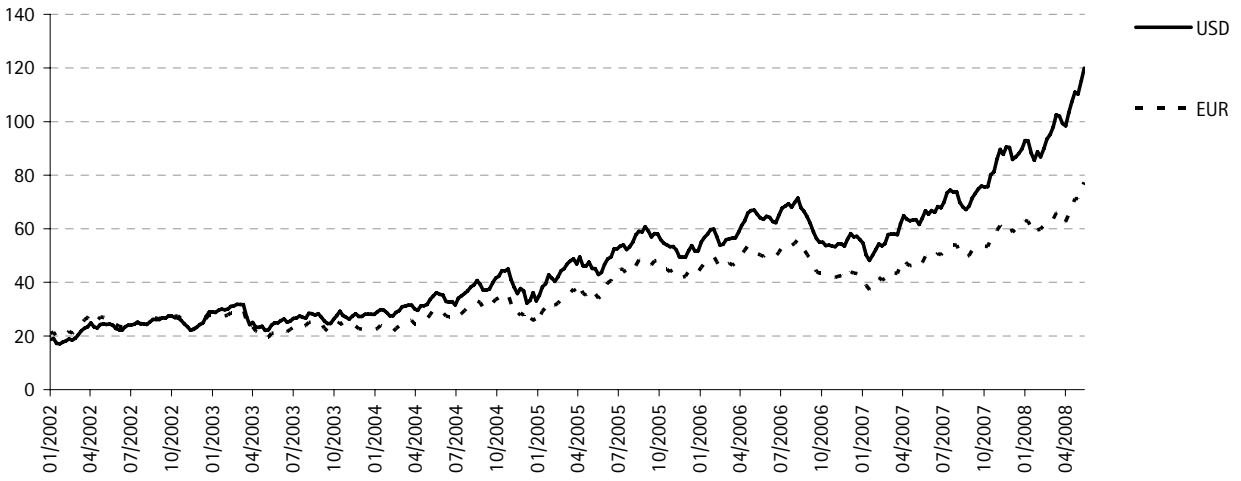
Source: STATEC – Statistiques du commerce extérieur

Néanmoins il faut éviter de ne considérer que les effets premiers. La relation qui existe entre le prix du pétrole et le cours du dollar est très complexe. Si le pétrole continue à être coté en dollar américain, cela ne veut pas dire que les ventes sont toutes facturées en dollar.

Mais ce qui est plus significatif, c'est que les pays exportateurs de pétrole – tout en encaissant leurs revenus en dollars - utilisent d'autres monnaies pour importer leurs biens et services. Aussi de ce point de vue, toute faiblesse du dollar réduit le pouvoir d'achat des exportateurs de pétrole[1].

De manière plus générale, il faut bien admettre que c'est en partie à cause du dollar faible que le pétrole est cher; soit parce que le dollar faible favorise la croissance dans des pays qui sont de gros consommateurs d'énergie, comme la Chine; soit, simplement, parce que les investisseurs internationaux fuient les placements aux Etats-Unis pour investir dans le pétrole. Bref, si le dollar était moins faible, le pétrole lui aussi serait moins cher[2].

Graphique 10: Prix du pétrole (baril)



Source: Energy information Administration (http://eia.doe.gov/) for crude oil price and Bloomberg for EUR/USD
Basic Data: All Countries Spot Price FOB Weighted by Estimated Export Volume (USD per barrel)

[1] Alhajji A.F « Le cours du dollar influence le prix du pétrole » L'Echo 22 mai 2008

[2] Agnès Bènassy-Quéré et Lionel Fontagné « L'euro dans les nuages » La Tribune 28 mai 2008

La plupart des échanges de marchandises (plus de 80%) ont lieu avec des pays partenaires de l'UE, et même plus de la moitié des échanges (53% pour les exportations et 72% pour les importations) sont réalisés avec nos trois pays limitrophes.

Tableau 5: Balance commerciale du Luxembourg

Unité : mio EUR

	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)
Exportations de biens	10 058	9 794	10 875	11 740	13 061	13 457
dont or non monétaire et provisions de bord	1 181	1 121	1 298	1 484	1 988	1 866
Importations de biens	12 278	12 435	13 736	15 137	16 564	16 872
dont or non monétaire et provisions de bord	496	663	577	1 225	1 363	1 046
Solde commercial	-2 220	-2 642	-2 862	-3 397	-3 503	-3 416
dont or non monétaire et provisions de bord	685	458	721	259	625	819

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

calculs sur base de chiffres non-arrondis

3.2 Balance des paiements technologiques : retrait de l'acteur principal

La balance des paiements technologiques (BPT) est un indicateur qui mesure les transactions commerciales relatives aux transferts techniques internationaux. Elle enregistre la contrepartie financière versée ou reçue pour l'acquisition ou l'utilisation de brevets, licences, marques, dessins, savoir-faire et de services à contenu technique (y compris l'assistance technique), ainsi que les frais de recherche et développement à caractère industriel réalisés avec l'étranger.

Tableau 6: Recettes et dépenses de la BPT(1)

	2002		2003		2004		2005		2006		2007 (2)	
	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit
Architecture, ingénierie et autres services techniques	62	64	58	70	69	106	53	82	60	114	62	135
Recherche et développement	188	34	209	56	192	49	199	36	207	48	202	44
Redevances et droits de licence	123	105	113	96	161	117	238	111	311	128	299	278
Services de télécommunication	733	101	737	507	764	872	842	935	1 081	1 065	1 265	647
Services informatiques et d'information	327	300	1 044	322	1 837	467	1 866	548	1 762	532	950	428
Acquisitions et cessions d'actifs nets non financiers non produits (2)	38	69	14	50	11	455	1 116	113	5	102	9	22
Total	**1 472**	**673**	**2 175**	**1 101**	**3 034**	**2 066**	**4 314**	**1 825**	**3 427**	**1 988**	**2 789**	**1 554**

Source : STATEC, BCL ; calculs STATEC

(1) balance des paiements technologiques

(2) chiffres provisoires

(3) En ce qui concerne les acquisitions et cessions d'actifs nets non financiers non produits, sont exclus : l'achat ou la vente par une ambassade étrangère (ou une organisation internationale) de terres, qui passent alors du territoire d'une économie à celui d'une autre.

Calculs sur base de chiffres non-arrondis

En 2007, aussi bien les recettes que les dépenses diminuent fortement sans que le taux de couverture ne change considérablement. Cet impact négatif sur le volume des échanges s'explique par la réorganisation suivie de la fermeture d'une des filiales de grandes sociétés américaines actives dans le domaine du commerce électronique (AOL Europe Services Sàrl). Sont surtout influencées par cette « disparition » les recettes et dépenses de services informatiques, ainsi que les dépenses de télécommunications. Cependant de nouveaux acteurs se sont déjà implantés au Luxembourg et semblent combler cette perte.

Par contre, il reste à souligner que pour les principales sociétés ayant choisi le Luxembourg comme lieu d'implantation (e.a. la société ayant repris l'activité d'accès à Internet de AOL sur le territoire britannique), le niveau des services importés est presque équivalent à celui des services exportés ce qui traduit une faible création technologique au Luxembourg.

A l'exception des services d'architecture, d'ingénierie et des autres services techniques ainsi que des acquisitions et cessions d'actifs nets non financiers non produits, les autres sous-composantes de la BPT dégagent un excédent aussi bien en 2006 qu'en 2007.

Tableau 7: Solde et taux de couverture de la BPT

Unité : mio EUR

	2002		2003		2004		2005		2006		2007 (1)	
	Solde	Taux (3)	Solde	Taux (3)	Solde	Taux (3)	Solde	Taux (3)	Solde	Taux (3)	Solde	Taux (3)
Architecture, ingénierie et autres services techniques	-2	1.0	-12	0.8	-38	0.6	-29	0.6	-53	0.5	-72	0.5
Recherche et développement	154	5.5	152	3.7	144	4.0	163	5.5	159	4.3	158	4.6
Redevances et droits de licence	19	1.2	17	1.2	44	1.4	127	2.1	184	2.4	21	1.1
Services de télécommunication	632	7.2	230	1.5	-108	0.9	-93	0.9	16	1.0	618	2.0
Services informatiques et d'information	28	1.1	721	3.2	1 370	3.9	1 319	3.4	1 231	3.3	522	2.2
Acquisitions et cessions d'actifs nets non financiers non produits	-30	0.6	-36	0.3	-444	0.0	1 003	9.8	-97	0.1	-14	0.4
Total	**800**	**2.2**	**1 073**	**2.0**	**968**	**1.5**	**2 489**	**2.4**	**1 439**	**1.7**	**1 234**	**1.8**

Source : STATEC, BCL ; calculs STATEC

(1) chiffres provisoires

(2) En ce qui concerne les acquisitions et cessions d'actifs nets non financiers non produits, sont exclus : l'achat ou la vente par une ambassade étrangère (ou une organisation internationale) de terres, qui passent alors du territoire d'une économie à celui d'une autre.

(3) Taux de couverture (exportations/importations)

Calculs sur base de chiffres non-arrondis

Les échanges de services de la BPT restent essentiellement concentrés sur le marché de l'Union Européenne (83% des exportations de services et 86% des importations). Les plus importants partenaires restent le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France. Les Etats-Unis, pays d'origine des sociétés-mère dont dépendent certaines filiales importantes implantées au Luxembourg, arrivent en 4ème position.

Dans ce contexte, il convient de considérer l'évolution des principaux acteurs de services électroniques au Luxembourg, et ce dans le cadre du consensus sur la réforme de la TVA à laquelle les ministres européens des Finances ont accordé leur soutien en date du 4 décembre 2007. Le lieu du régime fiscal applicable sera déplacé du lieu d'établissement du fournisseur à celui du consommateur, afin que tous les consommateurs soient imposés selon le même taux de TVA, sans tenir compte du pays d'établissement du prestataire de service. Les modifications seront progressivement introduites à compter de 2015, au lieu d'être mises en œuvre directement dès 2010. L'accord permettra aux pays abritant des entreprises de services électroniques et de télécommunication de conserver 30% des recettes de la TVA collectées après 2015, le reste étant rétrocédé au pays de résidence du consommateur. Cette part sera réduite à 15% après 2017, puis à zéro après 2019.

A titre d'information, l'Etat luxembourgeois a encaissé pour l'année 2006 quelque 224 millions d'euros de TVA des filiales de grandes sociétés américaines implantées au Luxembourg suite à la directive européenne de 2004. Les recettes nettes pour 2007 sont évaluées à 210 millions d'euros et le budget 2008 de l'Etat luxembourgeois table sur des recettes de TVA de 270 millions d'euros dans ce domaine.

3.3 Autres services aux entreprises (que financiers et BPT): croissance moindre qu'en 2006

Les services de transport dégagent le plus important excédent parmi les différentes sous-composantes des autres services, excédent qui se stabilise autour de 1.2 milliard d'euros. En même temps, un des principaux postes de charges des sociétés de transport, à savoir les achats de provisions de bord, est en légère progression (478 millions d'euros en 2007, contre 468 millions en 2006). En incluant ces charges dans le calcul du solde des services de transport, le solde est resté relativement stable. Plus de la moitié des prestations de services de transport sont réalisées avec des partenaires résidents dans l'UE – 57% des recettes et 69% des dépenses – et les pays limitrophes restent les principaux partenaires.

Le solde excédentaire dégagé par les services de voyages a connu une nouvelle diminution, pour passer de 386 millions d'euros en 2006 à environ 328 millions en 2007. Alors que les dépenses de voyages des résidents ne cessent de progresser, l'augmentation des recettes est moins importante, surtout sous l'effet d'une quasi-stagnation des ventes de cigarettes et de produits pétroliers (à prix constants). Afin de correctement interpréter leur solde, il est important de souligner que dans les recettes de voyages sont comptabilisées outre les recettes de touristes étrangers, les ventes de produits soumis à accises à des non résidents (touristes ou voyageurs de passage ou en transit).

Les services de construction connaissent un déficit depuis 2002, qui s'est accentué entre 2006 et 2007 pour atteindre un niveau de 144 millions d'euros, induit par une hausse plus accrue des dépenses que des recettes. Pour certains grands chantiers plutôt exceptionnels, débutés en 2006 et ayant pris de l'ampleur en 2007, le recours à des sous-traitants non résidents est devenu indispensable.

Les services internationaux d'assurance directe correspondent à la charge de services incluse dans les primes ainsi qu'aux frais de services auxiliaires afférents aux contrats d'assurance et non pas à la totalité des primes proprement dites. La différence entre les primes encaissées et le service imputé (calculé) est portée soit en « transferts courants » pour les assurances non-vie et les réassurances, soit en « autres investissements » pour l'assurance-vie et les réassurances-captives. Il est important de noter que les données de la balance des paiements pour 2007 restent en partie basées sur des estimations, étant donné que les chiffres de base n'ont pas été entièrement disponibles lors de la clôture de la production des séries statistiques. Selon une première évaluation du Commissariat aux assurances en ce qui concerne les assurances directes, l'année 2007 semble afficher, pour la première fois depuis le début des analyses, une légère baisse des services exportés.

Tableau 8: Échanges extérieurs des services (autres que financiers et BPT)

Unité : mio EUR

	2002		2003		2004		2005		2006		2007 (1)	
	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit
Transport	1 547	790	1 560	692	1 751	854	2 146	1 019	2 303	1 076	2 495	1 263
Voyages	2 542	2 042	2 646	2 145	2 940	2 351	2 904	2 398	2 878	2 492	2 919	2 592
Construction	127	244	146	280	187	321	228	343	266	388	362	506
Services d'assurance	1 100	817	1 146	743	1 342	912	1 573	991	1 823	1 300	1 703	1 037
Autres services aux entreprises	1 901	1 572	2 095	1 869	2 282	2 403	2 503	2 642	3 048	3 024	3 587	3 116
Services personnels, culturels	171	325	144	369	152	384	194	267	261	341	447	447
Total	**7 389**	**5 791**	**7 738**	**6 098**	**8 653**	**7 225**	**9 548**	**7 659**	**10 579**	**8 621**	**11 513**	**8 962**

Source : STATEC, BCL

(1) chiffres provisoires

Calculs sur base de chiffres non-arrondis

L'excédent constaté en 2006 au niveau des autres services aux entreprises s'est renforcé en 2007, et ceci surtout grâce à une réduction notable (374 millions d'euros) du déficit des divers services commerciaux ou professionnels (142 millions d'euros en 2007, contre 516 millions d'euros en 2006). Les services importés restant plus ou moins stables, la croissance soutenue s'explique par celle des exportations de services, engendrée par une hausse des activités des principaux opérateurs déjà présents en 2006. Les deux autres rubriques - négoce international et autres services liés au commerce ainsi que la location opérationnelle - ne connaissent pas de croissance exceptionnelle.

Par ailleurs, les services personnels et culturels - figurant comme sous-composante des services aux entreprises autres que financiers et BPT - connaissent la plus forte progression en pourcentage entre 2006 et 2007, aussi bien du côté des recettes (+72%) que des dépenses (+31%). Le résultat en est que pour la première fois depuis 2002, le solde est légèrement positif. Cette évolution peut être expliquée par la performance du principal opérateur actif dans ce domaine.

4. Nouvelle aggravation du déficit du revenu des investissements

En dépit d'une progression importante de la marge sur intérêts du secteur bancaire luxembourgeois, le solde du revenu des investissements a connu une nouvelle dégradation en 2007 et laisse un déficit de 5.1 milliards d'euros, contre 3.6 milliards en 2006. Cette évolution est la conséquence d'une détérioration du solde négatif des revenus des investissements directs étrangers (IDE), qui passe de 5 milliards d'euros en 2006 à 7.3 milliards en 2007 et n'est compensé qu'en partie seulement par l'augmentation des revenus nets de portefeuille et l'amélioration du solde négatif attribuable au revenu des autres investissements.

La bonne portée des sociétés luxembourgeoises, objet d'IDE, a engendré une rémunération importante des capitaux investis, soit sous forme de dividendes effectivement versés aux investisseurs non résidents, soit sous forme de «bénéfices réinvestis» (partie non distribuée du bénéfice qui est assignée à l'investisseur direct au prorata de sa participation au capital).

Cependant, les résultats des périodes récentes concernant le revenu des IDE en général, et les bénéfices réinvestis en particulier sont à interpréter avec une certaine précaution. En effet, en l'absence de certaines données de base indispensables, des estimations provisoires ont été effectuées pour 2007, qui, ultérieurement, peuvent faire l'objet de révisions éventuellement importantes.

Tableau 9: Revenu des investissements 2002-2007

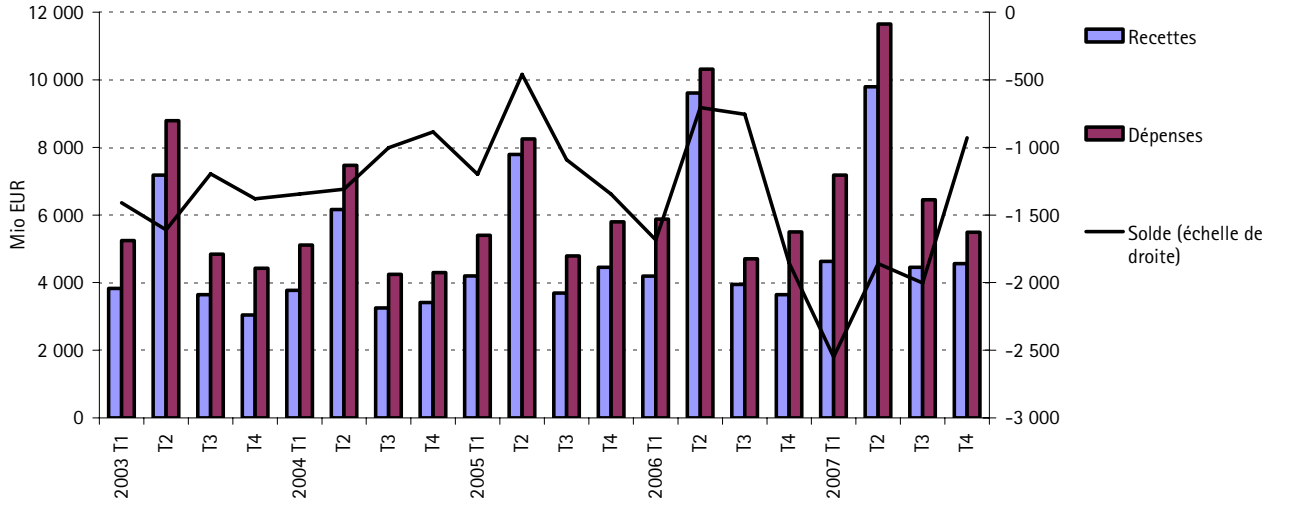
Unité : mio EUR

	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)
Crédit	63 531	60 445	61 109	71 468	92 486	109 179
Investissements directs	13 589	17 702	16 592	20 137	21 400	23 433
Investissements de portefeuille	34 740	31 237	33 684	39 454	54 400	63 405
Autres investissements	15 201	11 505	10 833	11 878	16 686	22 340
Débit	63 811	60 486	60 729	72 615	96 051	114 304
Investissements directs	19 763	23 297	21 133	24 234	26 399	30 773
Investissements de portefeuille	31 455	27 900	30 853	37 088	51 602	60 329
Autres investissements	12 593	9 289	8 743	11 293	18 050	23 202
Net	-280	-42	380	-1 147	-3 565	-5 125
Investissements directs	-6 174	-5 595	-4 541	-4 097	-4 998	-7 340
Investissements de portefeuille	3 285	3 338	2 831	2 365	2 797	3 076
Autres investissements	2 608	2 216	2 090	585	-1 364	-862

Source : STATEC, BCL

(1) chiffres provisoires
Calculs sur base de chiffres non-arrondis

Graphique 11: Revenu des investissements directs 2003 - 2007



Source: BCL, STATEC

Par rapport aux publications antérieures, le revenu des investissements directs a connu une révision qui a eu un impact important sur les flux bruts (crédit et débit), sans cependant affecter de façon significative leur solde. En effet, jusque-là les revenus découlant des investissements directs réalisés par l'intermédiaire de SPE résidents n'avaient été mesurés que partiellement. Rappelons que par SPE (Special Purpose Entities), on désigne des entités spécialisées ou à vocation spéciale qui sont des sociétés financières non-bancaires (de type holding ou soparfi) et qui servent généralement d'intermédiaire financier dans des transactions internationales. Dorénavant, l'estimation du revenu se réfère au total des capitaux en transit.

Les encours (stocks) trimestriels relatifs aux investissements directs en général, et ceux des SPE en particulier, sont détaillés dans la position extérieure globale (PEG). Au Luxembourg, la PEG est établie par la Banque centrale du Luxembourg (BCL). Les résultats sont accessibles sous http://www.bcl.lu/fr/statistiques/series_statistiques/11_Position_exterieure/index.html.

5. Revenus du travail – Dégradation permanente du solde

Les revenus du travail recouvrent les salaires, en espèces ou en nature, gagnés par les particuliers dans une économie autre que celle dont ils sont résidents. Cette rémunération est enregistrée sur la base du coût salarial, qui renferme également les cotisations patronales et salariales ainsi que les impôts. Les salaires pris en compte dans la balance des paiements du Luxembourg sont ceux générés par les frontaliers, les travailleurs saisonniers, les personnes recrutées localement par les ambassades et consulats et les résidents occupés par les institutions internationales.

Les revenus du travail du Luxembourg se soldent depuis l'année 1985 par des sorties nettes croissantes, compte tenu de la rémunération globalement plus élevée versée aux salariés non résidents travaillant au Grand-Duché de Luxembourg que celle reçue par les résidents travaillant à l'étranger et auprès des institutions internationales établies à Luxembourg.

Le tableau qui suit retrace l'évolution au cours des années 2002 à 2007. On constate pour chaque année de la période sous revue - comme d'ailleurs pour les années précédentes - une augmentation des recettes et des dépenses ainsi qu'une aggravation du solde déficitaire.

Les recettes sont dominées à hauteur de 95 % par les revenus du travail touchés par les résidents occupés auprès des institutions européennes et autres organisations internationales comme la NAMSA, Eurocontrol et la Cour AELE. Le total de l'effectif de toutes ces institutions s'élève en 2007 à quelque 11 500 agents, dont environ 9 000 résidents. De 2002 à 2007, l'effectif de ces institutions s'est accru au total de quelque 2 000, dont 1 400 sont résidents. Cette forte augmentation de l'effectif est à mettre en relation avec l'élargissement de l'UE à 25 pays réalisé en 2004. Toutefois, plus d'un cinquième des agents internationaux employés dans les institutions internationales à Luxembourg ont leur résidence à l'étranger. La rémunération globale (cotisations sociales incluses) des agents internationaux ayant leur résidence à Luxembourg est passée de 0.8 milliard en 2002 à 1.1 milliard d'euros en 2007. Figure également dans les recettes, la rémunération des quelque 700 salariés résidents travaillant dans un pays limitrophe, ainsi que celle des agents résidents occupés par les ambassades étrangères au Luxembourg; ces deux catégories de salariés génèrent en 2007 un revenu total de 50 millions d'euros.

Du côté des dépenses, la quasi-exclusivité des revenus du travail est versée aux salariés frontaliers étrangers occupés dans l'économie luxembourgeoise. Ce montant est passé de 4.1 milliards en 2002 à 6.7 milliards d'euros en 2007, soit une progression moyenne de 10% par an. Durant cette période, le taux de progression a pris une allure plus vive d'année en année en passant de 6% (augmentation de 2002 à 2003) à plus de 12% (entre 2006 et 2007). Le nombre moyen de frontaliers est passé de 102 952 en 2002 à 136 233 en 2007, ce qui correspond à une augmentation de 32% ou à près de 6% en moyenne annuelle. En 2007, les salariés frontaliers représentent 43% du total des salariés du Luxembourg.

Tableau 10: Revenus du travail

Unité : mio EUR

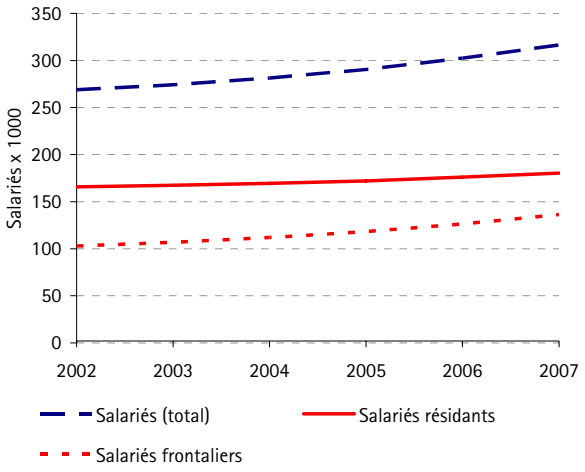
	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)
Recettes totales, dont	**831**	**879**	**897**	**1 011**	**1 078**	**1 121**
Institutions internationales	791	837	853	965	1 030	1 070
Pays limitrophes	29	30	31	32	34	35
Autres pays	11	12	13	14	15	15
Dépenses totales, dont	**4 109**	**4 353**	**4 763**	**5 265**	**5 926**	**6 679**
Allemagne	888	970	1 099	1 240	1 434	1 617
Belgique	1 271	1 340	1 449	1 586	1 757	1 980
France	1 944	2 036	2 210	2 433	2 728	3 075
Autres pays	6	6	6	6	7	7
Solde global	**-3 278**	**-3 474**	**-3 866**	**-4 253**	**-4 848**	**-5 558**

Source : STATEC, BCL

(1) chiffres provisoires

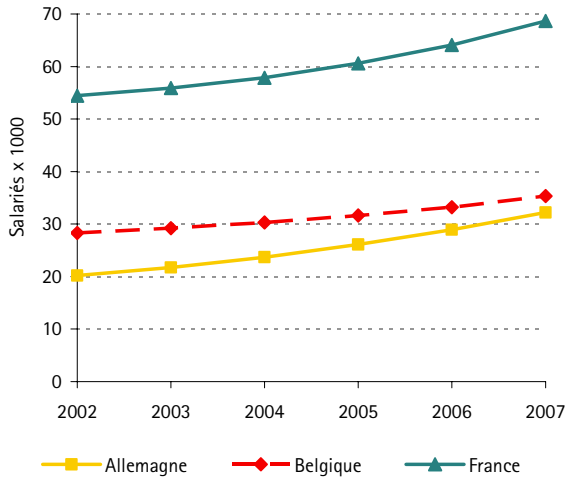
Calculs sur base de chiffres non-arrondis

Graphique 12: Évolution de l'emploi salarié



Source: IGSS, STATEC

Graphique 13: Évolution de l'emploi salarié frontalier par pays de provenance



Source: IGSS, STATEC

Entre 2002 et 2007, des glissements se sont produits dans l'emploi salarié frontalier en ce qui concerne les pays de résidence des frontaliers. La part de l'Allemagne a augmenté de 20% à 24%, tandis que celles de la Belgique et de la France ont diminué respectivement de 27% à 26% et de 53% à 50%. Cette tendance se vérifie aussi pour les montants enregistrés dans les revenus du travail revenant aux frontaliers. En effet, la part des revenus en faveur de l'Allemagne passe de 21.7% à 24.2% et celle de la Belgique et de la France régresse de 31% à 30% respectivement de 47.4% à 46.1%.

Les dépenses vers l'étranger à titre de revenus du travail de l'année 2007 comprennent en outre pour un montant de 9.8 millions d'euros la rémunération payée en faveur du personnel engagé sur place par les ambassades luxembourgeoises à l'étranger ainsi que les salaires touchés par les travailleurs saisonniers occupés au Luxembourg, surtout pendant la période des vendanges.

6. Accentuation du solde négatif des transferts courants

Les transferts courants ont été déficitaires de 1.7 milliard d'euros en 2007, après un déficit de 1 milliard en 2006. Les transferts du secteur public dégagent un excédent sous l'impulsion des impôts et cotisations sociales perçus des salariés frontaliers et qui continuent de dépasser largement les prestations sociales versées aux non résidents (voir ci-après). En revanche, les transferts courants des autres secteurs se soldent par un déficit record de 2.1 milliards d'euros. Cette aggravation du déficit est à mettre en rapport avec les paiements nets effectués par la BCL à la Banque centrale européenne dans le cadre de la réallocation du revenu monétaire[1]. Les transferts courants des assurances non-vie et réassurances (qui comprennent les primes encaissées, diminuées du montant des services d'assurance, ainsi que les indemnités et dédommagements) se sont soldés en 2007 par un léger déficit, contre un excédent plutôt exceptionnel de 152 millions d'euros en 2006 dû, entre autres, à un montant élevé de primes encaissées par le secteur des assurances non-vie.

Cotisations sociales et impôts sur les salaires plus élevés que les prestations sociales

La rémunération des salariés frontaliers non résidents est enregistrée dans la balance des paiements en tant que dépense sur base du coût salarial, ce qui inclut les impôts ainsi que les cotisations patronales et salariales. Toutefois, comme les impôts et cotisations sont prélevés par le pays de l'emploi, des écritures en contrepartie sont enregistrées dans les recettes des transferts courants. Le montant total de ces impôts et cotisations se rapportant à la rémunération des salariés frontaliers est passé de 1.1 en 2002 à 1.9 milliard d'euros en 2007, ce qui représente une progression moyenne de 12% par an.

Tableau 11: Transferts courants 2002-2007

Unité : mio EUR

	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)
Administrations publiques						
Recettes totales	*1 198*	*1 435*	*1 451*	*1 649*	*1 988*	*2 067*
Impôts sur le revenu et cotisations sociales	1 120	1 242	1 353	1 577	1 915	1 992
Autres	78	192	98	72	72	75
Dépenses totales	*1 289*	*1 236*	*1 320*	*1 520*	*1 524*	*1 670*
Prestations sociales	798	884	911	1 043	1 092	1 175
Institutions européennes	215	215	220	237	224	273
Aide publique au développement (APD)	74	81	99	109	112	125
Autres	201	56	91	131	95	96
Solde	*-91*	*199*	*131*	*129*	*464*	*397*
Autres secteurs						
Recettes totales	*2 590*	*1 997*	*1 785*	*2 138*	*2 487*	*2 406*
Assurances non-vie et réassurances	2 292	1 538	1 490	1 785	2 134	1 973
Autres	298	459	295	354	353	433
Dépenses totales	*2 810*	*2 742*	*2 782*	*3 217*	*3 966*	*4 543*
Envoi de fonds des travailleurs	47	47	52	55	64	66
Assurances non-vie et réassurances	2 112	1 715	1 615	1 916	1 983	2 000
Revenu monétaire	110	282	461	625	1 050	1 680
Autres	541	698	654	621	869	796
Solde	*-219*	*-746*	*-997*	*-1 078*	*-1 479*	*-2 137*
Solde global	**-310**	**-547**	**-866**	**-949**	**-1 015**	**-1 740**

Source : STATEC, BCL

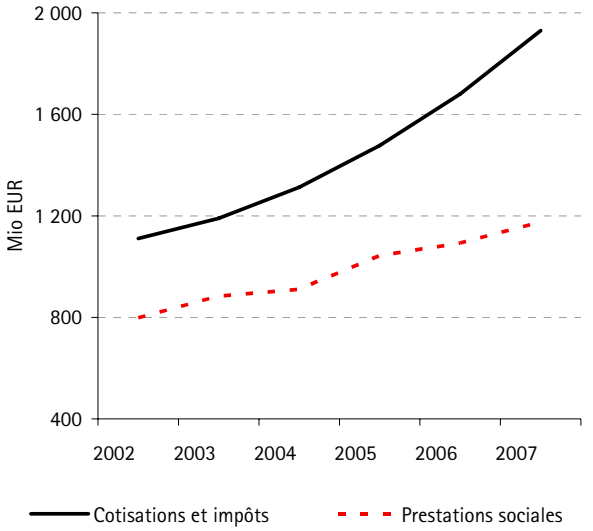
(1) chiffres provisoires
Calculs sur base de chiffres non-arrondis

[1] Des informations complémentaires concernant la réallocation du revenu monétaire sont reprises au bulletin 7_2005 relatif aux échanges économiques extérieurs du Luxembourg (page 397)

Du côté des dépenses, les transferts des administrations publiques comprennent les prestations sociales versées aux non résidents, parmi lesquelles on retrouve celles relatives à l'assurance maladie-maternité, l'assurance pension, l'assurance dépendance, l'assurance accidents et les prestations familiales. De 2002 à 2007, le total des prestations versées à l'étranger est passé de 0.8 à 1.2 milliard d'euros, ce qui représente une croissance annuelle moyenne de 8%. Parmi les différentes prestations, celles qui sont fournies à titre de pension représentent d'année en année 37% et les allocations familiales 31%. La part revenant aux bénéficiaires des trois pays limitrophes varie très peu et se chiffre à quelque 87%. Les parts allouées de 2002 à 2007 à la France et à la Belgique reculent respectivement de 48.6% à 48.1% et de 32.6% à 31.7%, tandis que la part de l'Allemagne progresse de 18.9% à 20.1%.

De la comparaison entre le total des impôts et des cotisations des frontaliers avec le total des prestations revenant aux non résidents, il ressort des excédents annuels très substantiels en faveur du Luxembourg.

Graphique 14: Prestations sociales, cotisations sociales et impôts avec l'étranger



Source: BCL, STATEC

7. Déficit du compte de capital et importante capacité de financement

D'après les informations actuellement disponibles, le compte de capital se solde en 2007 par un déficit de 106 millions d'euros et confirme de la sorte le retour à la normale de 2006, après un excédent exceptionnel en 2005[1].

Précision méthodologique: il apparaît que certaines sociétés de droit luxembourgeois effectuent des opérations d'envergure sur actifs non financiers non produits (brevets, licences) à travers des succursales établies à l'étranger, notamment en Suisse. Quoique faisant généralement partie intégrante du bilan de la maison-mère luxembourgeoise, les transactions réalisées par l'intermédiaire de ces succursales avec d'autres non résidents ne sont pas reprises au niveau de la balance des paiements du Luxembourg. En effet, il est généralement admis que le centre d'intérêt d'une succursale se trouve sur le territoire économique du pays d'accueil.

Aux erreurs et omissions nettes près, la capacité de financement issue de la balance des paiements s'élève pour 2007 à 3.45 milliards d'euros, contre 3.3 milliards pour 2006, alors que les exportations nettes de capitaux relevées dans le compte des opérations financières s'élèvent à 3.5 milliards, ce qui correspond à quelque 10% du PIB.

Tableau 12: Capacité de financement issue de la balance des paiements 2002-2007

Unité : mio EUR

	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)
Balance sur biens et services	6 395	6 165	7 606	9 670	12 975	15 993
Solde des opérations de répartition (2)	-3 869	-4 062	-4 352	-6 349	-9 428	-12 423
Compte de capital	-95	-125	-617	884	-237	-120
Secteur public: dons pour investissements	-86	-97	-104	-114	-120	-135
Autres transferts de capital	33	11	-63	-4	-20	29
Actifs non financiers non produits	-42	-40	-451	1 002	-98	-14
Capacité de financement	**2 431**	**1 978**	**2 637**	**4 205**	**3 309**	**3 450**
Solde du compte financier	-2 668	-1 962	-2 808	-4 585	-3 671	-3 533
Erreurs et omissions nettes	237	-16	171	380	362	83

Source : STATEC, BCL
(1) chiffres provisoires
(2) il s'agit des revenus et des transferts courants
Calculs sur base de chiffres non-arrondis

[1] L'excédent extraordinaire de 2005 est lié à une opération particulière plus amplement décrite dans le bulletin 4_2007 relatif à la balance courante du Luxembourg en 2006 (page 137).

B. La balance courante par principaux pays partenaires

1. Aperçu général

L'orientation géographique des transactions internationales est déterminée à la fois par l'offre et par la demande. De surcroît, la ventilation géographique peut varier en fonction du produit analysé. A cet effet, il convient de rappeler dans un premier temps la spécificité de la structure de la balance courante du Luxembourg avant d'analyser dans une seconde étape le rôle des principaux partenaires économiques, ainsi que de certains pays et zones.

1.1 Caractéristiques structurelles de la balance courante du Luxembourg

La présentation standard de la balance courante distingue cinq domaines: les marchandises, les services, le revenu des investissements, le revenu du travail et les transferts courants. Sur l'ensemble des transactions courantes, les deux dernières catégories sont généralement très modestes dans les pays dits industrialisés. En revanche, les trois autres catégories représentent l'essentiel des activités internationales courantes, avec néanmoins des pondérations fort différentes entre les pays.

Une tendance commune aux six pays ou zone comparés (zone euro, USA, UK, IRL, CH et LU) est que la part du revenu des investissements progresse au détriment des marchandises. En dépit de ce fait, les échanges de marchandises demeurent tout de même la principale source des recettes courantes dans tous les pays, à l'exception du Luxembourg. Les niveaux varient toutefois sensiblement: 59% pour la zone euro et 48% pour les Etats-Unis, contre 39% pour le Royaume-Uni et seulement 8% pour le Luxembourg.

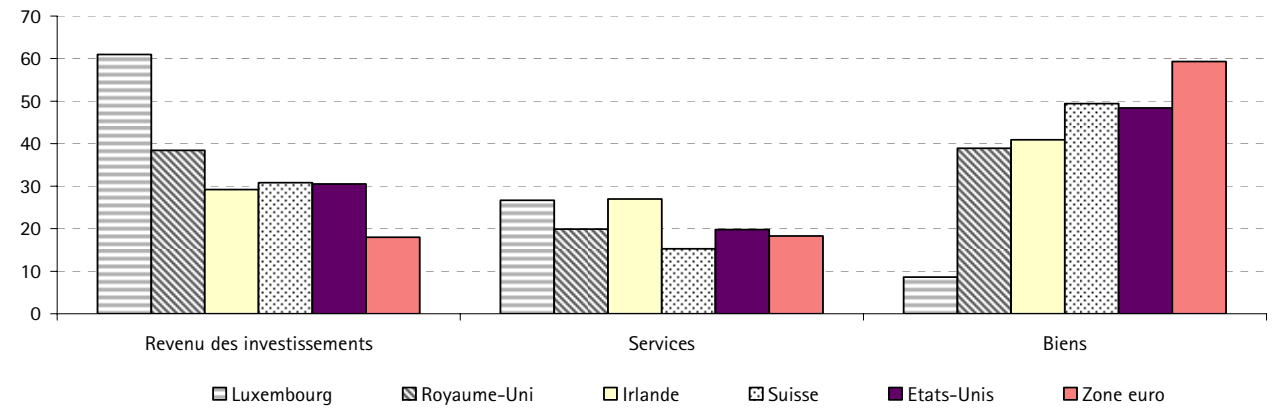
Par ailleurs, la part des services connaît dans la plupart des pays une stagnation dans un intervalle de 15 à 20%; les deux pays enregistrant un niveau plus élevé sont aussi ceux qui ont connu une progression sur les cinq dernières années, à savoir l'Irlande (27%) et le Luxembourg (26%).

Par rapport aux tendances plus générales, la structure de la balance courante du Luxembourg se caractérise par:

- un montant total des exportations de services 3.4 fois supérieur aux exportations de biens, alors que dans les autres pays les services ne représentent qu'une fraction des expéditions de marchandises;

- une importance relative du revenu des investissements bien plus marquée – avec plus de 60% du total des transactions courantes au Luxembourg, contre moins de 40% dans les autres pays. Au plan mondial, le Luxembourg occupe en 2006 (en chiffres absolus) le sixième rang pour les recettes du revenu des investissements.

Graphique 15: Parts relatives en % dans les recettes totales de la balance courante en 2006



Source: BCL, STATEC

Tableau 13: Revenu des investissements

Rang	Pays	Unité: mia USD					Part relative en %				
		2002	2003	2004	2005	2006	2002	2003	2004	2005	2006
	Total	**1 222**	**1 424**	**1 796**	**2 267**	**2 873**	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**
1	Etats-Unis	278	318	399	503	648	22.8	22.3	22.2	22.2	22.5
2	Royaume-Uni	186	204	258	339	444	15.2	14.3	14.4	14.9	15.4
3	Allemagne	93	113	158	187	229	7.6	7.9	8.8	8.2	8.0
4	France	57	78	108	133	174	4.7	5.5	6.0	5.9	6.1
5	Japon	91	95	113	141	166	7.5	6.7	6.3	6.2	5.8
6	Luxembourg	60	68	76	89	116	4.9	4.8	4.2	3.9	4.0
7	Pays-Bas	40	58	80	96	109	3.3	4.1	4.5	4.2	3.8
8	Suisse	41	62	71	101	105	3.3	4.4	3.9	4.5	3.7
9	Irlande	27	34	43	53	75	2.2	2.4	2.4	2.4	2.6
10	Italie	41	47	51	59	70	3.4	3.3	2.9	2.6	2.4

Source: IMF (2007) "Balance of Payments, Statistic Yearbook"

1.2 Principaux partenaires

Compte tenu des spécificités structurelles des transactions courantes du Luxembourg, nous allons prendre en considération cinq variables du côté des recettes pour l'analyse des principaux pays partenaires: le total des transactions courantes, les biens, les services financiers, les services autres que financiers et le revenu des investissements.

Globalement, les neuf principaux pays partenaires notés pour l'ensemble des transactions courantes figurent également dans la liste de chacune des quatre autres variables considérées. Par ailleurs, dans quatre cas (sur cinq), l'Allemagne arrive en première position; elle n'est que légèrement devancée par la France pour les échanges de services autres que financiers.

Alors que les trois pays limitrophes sont les principaux pays partenaires du Luxembourg pour les échanges de biens et de services autres que financiers, la Suisse, le Royaume-Uni et les Etats-Unis viennent se positionner derrière l'Allemagne pour les services financiers et le revenu des investissements. Cette différenciation dans l'orientation géographique est directement liée aux domaines en question avec notamment le rôle des relations intra-branche dans le secteur financier.

1.21 Transactions courantes

Pour l'ensemble des recettes de la balance courante, l'Allemagne est de loin le principal pays partenaire du Luxembourg avec quelque 18 % du total. Les deux autres pays limitrophes suivent en troisième (France 10 %) et en sixième position (Belgique 6 %). Compte tenu du rôle important (plus de 80 %) des flux de revenu des investissements et des services financiers dans les recettes totales, les pays plus largement actifs dans ce domaine figurent bien sûr à des positions avancées. Il s'agit en l'occurrence du Royaume-Uni (2ème) et de la Suisse (7ème).

Tableau 14: Transactions courantes par principaux pays partenaires

Pays	Rang		Unité : mio EUR	Part relative (en %)	Part rel. cumulée
	2007	2002			2007
Allemagne	1	1	30 673	17.6	17.6
Royaume-Uni	2	2	22 792	13.1	30.7
France	3	3	18 064	10.4	41.1
Etats-Unis	4	4	17 529	10.1	51.2
Italie	5	6	12 602	7.2	58.4
Belgique	6	5	10 846	6.2	64.7
Suisse	7	7	7 927	4.6	69.2
Pays-Bas	8	8	6 970	4.0	73.2
Espagne	9	9	5 365	3.1	76.3
Irlande	10	12	3 780	2.2	78.5
Total des 10 principaux pays partenaires			**136 549**	**78.5**	
Total			**173 911**	**100.0**	

Source: BCL, STATEC

Encadré 3 : Exportations de services – Extension des parts de marché du Luxembourg

Globalement, le Luxembourg a su étendre son importance relative au niveau des échanges internationaux de services. Selon les données 2006 de l'OMC[1], le Luxembourg figure pour ses exportations de services – en chiffres absolus - en 18ème position mondiale et couvre 1.9% des exportations mondiales de services.

Au regard de sa taille (162ème rang en termes de sa population avec 0.007% de la population mondiale), ce niveau est appréciable. Mais plus encore que le niveau, c'est la progression récente qui traduit une très bonne performance des exportations de services. En 2002 le Luxembourg occupait la 22ème position et couvrait 1.3% des exportations totales de services du monde; au cours des quatre dernières années les prestations internationales de services du Luxembourg se sont ainsi développées beaucoup plus rapidement que celles des autres pays pour voir leur part de marché s'élargir de 1.3% à 1.9%.

Tableau 15: Exportations de services du Luxembourg – Part relative dans le commerce mondial

Année	Exp. de services en mia USD	Part dans le commerce mondial	Rang
2002	20.1	1.3	22
2003	25.2	1.4	20
2004	33.1	1.6	22
2005	40.0	1.7	21
2006	51.1	1.9	18

Source: OMC (2007)

Cette évolution favorable s'explique bien sûr par la très bonne performance des prestations de services financiers. Mais même si l'on calcule la part de marché des services autres que financiers du Luxembourg par rapport au commerce mondial de services (non modifié), on enregistre une amélioration de la part de marché qui passe de 0.5% à 0.7% du commerce mondial. Entre 2002 et 2006, le Luxembourg verrait aussi sa position s'améliorer (de la 35ème à la 32ème place), dans un classement ayant considéré pour les autres pays l'ensemble de leurs exportations.

Une autre analyse de la part de marché peut être effectuée sur base de la ventilation géographique des importations de pays partenaires. La source est cette fois la publication de l'OCDE sur les échanges internationaux de services et on compare les chiffres enregistrés pour le Luxembourg dans le total des importations des pays considérés. Par ailleurs, on peut calculer le rang respectif.

Comme il ressort du tableau ci-dessous présentant les résultats des pays limitrophes, la part relative la plus importante est enregistrée sur le marché belge (plus de 7% des importations totales de la Belgique), ce qui fait du Luxembourg le 6ème partenaire commercial. Entre 2002 et 2005 (dernière année pour laquelle ce type de données détaillées est disponible), la part de marché s'est légèrement étendue sur les quatre marchés considérés.

Tableau 16: Importations de services en provenance du Luxembourg – données des pays partenaires

Pays	Part relative du Luxembourg dans les importations de certains pays partenaires (en %)				Rang			
	2002	2003	2004	2005	2002	2003	2004	2005
Belgique	7.3	8.2	7.8	7.5	7	6	6	6
France	1.4	1.8	1.8	2.0	13	9	9	9
Allemagne	1.0	0.9	1.2	1.4	17	17	17	17
Pays-Bas	1.0	1.1	1.5	1.4	15	14	12	13

Source: OCDE (2007) Statistics on International Trade in Services

[1] http://www.wto.org/english/res_e/statis_e/statis_e.htm et plus particulièrement pour 2006 : http://www.wto.org/english/res_e/statis_e/its2007_e/section1_e/i10.xls

1.22 Exportations de biens

Pour les exportations de marchandises, les pays limitrophes sont traditionnellement les principaux partenaires commerciaux du Luxembourg. Le fait que l'Allemagne et la France soient les principaux pays partenaires ne s'explique pas seulement par la proximité, mais également par leur taille. En considérant les exportations par pays en fonction de la population du pays de destination, la Belgique (troisième pays partenaire en termes absolus) absorbe la plus grande partie des exportations du Luxembourg.

Une part importante des exportations à destination de ces pays – et en particulier vers l'Allemagne – concerne des produits industriels sous forme de composants rentrant dans la consommation intermédiaire de l'industrie (e.a. automobile). Au total, ces trois pays absorbent plus de la moitié des ventes à l'étranger du Luxembourg, et l'Allemagne en importe - à elle seule - un quart. Les trois pays suivants (les Pays-Bas, le Royaume-Uni et l'Italie) sont destinataires de quelque 5 à 6 % chacun. Les Etats-Unis (2.6 %) sont de loin le premier pays extra-UE des exportations du Luxembourg.

Tableau 17: Exportations de biens par principaux pays partenaires

Pays	Rang		Unité : mio EUR	Part relative (en %)	Part rel. cumulée
	2007	2002			2007
Allemagne	1	1	3 364	25.0	25.0
France	2	2	2 167	16.1	41.1
Belgique	3	3	1 528	11.4	52.5
Pays-Bas	4	6	798	5.9	58.4
Royaume-Uni	5	4	742	5.5	63.9
Italie	6	5	711	5.3	69.2
Espagne	7	7	450	3.3	72.5
Etats-Unis	8	8	345	2.6	75.1
Autriche	9	12	278	2.1	77.2
Suisse	10	11	237	1.8	78.9
Total des 10 principaux pays partenaires			**10 619**	**78.9**	
Total			**13 457**	**100.0**	

Source: BCL, STATEC

1.23 Exportations de services financiers

Les services financiers couvrent les commissions bancaires et les commissions relatives à la gestion des organismes de placement collectif (OPC). L'orientation du secteur financier vers le « private banking » et la gestion des fonds a entraîné une croissance substantielle des recettes sur ce type de prestations de services. Les principaux pays partenaires sont dans ce domaine essentiellement les pays de résidence des détenteurs de parts et les grands centres financiers d'Europe.

Depuis 2005, l'Allemagne occupe aussi dans ce domaine la première place (avec une part relative de 18 %) pour l'avoir ravie à la Suisse qui a vu sa part relative se détériorer de près de 20 % en 2002 à 13.6 % en 2007.

Le Royaume-Uni et l'Italie couvrent également des parts non négligeables avec respectivement 13.4 % et 12.7 %. Les autres pays voisins (Belgique et France) suivent à distance avec 7.5 % et 6.8 %. Ensemble les 5 principaux pays partenaires génèrent les deux tiers des recettes de ces prestations de services.

Tableau 18: Exportations de services financiers par principaux pays partenaires

Pays	Rang		Unité : mio EUR	Part relative (en %)	Part rel. cumulée
	2007	2002			2007
Allemagne	1	2	5 771	18.4	18.4
Suisse	2	1	4 251	13.6	32.0
Royaume-Uni	3	5	4 210	13.4	45.4
Italie	4	3	3 982	12.7	58.1
Belgique	5	4	2 339	7.5	65.5
France	6	7	2 143	6.8	72.4
Etats-Unis	7	6	1 633	5.2	77.6
Pays-Bas	8	8	1 201	3.8	81.4
Japon	9	9	863	2.7	84.1
Espagne	10	11	740	2.4	86.5
Total des 10 principaux pays partenaires			**27 133**	**86.5**	
Total			**45 682**	**100.0**	

Source: BCL, STATEC

1.24 Exportations de services autres que financiers

Au cours des six années sous revue, la France et l'Allemagne ont été régulièrement les principaux pays de destination de cet ensemble de prestations de services avec des parts relativement égales. De 2004 à 2006, l'Allemagne a absorbé un cinquième des exportations totales et a occupé la première place. En 2002 et 2003 ainsi qu'en 2007, c'est la France qui est le premier pays de destination. Les recettes au titre de la rubrique voyages sont particulièrement élevées (près d'un milliard d'euros en 2007) et couvrent toutes les dépenses des résidents français au Luxembourg et plus particulièrement les dépenses des salariés frontaliers (près de 70 000 personnes). Une part élevée est également notée pour les services d'assurance et les services de construction.

La Belgique (15 %) suit de près à la troisième place devant le Royaume-Uni (12.9 %). Les trois pays limitrophes absorbent ainsi – comme pour les exportations de marchandises – plus de la moitié des ventes à l'étranger. La répartition entre les trois pays est néanmoins beaucoup plus équilibrée.

1.25 Recettes du revenu des investissements

Comme dans le cas des services financiers, les trois principaux pays partenaires ne sont pas les pays limitrophes et la concentration des pays concernés est un peu moins prononcée; le trio de tête assure moins de 45 % (contre plus de la moitié pour les biens et les services).

Tableau 19: Exportations de services autres que financiers par principaux pays partenaires

Pays	Rang		Unité : mio EUR	Part relative (en %)	Part rel. cumulée
	2007	2002			2007
France	1	1	2 558	17.9	17.9
Allemagne	2	2	2 496	17.4	35.3
Belgique	3	3	2 154	15.1	50.4
Royaume-Uni	4	4	1 843	12.9	63.3
Pays-Bas	5	5	980	6.8	70.1
Etats-Unis	6	6	717	5.0	75.1
Suisse	7	7	589	4.1	79.2
Italie	8	9	385	2.7	81.9
Organismes de l'UE ayant leur siège au Luxembourg	9	8	318	2.2	84.2
Espagne	10	10	291	2.0	86.2
Total des 10 principaux pays partenaires			**12 332**	**86.2**	
Total			**14 311**	**100.0**	

Source: BCL, STATEC

Tableau 20: Recettes du revenu des investissements par principaux pays partenaires

Pays	Rang		Unité : mio EUR	Part relative (en %)	Part rel. cumulée
	2007	2002			2007
Allemagne	1	1	18 254	16.7	16.7
Royaume-Uni	2	2	15 855	14.5	31.2
Etats-Unis	3	3	14 713	13.5	44.7
France	4	4	9 450	8.7	53.4
Italie	5	5	7 488	6.9	60.2
Belgique	6	8	4 017	3.7	63.9
Pays-Bas	7	6	3 907	3.6	67.5
Espagne	8	9	3 819	3.5	71.0
Irlande	9	11	3 240	3.0	73.9
Suisse	10	7	2 739	2.5	76.4
Total des 10 principaux pays partenaires			**83 482**	**76.5**	
Total			**109 179**	**100.0**	

Source: BCL, STATEC

Sur l'ensemble de la période analysée, l'Allemagne est de loin le principal pays partenaire, mais elle a vu sa part se réduire substantiellement (de 25 % en 2002 à 16.7 % en 2007). Cette évolution s'explique essentiellement par une progression nettement moins rapide des placements en Allemagne par rapport au total des investissements à l'étranger. Alors que les avoirs de portefeuille à l'étranger ont globalement doublé, ceux détenus en Allemagne n'ont été multipliés que par 1.4.

Les autres pays de destination des investissements de portefeuille à partir du Luxembourg sont le Royaume-Uni et les Etats-Unis. Ces trois pays fournissent ensemble quelque 45 % du total des recettes du revenu des investissements du Luxembourg.

Tableau 21: Avoirs de portefeuille détenus par les résidents – part de l'Allemagne

Unité : mia EUR

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Total						
Total des avoirs de portefeuille	931.1	880.5	1 055.6	1 186.6	1 560.5	1 845.8
Titres de participation	362.1	290.8	386.6	468.3	684.8	871.8
en % du total	*38.9*	*33.0*	*36.6*	*39.5*	*43.9*	*47.2*
Titres de créance	569.1	589.7	669.0	718.4	875.7	974.0
en % du total	*61.1*	*67.0*	*63.4*	*60.5*	*56.1*	*52.8*
Allemagne						
Total des avoirs de portefeuille	170.3	163.3	168.5	169.2	218.9	230.9
Titres de participation	39.0	26.8	30.1	37.2	57.8	73.2
en % du total de l'Allemagne	*22.9*	*16.4*	*17.9*	*22.0*	*26.4*	*31.7*
Titres de créance	131.4	136.5	138.4	132.0	161.1	157.6
en % du total	*77.1*	*83.6*	*82.1*	*78.0*	*73.6*	*68.3*
Part de l'Allemagne dans le total						
Total des avoirs de portefeuille	18.3	18.5	16.0	14.3	14.0	12.5
Titres de participation	10.8	9.2	7.8	7.9	8.4	8.4
Titres de créance	23.1	23.1	20.7	18.4	18.4	16.2

Source : STATEC, BCL ; calculs STATEC

2. Relations intra et extra zone euro[1]

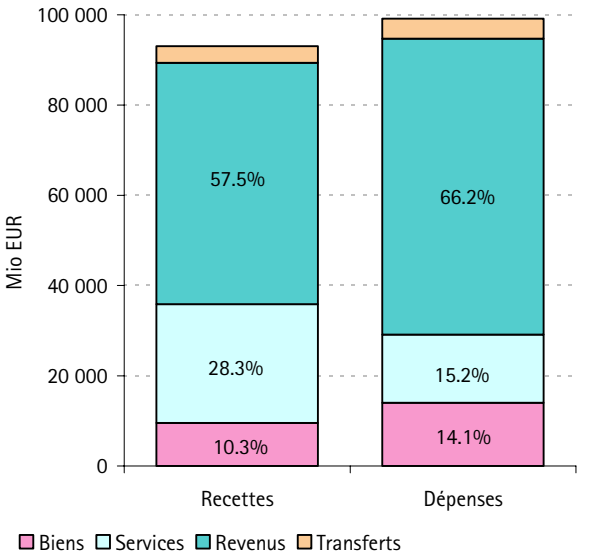
2.1 Relations intra zone euro: dégradation du solde courant sous l'influence du revenu des facteurs

En 2007, la balance courante reprenant les seules transactions avec les pays partenaires de la zone euro laisse un déficit record de quelque 6 milliards d'euros. Alors que les opérations sur biens se soldent par un déficit structurel, notamment sous l'influence des approvisionnements de marchandises en Belgique, la forte progression des exportations nettes de services (dopées par les services financiers) n'a pu éponger le solde négatif du revenu des facteurs. Ainsi, la rémunération des salariés se solde, dans le sillage d'un nombre sans cesse croissant de frontaliers, par un déficit de 6.6 milliards d'euros, alors que le solde négatif du revenu des investissements s'élève pour 2007 à quelque 5.5 milliards d'euros.

Des structures divergentes pour les recettes et les dépenses courantes

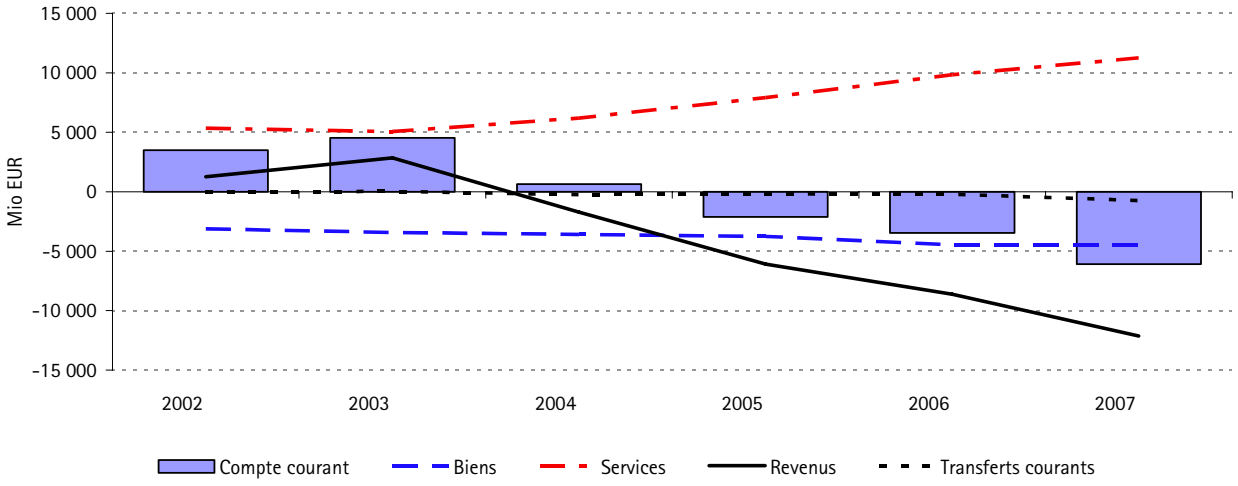
En 2007, les transactions courantes du Luxembourg avec ses pays partenaires de la zone euro représentaient 54% du total des recettes et 58% du total des dépenses. S'il est vrai que le poste des revenus est la dominante tant pour les crédits que pour les débits, il n'est pas moins vrai que la part relative du côté des débits (66%) dépasse celle afférente aux crédits (58%).

Graphique 16: Recettes et dépenses intra zone euro en 2007



Source: BCL, STATEC

Graphique 17: Soldes partiels des échanges intra zone euro du Luxembourg 2002-2007



Source: BCL, STATEC

[1] La zone euro se définit comme le territoire économique des Etats membres ayant adopté la monnaie unique. Les résultats 2002-2007 détaillés ici se réfèrent à la composition changeante de la zone (adhésion de la Slovénie au premier janvier 2007).

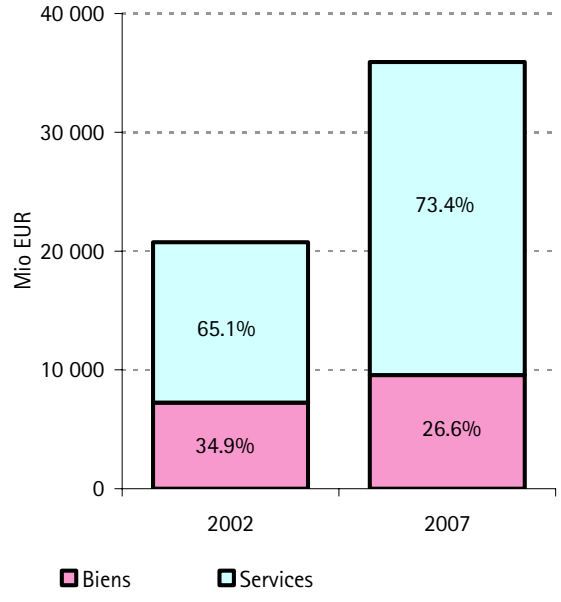
Parmi les éléments majeurs qui sont à la base de cette situation, on peut citer le fait que le revenu des salariés laisse structurellement un déficit toujours croissant. Par ailleurs, d'un point de vue statistique les organisations européennes (à l'exception de la BCE) sont considérées comme extérieures à la zone euro de sorte que les salaires versés par lesdites organisations aux résidents ne sont pas pris en compte dans le calcul des agrégats intra UEM (Union économique et monétaire). Ces recettes n'étant donc pas prises en compte ici, la part relative des recettes au titre du revenu des salariés intra zone euro se limite aux quelques autres frontaliers sortants.

En outre, une partie des services financiers exportés - ayant généré des résultats positifs dans le chef des entités résidentes - est attribuée aux investisseurs directs sous forme de revenus (dépenses: dividendes, bénéfices réinvestis).

Importance toujours croissante des exportations de services en général et des services financiers en particulier

Entre 2002 et 2007, les exportations de biens intra UEM se sont accrues en moyenne de 6% par année, alors que la croissance pour les services se chiffre à 14%. La quote-part des exportations de services dans le total des biens et services passe de 65% en 2002 à 73% en 2007.

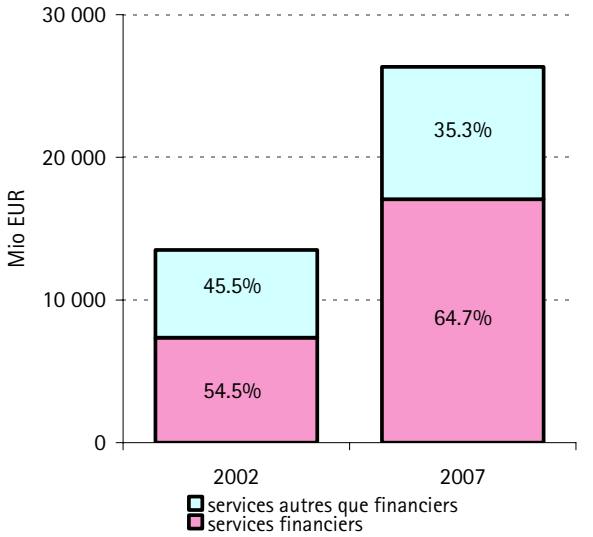
Graphique 18: Exportations de biens et services intra zone euro



Source: BCL, STATEC

Pour ce qui est des seules exportations de services, l'on note une augmentation annuelle moyenne de 18% entre 2002 et 2007 pour les services financiers, contre 9% pour les services autres que financiers. Tout en ne suivant pas le rythme des services financiers, l'évolution des exportations de services autres que financiers demeure néanmoins supérieure aux opérations sur marchandises (6%).

Graphique 19: Exportations de services intra zone euro



Source: BCL, STATEC

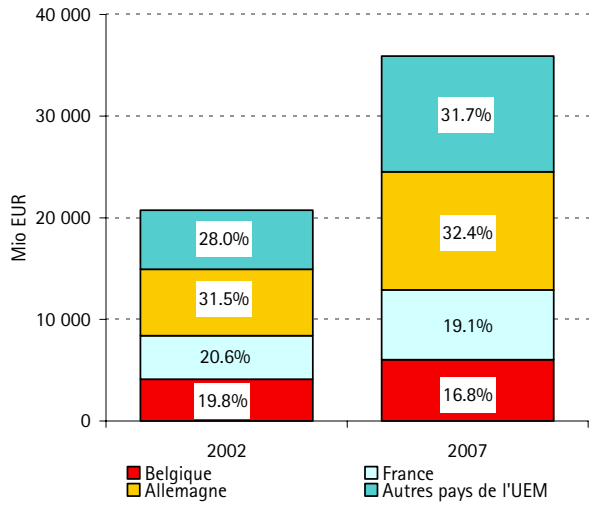
Au sein des services autres que financiers, certaines catégories ont connu – pour la période 2002 à 2007 - une forte croissance annuelle: 31% pour les services de construction, 16% pour les redevances et droits de licence, 13% pour les services aux entreprises, 12% pour les services d'assurance et les services personnels et culturels.

Par contre, la croissance des recettes de la rubrique des voyages est nettement moindre (3%) et ce en raison d'une certaine stagnation (à prix courants) des ventes à des non résidents de produits soumis à accises (tabac et produits pétroliers).

Croissance soutenue des exportations de biens et services tout particulièrement à destination de l'Allemagne et des pays non-limitrophes

L'Allemagne reste de loin le premier pays de destination des exportations de biens et services du Luxembourg, avec près d'un tiers des opérations intra zone euro, alors que les quotes-parts concernant la France et tout particulièrement la Belgique ont plutôt tendance à s'éroder.

Graphique 20: Exportations par pays de biens et services intra zone euro



Source: BCL, STATEC

Les «autres pays de l'UEM» englobent en 2007 principalement, et par ordre décroissant, l'Italie (14% des exportations intra zone euro), les Pays-Bas (8%) et l'Espagne (4%). A noter que l'accroissement annuel 2002-2007 s'établit pour l'Italie (sous l'effet d'une augmentation impressionnante des services financiers) à 13%, contre 8% pour la Belgique. Enfin, il peut être précisé que la diminution de la part relative des pays limitrophes (72% en 2002, contre 68% en 2007) est confirmée aussi bien par les exportations de biens (75% à 74%) que par les exportations de services (70% à 66%).

2.2 Balance courante de la zone euro : le poids du Luxembourg est bien supérieur à sa taille

En exécution de la loi luxembourgeoise du 28 juin 2000 et des missions statistiques découlant d'obligations internationales, la BCL et le Statec établissent ensemble la balance des paiements du Luxembourg avec la contrepartie «monde», les pays individuels ainsi que les différentes zones géographiques et économiques dont notamment la balance du Luxembourg avec le total des pays n'appartenant pas à la zone euro, c'est-à-dire la zone extra euro.

Sur base des contributions nationales, la Banque centrale européenne (BCE) dresse la balance des paiements de la zone euro qui reprend les transactions du groupe des pays appartenant à la zone euro avec le reste du monde.

Des structures fortement différentes pour les balances courantes

En comparant la balance courante extra zone euro du Luxembourg avec celle de la zone euro (établie donc par la BCE) pour 2007, des différences de structure très nettes apparaissent. En effet, au niveau de la balance de la zone euro, les transactions internationales sur marchandises excèdent la moitié des opérations courantes (avec des parts relatives de quelque 58% pour les exportations et 56% pour les importations), alors que pour le Luxembourg l'importance relative des échanges de biens est nettement moindre (part relative de moins de 7% pour les exportations de biens et 8% du côté des importations). La prédominance des flux de revenu dans les chiffres du Luxembourg (69% au crédit et 74% au débit) contraste de façon marquée avec les résultats de l'agrégat (quote-part d'environ un cinquième des revenus dans les flux courants).

Contribution significative du Luxembourg aux transactions brutes de la zone euro

Les parts des banques centrales nationales dans la clé de répartition du capital de la BCE sont pondérées, à proportion égale, en fonction de la part de chacun des Etats membres dans la population totale et dans le produit intérieur brut de l'Union européenne. Sur base de ces critères, la clé de répartition pour la souscription au capital de la BCE retient pour le Luxembourg 0.1575%, ce qui - limité aux seuls pays membres de la zone euro - donne au Luxembourg une importance relative de 0.2266% (en 2007).

Pour l'ensemble des principales rubriques de la balance courante, la contribution du Luxembourg aux flux bruts des transactions de la zone euro dépasse cette part relative qui atteint pour les exportations de services quelque 4%, alors que pour les revenus, la part relative du Luxembourg excède les 10%, tant pour les débits que pour les crédits.

A n'en pas douter que l'importance de la place financière du Luxembourg est à la base de ce phénomène. Outre le secteur bancaire et celui des OPC, c'est la présence massive au Luxembourg d'autres intermédiaires financiers, notamment les holdings et soparfi, qui, à travers d'opérations financières d'envergure avec l'étranger, génèrent d'importants flux de revenus des investissements.

Tableau 22: Balance extra zone euro du Luxembourg et des autres pays UEM (2007)

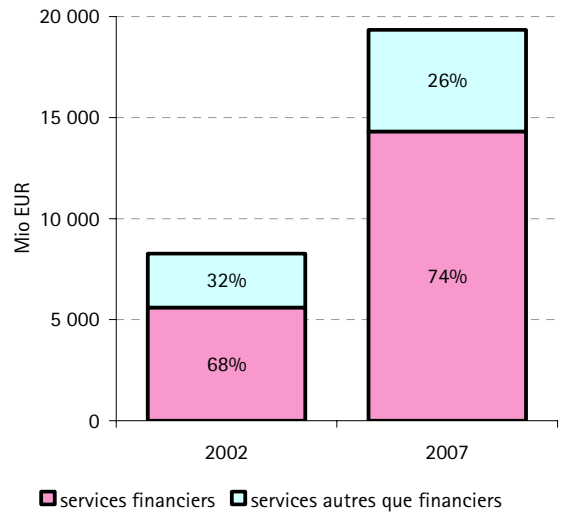
	Part relative (en %)					
	Crédit			Débit		
Libellé	Zone euro	Luxembourg	Autres pays UEM	Zone euro	Luxembourg	Autres pays UEM
Structure de la balance courante						
Transactions courantes	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Biens	57.8	6.8	59.5	56.0	8.1	57.4
Services	18.1	23.4	17.9	16.4	15.0	16.4
Revenus	20.7	68.8	19.1	21.0	74.4	19.4
Transferts courants	3.4	0.9	3.5	6.7	2.4	6.8
Part relative des transactions extra euro						
Transactions courantes	100.0	3.2	96.8	100.0	2.9	97.1
Biens	100.0	0.4	99.6	100.0	0.4	99.6
Services	100.0	4.1	95.9	100.0	2.7	97.3
Revenus	100.0	10.6	89.4	100.0	10.2	89.8
Transferts courants	100.0	0.9	99.1	100.0	1.0	99.0

Source: BCE, BCL, STATEC ; calculs de l'auteur

Prédominance des services financiers dans les exportations de services

Les exportations hors zone euro de services du Luxembourg, qui contribuent à hauteur de 4% des flux bruts de la zone, sont constituées essentiellement de services financiers qui à eux seuls représentent presque les trois quarts du total.

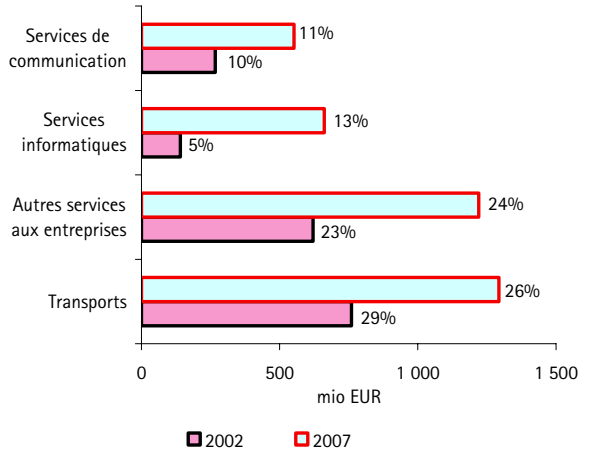
Graphique 21: Exportations extra zone euro de services



Source: BCL, STATEC

Parmi les services autres que financiers, on peut noter e.a. par importance décroissante en 2007: les transports (avec une quote-part de 26% dans le total des exportations de services autres que financiers), les autres services aux entreprises, les services informatiques et d'information et les services de communication.

Graphique 22: Exportations hors zone euro de services autres que financiers



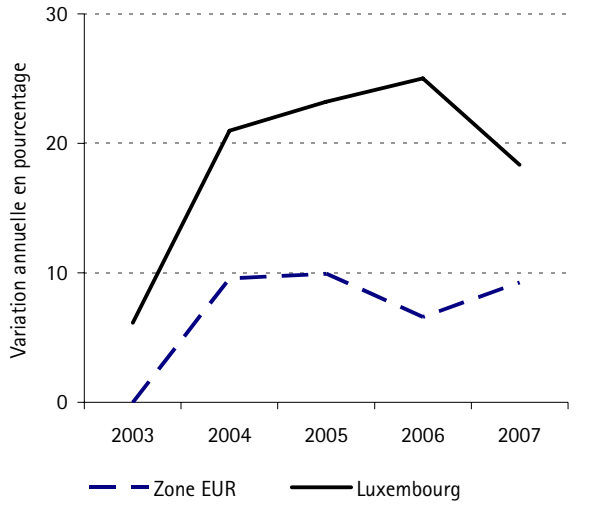
Note: les pourcentages indiquent la part dans le total des "services autres que financiers"

Source: BCL, STATEC

Les services de transport sont liés à raison de quelque 75% au transport aérien de marchandises, alors que les autres services aux entreprises concernent essentiellement les «services de comptabilité, vérification de comptes, tenue de livres et conseil en fiscalité» ainsi que le négoce international et les autres services liés au commerce.

Par ailleurs, le dynamisme des exportations de services extra zone euro est confirmé par le fait que depuis 2003, la variation annuelle en pourcentage des exportations extra zone euro du Luxembourg dépasse celle de la zone euro.

Graphique 23: Exportations de services hors zone euro



Source: BCL, STATEC

Toutefois, la variation importante relevée pour le Luxembourg pour la période de 2003 à 2006 est à mettre en relation avec l'apparition et le départ d'une filiale d'une importante société américaine active dans le domaine du commerce électronique (AOL Europe Services Sàrl).

Dynamisme plus marqué pour les échanges extra zone euro de biens et services

Le tableau ci-après donne pour la période 2002 à 2007 les taux d'accroissement annuel moyen pour les principales rubriques de la balance courante du Luxembourg, décomposées en transactions réalisées avec des partenaires de la zone euro (intra zone euro) respectivement avec des contreparties établies hors de la zone (extra zone euro).

On constate donc, qu'en termes relatifs, l'accroissement moyen pour les échanges extra zone euro dépasse celui des échanges intra zone euro pour les biens et les services, tant pour les exportations que pour les importations et ce malgré une diminution de la valeur du dollar américain par rapport à l'euro[1].

Pour les exportations de biens et services, la part relative des échanges intra zone euro passe de 65% en 2002 à 62% en 2007. Le même phénomène peut être observé du côté des importations avec une diminution de la part relative des échanges intra zone euro (73% en 2002, contre 68% en 2007).

Du côté des revenus, la situation se présente quelque peu différemment. En effet, alors que les recettes extra zone euro croissent plus vite que celles en provenance de la zone euro, la situation inverse peut être observée du côté des dépenses (débit), ce qui s'explique partiellement par des enregistrements concernant le revenu des investissements directs en relation avec des SPE[2]s d'origine américaine.

Au fil des années, les recettes courantes en provenance de pays partenaires de la zone euro perdent du terrain en termes relatifs.

Tableau 23: Taux d'accroissement annuel moyen 2002-2007

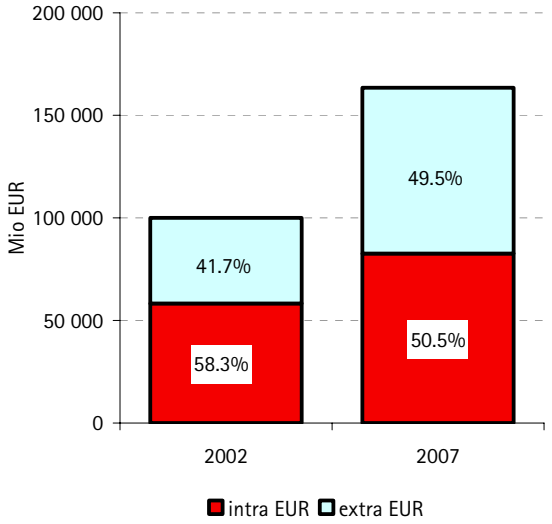
	Crédit			Débit		
Libellé	Monde	intra-EUR	extra-EUR	Monde	intra-EUR	extra-EUR
						en %
Transactions courantes	11.7	9.8	14.1	11.8	12.6	10.8
Biens	6.0	0.6	6.7	6.6	6.3	8.2
Services	16.0	14.3	18.5	14.8	13.1	17.5
services financiers	19.3	18.3	20.6	18.5	17.0	20.2
services autres que financiers	11.4	8.6	13.6	10.3	9.3	12.6
Revenus	11.4	8.9	14.0	10.2	14.3	10.1
Transferts courants	3.4	7.2	-8.1	8.7	11.1	3.8

Source: BCL, STATEC

[1] En effet, les taux d'accroissement annuel ont été calculés sur base des données issues de la balance des paiements établie à prix courants. Or, le dollar américain est davantage utilisé comme moyen de paiement dans les échanges extra zone euro que pour les règlements à l'intérieur de l'union monétaire. Dès lors, la perte de valeur du dollar exprimé en euro (intervenue de 2002 à 2007) a un effet à la baisse plus marqué sur les taux de croissance extra zone euro.

[2] Les «Special Purpose Entities» (SPE) sont des entités financières spécialisées regroupant diverses catégories de sociétés financières non-bancaires en ce compris les sociétés holding ainsi que les sociétés de participations financières (soparfi).

Graphique 24: Recettes courantes du Luxembourg



Source: BCL, STATEC

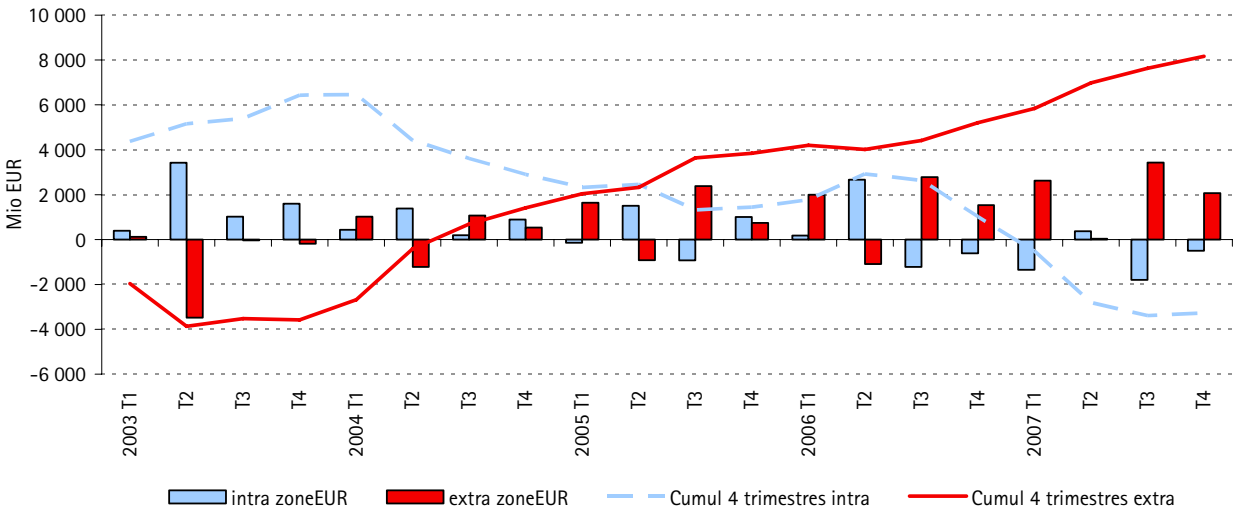
Des tendances opposées pour les soldes courants intra et extra

Le solde courant dégagé par les transactions courantes du Luxembourg avec les pays partenaires de la zone euro ne cesse de se dégrader, passant graduellement d'un excédent de 3.5 milliards d'euros en 2002 à un déficit de 6 milliards en 2007. A l'opposé, le solde courant extra zone euro passe d'un déficit de 1 milliard en 2002 à un excédent de 9.6 milliards en 2007.

Deux facteurs majeurs expliquent cette évolution. D'une part, le solde laissé par la balance commerciale pour les échanges intra zone euro est structurellement négatif et s'accentue en raison des approvisionnements importants dans les pays limitrophes. Par contre, les opérations sur biens avec des contreparties hors zone euro se soldent par un excédent.

D'autre part, le net laissé par les revenus des facteurs pour les transactions intra zone euro connaît une dégradation continue. Les revenus du travail versés aux salariés frontaliers sont en augmentation constante, notamment dans le sillage de l'accroissement spectaculaire de leur nombre. Par ailleurs, les rémunérations du capital, toujours croissantes, attribuées à des investisseurs directs de la zone euro, contribuent de façon significative à l'aggravation du déficit généré par le revenu des investissements.

Graphique 25: Solde courant intra et extra zone euro



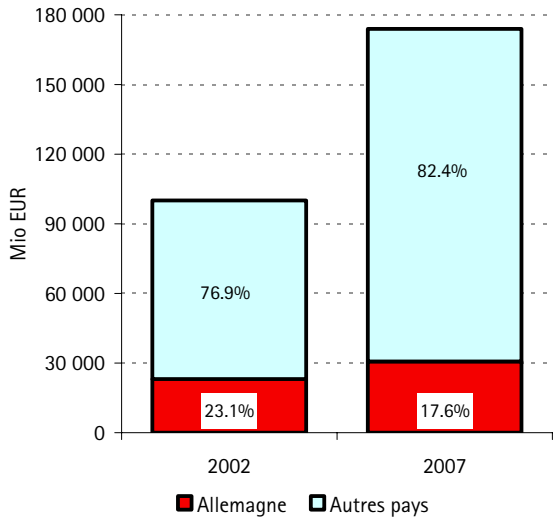
Source: BCL, STATEC

3. La balance courante du Luxembourg avec l'Allemagne

L'Allemagne premier pays partenaire du Luxembourg

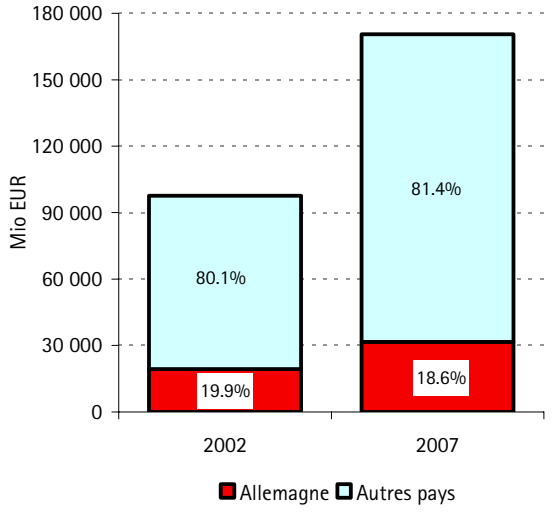
Pendant les années 2002 à 2007, les recettes et les dépenses de la balance courante du Luxembourg avec l'Allemagne représentent les parts les plus importantes du total de ces flux avec l'étranger. En l'an 2002, ces parts étaient de 23% du côté des recettes et de 20 % en dépenses. Toutefois, au fil des années les parts relatives de l'Allemagne ont baissé et arrivent en 2007 à respectivement 17.6% et 18.6%.

Graphique 26: Les recettes de l'étranger en balance courante



Source: BCL, STATEC

Graphique 27: Les dépenses vers l'étranger en balance courante



Source: BCL, STATEC

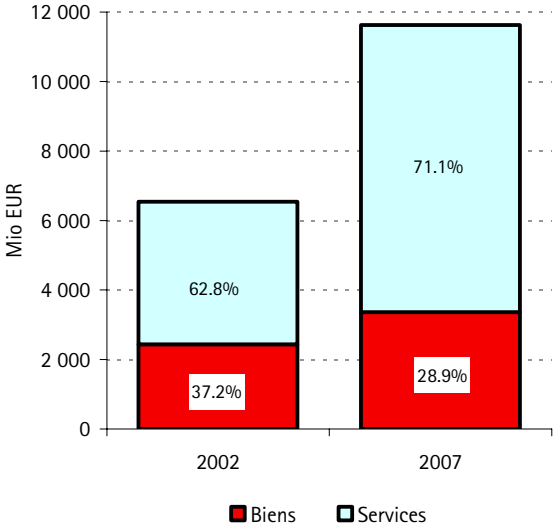
Ce recul s'explique essentiellement par une progression moins rapide des revenus d'investissement. En effet, les parts de l'Allemagne dans le total des revenus d'investissement du Luxembourg atteignent encore 25% des recettes et 20% des dépenses en 2002 pour arriver à respectivement 16.7% et 18% en 2007.

En ne considérant, pour chacune des années 2002 à 2007, que les seules transactions extérieures sur biens et services du Luxembourg, on constate que celles réalisées avec l'Allemagne représentent quelque 20% du total des exportations et quelque 21% du total des importations. Ainsi, l'Allemagne est aussi le premier pays partenaire du Luxembourg en ce qui concerne les échanges extérieurs sur biens et services. Selon les chiffres de la Bundesbank, la part du Luxembourg dans le total des exportations ainsi que des importations de biens et de services de l'Allemagne s'élève à 0.7% en l'an 2006.

Progression soutenue des exportations de services

De 2002 à 2007, la valeur totale des exportations de biens et de services vers l'Allemagne est passée de 6.5 à 11.6 milliards d'euros, ce qui représente une progression moyenne annuelle d'environ 12%. Aussi, la part relative des services dans le total des exportations vers l'Allemagne a constamment augmenté et représente en 2007 à peu près 71%.

Graphique 28: Exportations de biens et services vers l'Allemagne



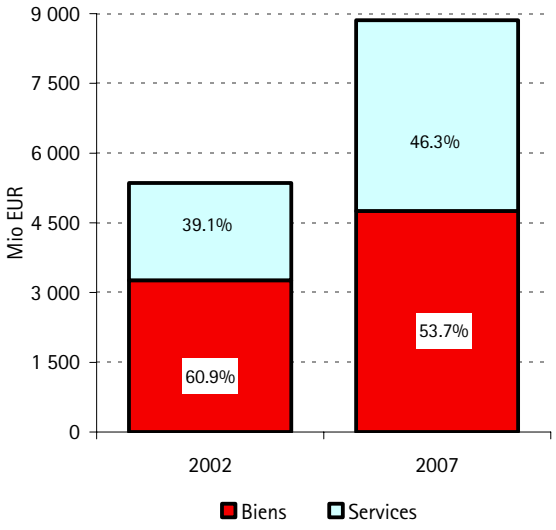
Source: BCL, STATEC

En l'an 2007, les exportations de marchandises vers l'Allemagne se chiffrent à 3.4 milliards d'euros et occupent la première place avec 25% du total en devançant celles vers la France qui arrivent en seconde place avec environ 16%. La composition des principaux produits exportés vers l'Allemagne est la suivante: produits métalliques avec 29%, machines et appareils avec 17% et les matières plastiques avec 10%.

La part relative des importations en biens reste élevée

De 2002 à 2007, la valeur totale des importations de biens et de services de l'Allemagne est passée de 5.4 milliards d'euros à 8.8 milliards, ce qui représente une progression moyenne annuelle de 11%. Aussi, la part relative des services dans le total des importations a constamment augmenté et représente en 2007 environ 46%.

Graphique 29: Importations de biens et services de l'Allemagne



Source: BCL, STATEC

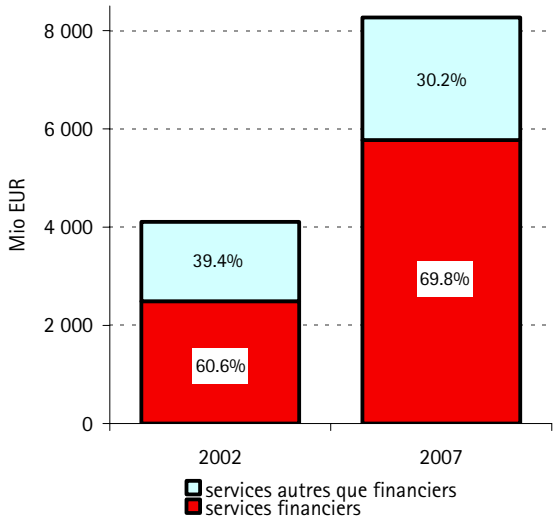
La valeur des marchandises importées en provenance de l'Allemagne se chiffre en 2007 à 4.8 milliards d'euros, ce qui représente 28% du total. Avec ce résultat, l'Allemagne figure en seconde place derrière la Belgique avec 32%. Ces deux pays pris ensemble concourent ainsi aux importations de biens du Luxembourg pour 60%. Les biens importés en provenance de l'Allemagne comprennent entre autres les produits métalliques (22%), les machines et appareils (18%) et le matériel de transport (13%).

Au cours de la période sous revue, les échanges de marchandises du Luxembourg avec l'Allemagne se sont soldés par un déficit qui est passé de 0.8 à 1.4 milliard d'euros, ce qui signifie une augmentation moyenne annuelle de 11%. Ainsi, le déficit avec l'Allemagne croît plus rapidement que celui observé pour la totalité des pays qui s'établit à 9% en moyenne annuelle.

Prédominance des services financiers

La valeur totale des exportations de services vers l'Allemagne a doublé entre 2002 et 2007 en passant de 4.1 à 8.3 milliards d'euros, ce qui représente un taux d'accroissement moyen de 18.3% et positionne l'Allemagne au premier rang en valeur des services exportés. Cette forte expansion est due principalement au dynamisme des exportations de services financiers qui y contribuent en l'an 2007 pour environ 70%. Le niveau élevé de services financiers exportés vers l'Allemagne est surtout conditionné par les services bancaires et ceux imputés aux détenteurs d'OPC d'origine allemande.

Graphique 30: Exportations de services vers l'Allemagne



Source: BCL, STATEC

Les principaux services exportés autres que financiers en l'an 2007 sont les voyages (27% des services autres que financiers), les autres services aux entreprises (21%) et les services de communication (15%).

La valeur des services fournis par l'Allemagne est passée de 2.1 à 4.1 milliards d'euros entre 2002 et 2007 (taux d'accroissement moyen de 14.4%) et positionne de nouveau l'Allemagne au premier rang. En 2007, les services financiers représentent environ 50% du total des services prestés par l'Allemagne pour le compte du Luxembourg. Les transactions sur services avec l'Allemagne se sont soldées par un excédent qui passe de 2 à 4.2 milliards d'euros sur les six dernières années.

Le solde des revenus est devenu déficitaire

Depuis 2005, le solde global des revenus (d'investissement et du travail) avec l'Allemagne est devenu déficitaire et passe d'un excédent en 2002 de 2.3 milliards d'euros à un déficit de 4 milliards en 2007. Ce renversement de tendance est principalement dû à un net accroissement du revenu sur les investissements de portefeuille. S'y ajoute le traditionnel solde déficitaire des revenus du travail qui s'établit en 2007 à 1.6 milliard d'euros.

Excédent des transferts courants

Les transferts courants sont évalués pour l'année 2007 à 777 millions d'euros en recettes, dont environ 60% de cotisations sociales et d'impôts se rapportant à la rémunération revenant aux 32 228 frontaliers allemands. Les dépenses atteignent 531 millions d'euros, dont 39% de versements à titre de prestations sociales.

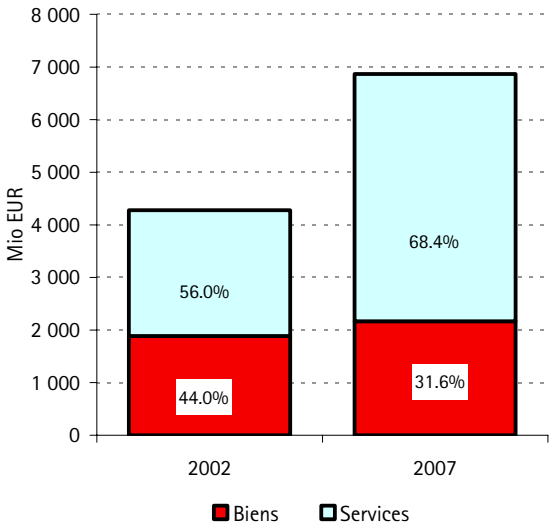
4. La balance courante du Luxembourg avec la France

Entre 2002 et 2007, les transactions courantes avec la France représentent en moyenne quelque 10% des recettes et des dépenses du Luxembourg. En 2007, la France est le troisième pays partenaire du Luxembourg pour les exportations et le cinquième pour les importations.

Part relative des biens encore relativement élevée

En comparant les exportations du Luxembourg vers la France de 2007 à celles de 2002, on constate une hausse de la part relative des services exportés. Cependant la quote-part des biens exportés à destination de la France reste supérieure à celle des exportations totales (32% contre 23%).

Graphique 31: Exportations de biens et services vers la France



Source: BCL, STATEC

En 2007, la France est le deuxième pays de destination des marchandises, représentant environ 16% du total. Sont exportés du Luxembourg vers la France les produits métalliques (35% du total des exportations vers la France), le matériel de transport (21%) ainsi que les machines et appareils (12%).

En ce qui concerne les importations, la France est au 3ème rang derrière les deux autres pays limitrophes. Les importations comprennent entre autres les produits métalliques (34%), les machines et appareils (11%) ainsi que les animaux et produits du règne animal (10%).

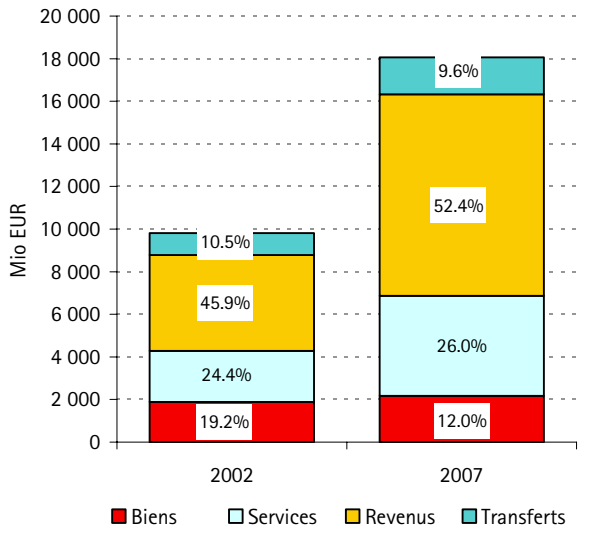
Côté services, la France avance de la 6ème place des pays partenaires en 2006 à la 4ème place en 2007. Sur la période sous revue, la position dominante a changé: de 2002 à 2004, les recettes de voyages étaient supérieures aux services financiers exportés, situation qui a changé depuis 2005 et ceci suite à un rythme de croissance plus élevé des services financiers.

Pour les échanges de services autres que financiers, la France est en 2007 le premier pays de destination du Luxembourg, devant l'Allemagne. L'explication principale est que les recettes au titre de la rubrique « voyages » sont particulièrement élevées; par ailleurs une part élevée est également notée pour les services d'assurance et les services de construction. La rubrique « voyages » couvre les dépenses de consommation des résidents français au Luxembourg, et plus particulièrement celles des salariés frontaliers (près de 69 000 personnes). Il ressort d'une récente étude que les salariés frontaliers français ne sont pas seulement dominants quant à leur nombre, mais aussi quant à la dépense moyenne effectuée au Luxembourg: en 2007, ils ont acheté au total pour environ 700 millions d'euros, soit une dépense annuelle moyenne de 10 196 euros par salarié frontalier, contre 8 662 euros pour celui d'origine belge et 6 997 euros pour celui provenant d'Allemagne.

Taux de croissance plus élevé des services et des revenus

Du côté des recettes, les revenus (taux d'accroissement annuel moyen de 16%) et les services (14.5%) augmentent plus rapidement que le total de la balance courante du Luxembourg avec la France (13%).

Graphique 32: Recettes en provenance de la France



Source: BCL, STATEC

Excédent pour chaque balance partielle

Dans le total de ses échanges extérieurs, le Luxembourg n'est excédentaire que pour les services, les autres rubriques (biens, revenus et transferts) étant déficitaires. La France est par contre un des rares pays avec lequel le Luxembourg enregistre un léger excédent dans les quatre sous-composantes.

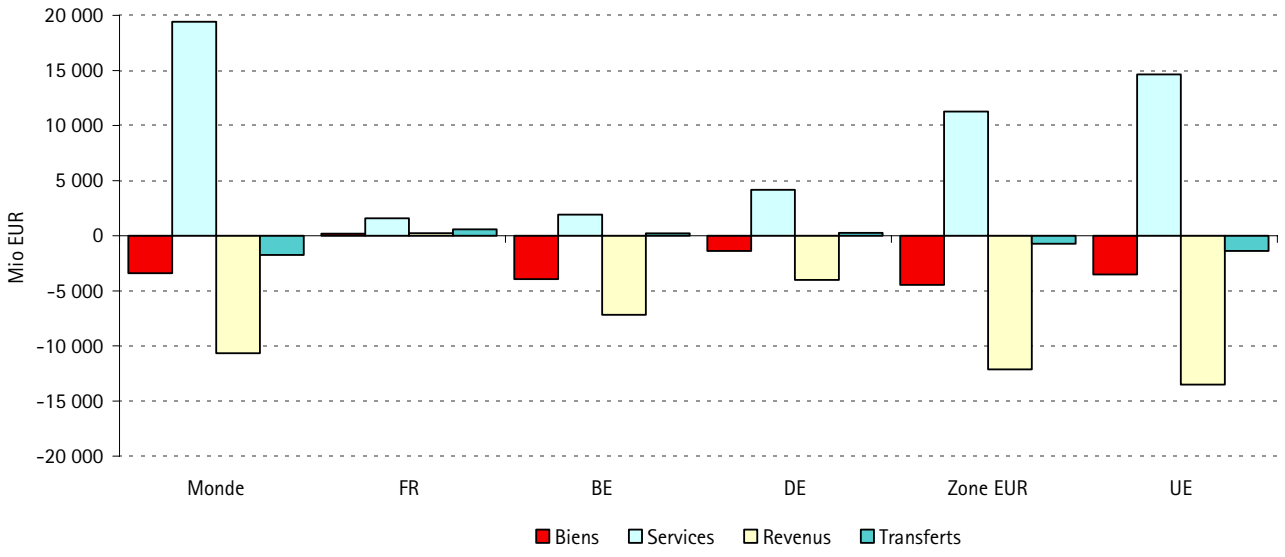
Pour les échanges de biens, les excédents les plus significatifs sont réalisés pour les matières plastiques et caoutchouc, les ouvrages en pierre, ciment, verre ainsi que pour le matériel de transport.

Le solde des revenus est très volatile, excédentaire en 2002, 2006 et 2007, mais déficitaire entre 2003 et 2005. Le solde est redevenu excédentaire surtout sous l'influence d'un accroissement plus fort des revenus nets sur les investissements de portefeuille depuis 2005. Même si les transferts sont déficitaires pour le reste du monde, ils sont excédentaires pour les trois pays limitrophes. La principale cause à ce phénomène réside dans le fait que les impôts et cotisations sociales des salariés frontaliers dépassent (encore) les prestations sociales.

Rôle croissant des services financiers

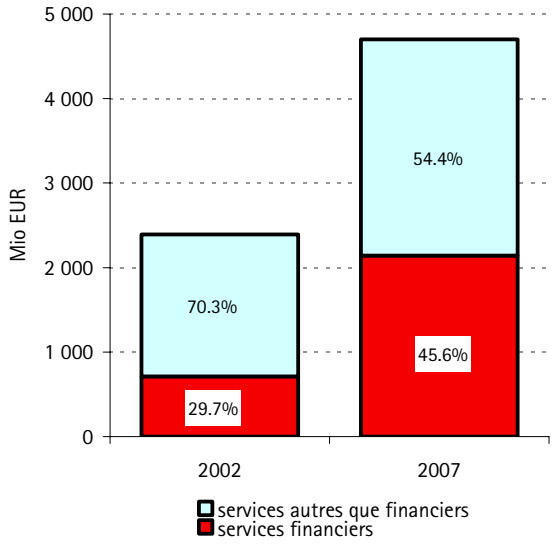
Alors que les services financiers représentent globalement 69% des exportations de services en 2007, elles ne représentent que 46% des exportations vers la France. Néanmoins, l'importance relative s'est accrue par rapport à 2002 (60% pour l'ensemble contre 30% pour la France), sous l'impulsion de la forte croissance des services financiers. L'évolution, surtout en 2007, est marquée par une part croissante d'investisseurs français détenant des parts dans les OPC luxembourgeois, ce qui entraîne une augmentation de services financiers exportés.

Graphique 33: Solde des différentes rubriques de la balance courante (2007)



Source: BCL, STATEC

Graphique 34: Exportations de services vers la France



Source: BCL, STATEC

Les principaux services autres que financiers sont les voyages (38% des services autres que financiers en 2007), les autres services aux entreprises (24%) ainsi que les services d'assurance (14%). Les taux d'accroissement moyens respectifs entre 2002 et 2007 (5% pour les voyages, 11% pour les autres services ainsi que 12% pour les assurances) sont largement inférieurs à celui des services financiers (20%).

L'influence des salariés frontaliers français dans la balance des paiements

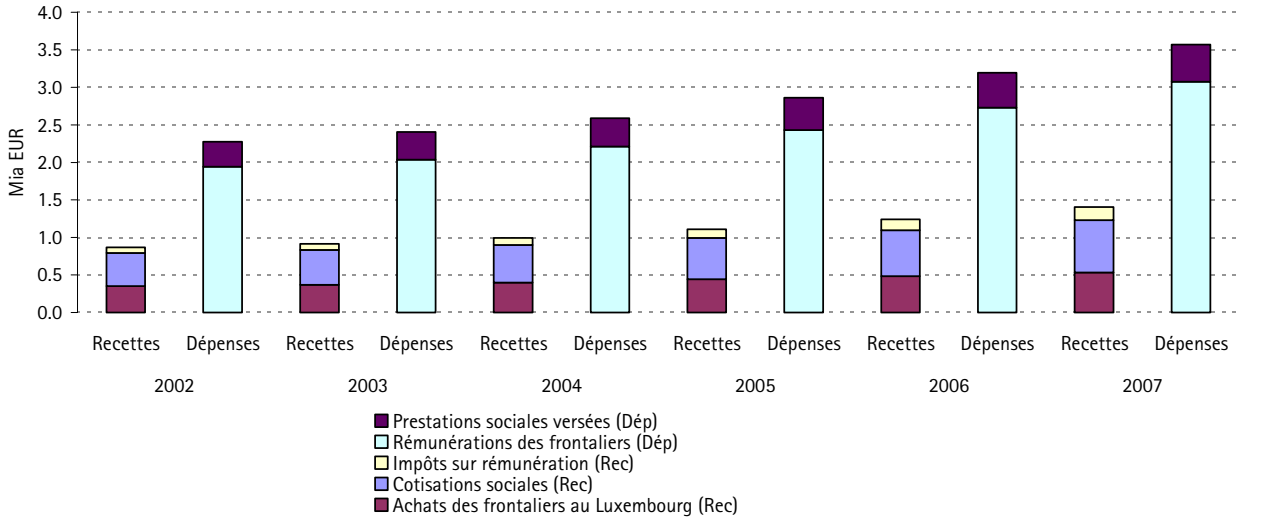
Les salariés frontaliers français représentent environ la moitié des salariés frontaliers actifs au Luxembourg. Leur nombre absolu s'est encore accru entre 2006 et 2007 (+ 4 553 emplois). Cependant, en termes de taux de croissance, les frontaliers allemands connaissent la plus importante évolution (11.4%).

Le graphique ci-dessous montre quelques répercussions de la présence de salariés frontaliers sur la balance des paiements au Luxembourg.

Les recettes comprennent les achats des frontaliers français au Luxembourg, les cotisations sociales ainsi que les impôts retenus sur les rémunérations des frontaliers. Côté dépenses, on enregistre aussi bien les rémunérations que les prestations sociales (pensions et allocations familiales) versées aux frontaliers.

La progression de ces recettes et dépenses s'explique à raison de plus de la moitié par la croissance continue du nombre de frontaliers. Alors que les différentes composantes de la balance des paiements se sont accrues en moyenne annuelle entre 8 et 10%, le taux d'accroissement moyen du nombre de frontaliers est de quelque 5 % par année. Le solde déficitaire global de ces différentes rubriques est passé de 1.4 milliard d'euros en 2002 à 2.1 milliards en 2007.

Graphique 35: Les salariés frontaliers français dans la balance des paiements du Luxembourg



Source: BCL, STATEC

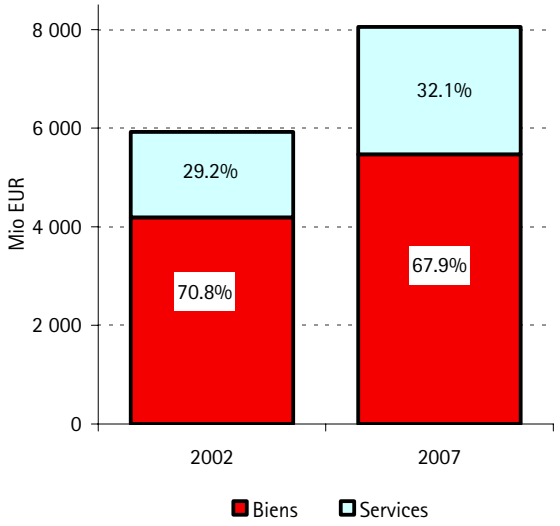
5. La Belgique: principal pays fournisseur de marchandises

Les relations économiques avec la Belgique sont largement marquées par la longue expérience d'intégration économique et monétaire respectivement dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise et dans l'Association monétaire. Même si l'intégration européenne s'y est largement substituée dans certains domaines, maints liens commerciaux qui se sont tissés au fil des années semblent se poursuivre.

Échanges de biens et de services

Ainsi le Luxembourg continue de s'approvisionner auprès de représentants généraux (pour l'UEBL ou pour le Benelux) implantés en Belgique. C'est d'ailleurs en première ligne cette raison qui vient expliquer le fait que la Belgique demeure – et de loin – le principal pays fournisseur de marchandises avec 32 % des importations totales, suivie de l'Allemagne (28 %) et de la France (12 %). L'ensemble de ces importations correspond à moins de 3 % des exportations totales de marchandises de la Belgique. Pour certaines catégories de biens, comme par exemple les produits énergétiques, agro-alimentaires ou encore les voitures automobiles, plus de la moitié des importations proviennent de Belgique.

Graphique 36: Importations de biens et services de la Belgique

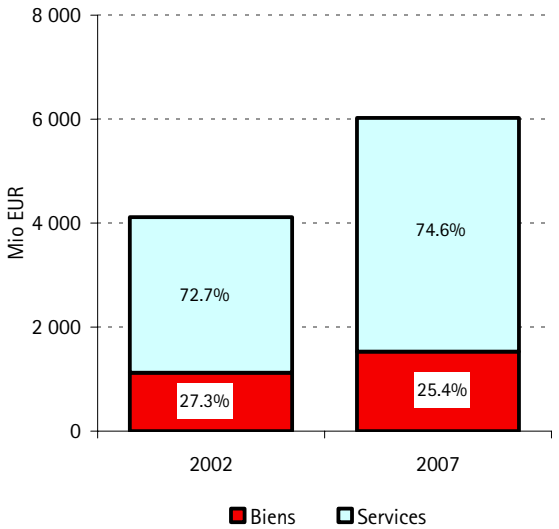


Source: BCL, STATEC

En 2007, les ventes de marchandises à la Belgique ont représenté moins de 13 % des exportations totales du Luxembourg. Par ailleurs, elles n'ont couvert que 0.7 % des approvisionnements étrangers de la Belgique, contre 1.6 % en 1970, ce qui correspond à une perte de part de marché de plus de la moitié pour les expéditions du Luxembourg. Au cours des dernières décennies, les livraisons vers la Belgique ont constamment reculé en termes relatifs, passant de quelque 25 % au début des années 60 à 18 % en 1981 et à 13 % en 1995. La Belgique n'est ainsi plus que le troisième pays de destination des exportations de marchandises du Luxembourg, alors qu'elle était dans les années 50 le premier pays client et jusqu'en 1989 le second.

Jusqu'à la fin des années 90, le déficit avec la Belgique a été systématiquement supérieur au déficit commercial total du Luxembourg. La cause essentielle de ce déficit endémique croissant avec la Belgique est double: un recul relatif des exportations, alors que les approvisionnements en Belgique ont continué à progresser. Actuellement le taux de couverture (des importations par les exportations) n'est que de 27 %, contre 42 % en 1980 et même 81 % en 1970. Notons que le taux de couverture global du Luxembourg est de 73 % pour les échanges de marchandises.

Graphique 37: Exportations de biens et services vers la Belgique

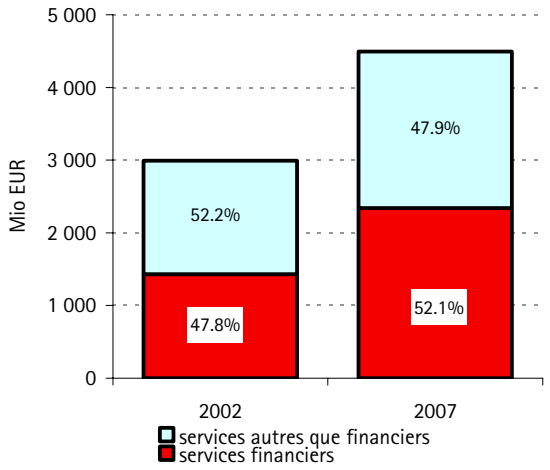


Source: BCL, STATEC

Tout en passant de 3 milliards d'euros en 2002 à 4.5 milliards en 2007, les exportations de services vers la Belgique ont augmenté à un rythme nettement inférieur à la croissance générale et la part relative de la Belgique a sensiblement reculé (de près de 14 % en 2002 à moins de 10 % en 2007). Elle est donc

encore plus modeste que pour les exportations de marchandises.

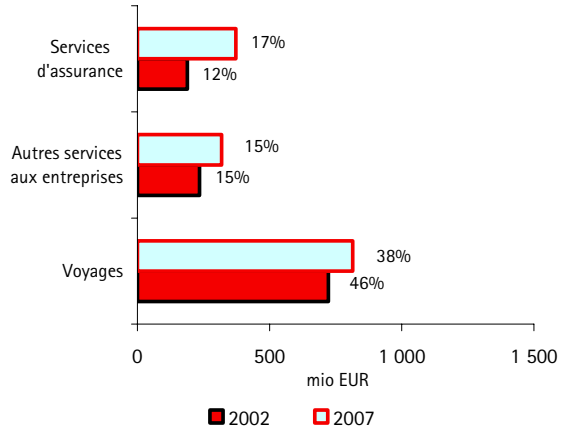
Graphique 38: Exportations de services vers la Belgique



Source: BCL, STATEC

Ceci tient largement au fait que les services financiers - qui couvrent les deux tiers des exportations totales de services du Luxembourg - sont proportionnellement moins importants dans les relations avec la Belgique que les autres services (dont le rythme de croissance est relativement moins prononcé).

Graphique 39: Exportations de services (autres que financiers) vers la Belgique

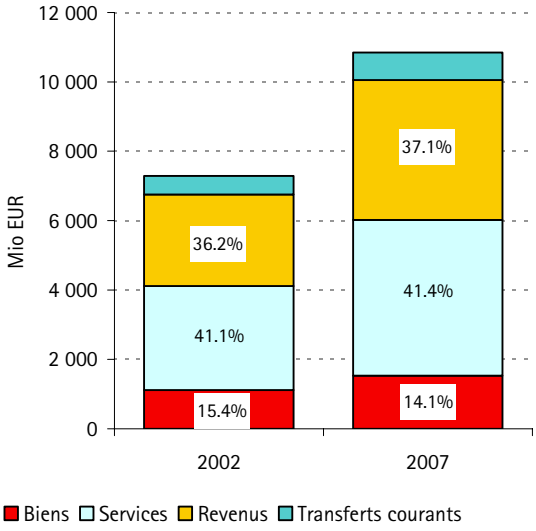


Note: les pourcentages indiquent la part dans le total des "services autres que financiers"

Source: BCL, STATEC

Les recettes du Luxembourg au titre de « voyages » sont la seconde catégorie de services avec un montant global de quelque 0.8 milliard d'euros, soit près d'un quart des exportations totales de services. L'ampleur de cette recette s'explique essentiellement par les dépenses de consommation sur le territoire des frontaliers belges, ainsi que l'achat de produits soumis à accises par des touristes ou excursionnistes belges. Il ressort d'une récente étude que les quelque 35 000 salariés frontaliers belges travaillant au Luxembourg (soit 26 % du total des frontaliers) ont dépensé au total environ 300 millions d'euros en 2007, soit une dépense annuelle moyenne par frontalier de 8 662 euros, contre 10 196 euros par salarié frontalier résidant en France, et 6 997 euros pour celui provenant d'Allemagne.

Graphique 40: Recettes en provenance de la Belgique



Source: BCL, STATEC

Mouvement de personnes

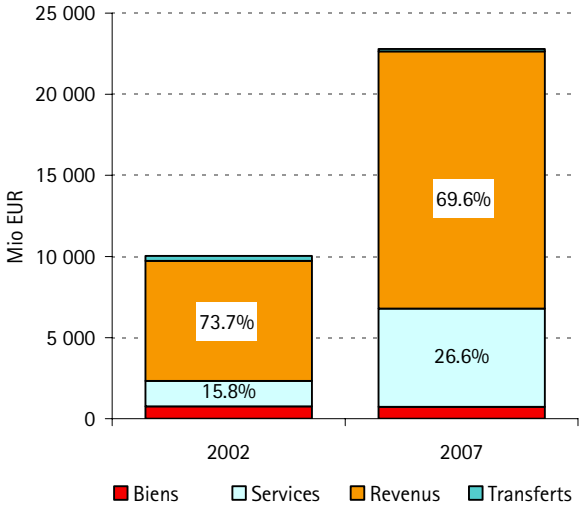
Actuellement, plus de 140 000 frontaliers viennent travailler quotidiennement au Luxembourg. Quelque 35 000 d'entre eux vivent en Belgique (72% sont des hommes et 28% des femmes). Alors que les frontaliers belges représentent un peu plus d'un quart des salariés frontaliers au Luxembourg, ils sont proportionnellement plus largement présents dans le secteur financier.

Plus de 20% des salariés frontaliers belges travaillent dans la branche « services aux entreprises », 18% dans l'intermédiation financière, 18% dans le commerce, 13% dans l'industrie et 12% dans la construction.

6. Royaume-Uni : échanges dominés par les services financiers et le revenu des investissements

Le Royaume-Uni étant le deuxième pays de provenance des revenus des investissements (derrière l'Allemagne), les échanges courants avec le pays en sont largement dominés et représentent en 2007 près de 70% de la balance courante avec l'île britannique. Par ailleurs, la part des exportations de services dans les échanges courants est en nette progression, passant de 16% en 2002 à 27% en 2007. Cette progression est en grande partie liée à l'essor des services financiers exportés vers la Grande-Bretagne.

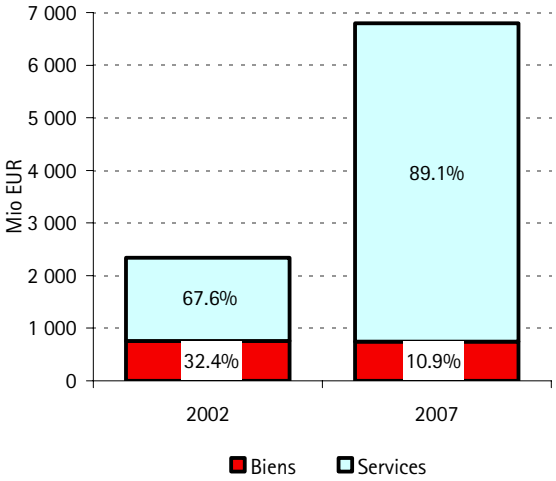
Graphique 41: Recettes en provenance du Royaume-Uni



Source: BCL, STATEC

Le poids des exportations de biens dans la balance des biens et services avec le Royaume-Uni enregistre une chute sensible en passant de 32% en 2002 à 11% en 2007. En valeur absolue cependant, les échanges de marchandises ne reculent que de 0.4% en moyenne sur les 6 années. Le recul marqué des exportations de machines et appareils vers le Royaume-Uni (-17% en moyenne annuelle) a été compensé par une forte expansion des expéditions de métaux communs et une hausse des recettes au titre d'avitaillement (provisions de bords et carburants achetés par des résidents britanniques sur le territoire national). Hormis nos pays voisins (y compris les Pays-Bas), la Grande-Bretagne reste néanmoins la principale destination des exportations de marchandises.

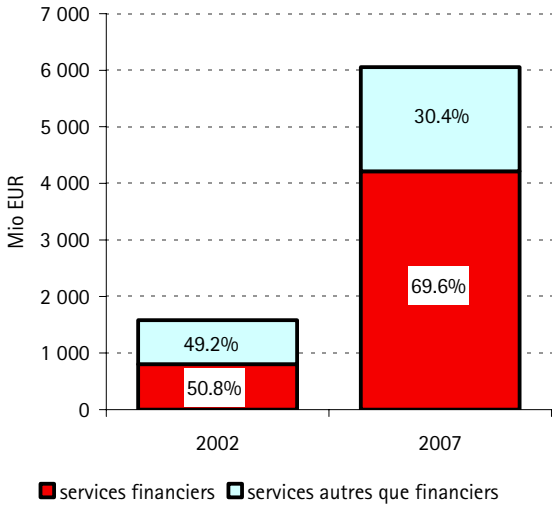
Graphique 42: Exportations de biens et services vers le Royaume-Uni



Source: BCL, STATEC

L'essentiel de la progression au niveau des services est à attribuer aux services financiers, dont les exportations à destination du Royaume-Uni ont plus que quadruplé en 6 ans. En 2007, près de 70% des exportations de services à destination du Royaume-Uni ont un caractère financier. Ceci n'étonne pas au regard de l'importance de la place financière de Londres. Cependant, les recettes provenant des services autres que financiers affichent également une croissance soutenue avec près de 19% en moyenne annuelle entre 2002 et 2007.

Graphique 43: Exportations de services vers le Royaume-Uni

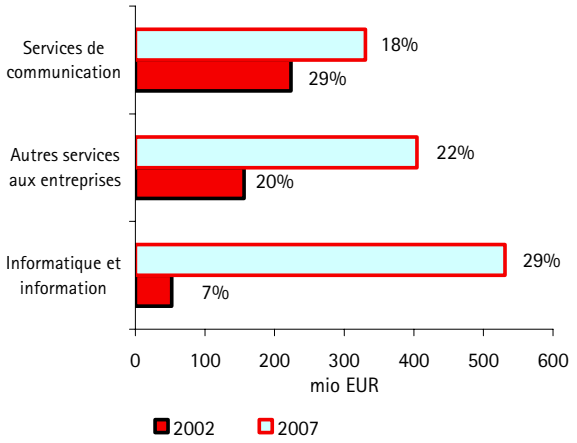


Source: BCL, STATEC

Les services informatiques et d'information, les autres services aux entreprises ainsi que les services de communication constituent les principaux piliers des exportations de services non financiers à destination de la Grande-Bretagne.

En 2007, le Royaume-Uni est le premier pays destinataire des exportations de services informatiques et d'information et de services personnels et culturels, avec respectivement un poids de 56% et de 40%. De plus, il s'affiche comme deuxième économie de provenance des recettes de services de communication (part relative de 26%) et occupe la quatrième place en matière d'exportations de services d'assurance (6%) et d'autres services aux entreprises (11%).

Graphique 44: Exportations de services non-financiers vers le Royaume-Uni

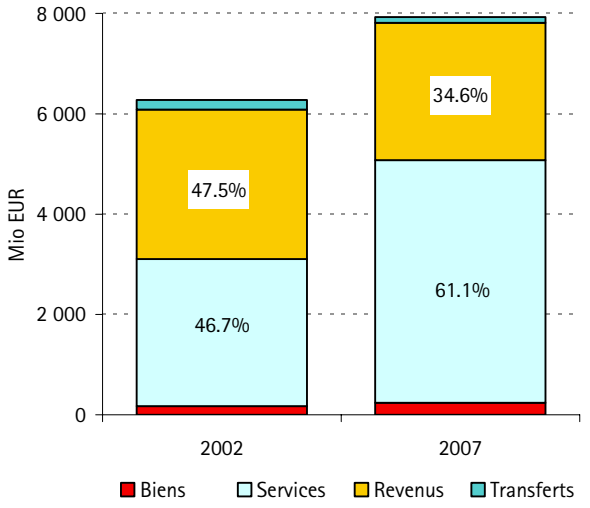


Note: les pourcentages indiquent la part dans le total des "services autres que financiers"
Source: BCL, STATEC

7. Suisse: prépondérance des échanges internationaux de services financiers

La balance courante avec la Suisse se distingue fortement de celle établie pour le reste du monde en termes de parts relatives. Les transactions sur marchandises et transferts y sont plus que deux fois moins importantes. Les échanges courants sont certes dominés par les services et les revenus provenant du capital, mais les rapports de grandeur sont inversés: alors qu'en 2007 les services sont près de deux fois plus importants que les revenus côté recettes, ils ne représentent qu'un cinquième des revenus au niveau des dépenses.

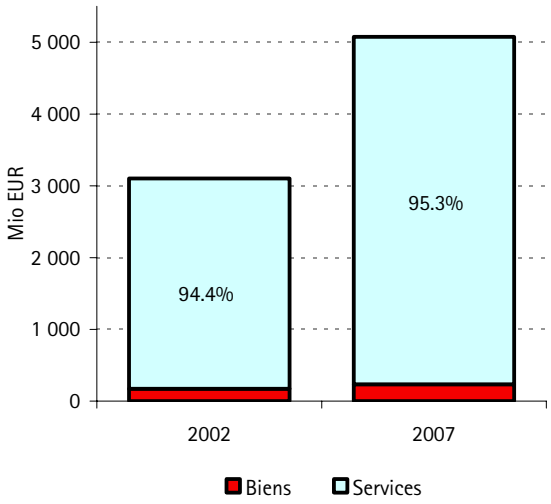
Graphique 45: Recettes en provenance de la Suisse (Balance courante)



Source: BCL, STATEC

La structure de la balance des biens et services avec la Suisse est très atypique en raison du faible poids relatif des marchandises, ce qui n'empêche pas le pays helvétique d'occuper la dixième place parmi les pays de destination des exportations de biens (concept bdp). En valeur, les exportations de services ont augmenté de plus de 10% en moyenne annuelle sur les six dernières années. Compte tenu de leur rôle relatif déjà largement prépondérant, elles n'ont que très peu progressé en termes de part relative par rapport aux biens (95% en 2007, contre 94% en 2002).

Graphique 46: Exportations de biens et services vers la Suisse

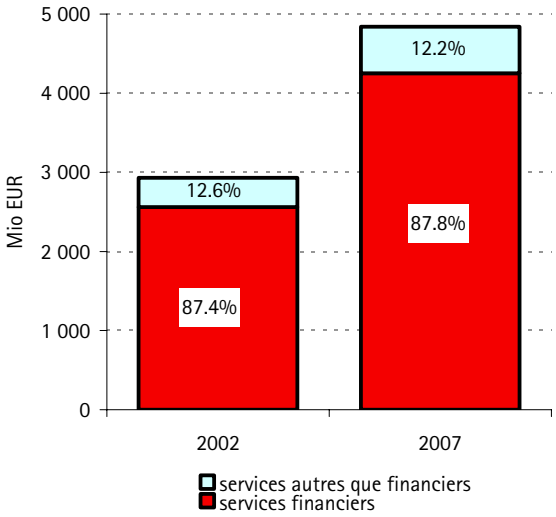


Source: BCL, STATEC

Une analyse des échanges de services avec la Suisse montre que ceux-ci sont très concentrés. Entre 2002 et 2007, la part relative des services financiers exportés vers la Suisse n'a que légèrement augmenté, mais avec près de 88% elle se situe bien au-delà de celle enregistrée pour la plupart des autres grandes économies. Cependant, en termes de croissance annuelle moyenne sur la période, les exportations de services autres que financiers affichent une performance presqu'égale à celle des services financiers (9.8%, contre 10.7%).

C'est pourtant grâce à l'ampleur des services financiers que le pays helvétique constitue le troisième partenaire économique le plus important du Luxembourg en termes d'échanges internationaux de services et même le premier en dehors de l'Union Européenne.

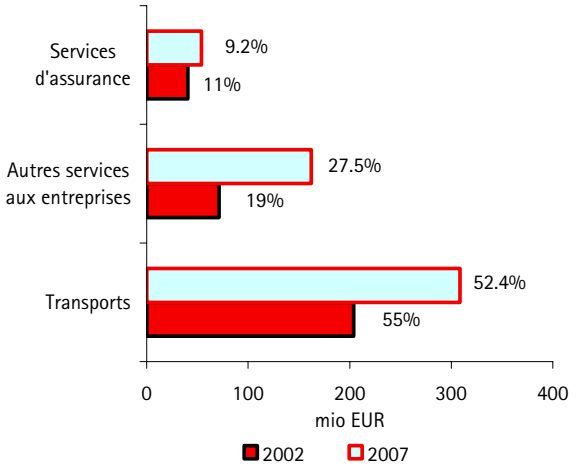
Graphique 47: Exportations de services vers la Suisse



Source: BCL, STATEC

Au niveau des services autres que financiers, on retrouve une concentration assez marquée des exportations sur deux principaux types de services représentant près de 80% du total. Ce sont les services de transport et les autres services aux entreprises qui dominent avec respectivement 52% et 28% de part relative, même si les derniers ont augmenté à plus vive allure entre 2002 et 2007 (18%, contre 9% en moyenne annuelle). La Suisse constitue la troisième destination privilégiée des exportations de services de transports. Au niveau de l'ensemble des services non-financiers, le pays helvétique occupe toujours la septième place (et la deuxième parmi les pays hors UE immédiatement derrière les Etats-Unis).

Graphique 48: Exportations de services non-financiers vers la Suisse



Note: les pourcentages indiquent la part dans le total des "services autres que financiers"

Source: BCL, STATEC

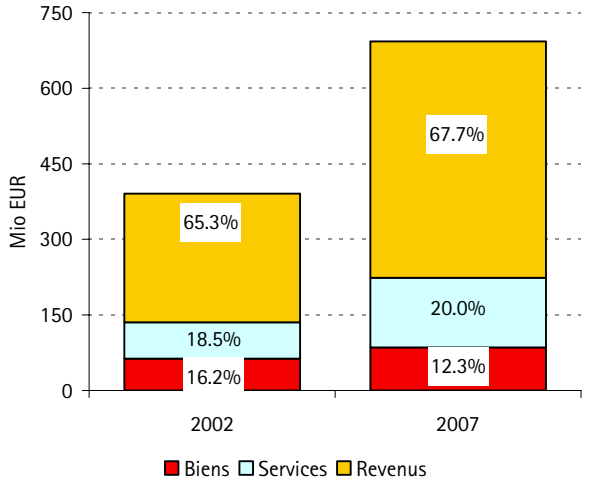
8. La balance courante du Luxembourg avec le Portugal

Le Portugal n'occupe pas un rang identique au niveau des deux flux des transactions courantes du Luxembourg. Alors qu'il se positionne seulement au 31ème rang pour les recettes, il occupe le 20ème pour les dépenses. Ceci est en partie dû au fait que parmi la population étrangère du Luxembourg, la communauté portugaise est de loin la plus importante en nombre et atteint en 2007 quelque 73 700 personnes, ce qui représente 15.5% de la population totale et 37.2% de la population étrangère.

Les recettes en provenance du Portugal sont dominées par le revenu des investissements

Entre 2002 et 2007, les recettes d'exportations de biens, de services ainsi que les revenus en provenance du Portugal ont augmenté et leur valeur totale passe de 391 à 693 millions d'euros, ce qui constitue un taux d'accroissement annuel moyen de 12%. Les échanges sont dominés par le revenu des investissements qui représente en 2007 près de 68%. La part relative de ce dernier ainsi que celle des recettes d'exportations de services ont augmenté au détriment du poids des exportations de biens qui a chuté de 16% en 2002 à 12% en 2007.

Graphique 49: Recettes d'exportations et revenus en provenance du Portugal



Source: BCL, STATEC

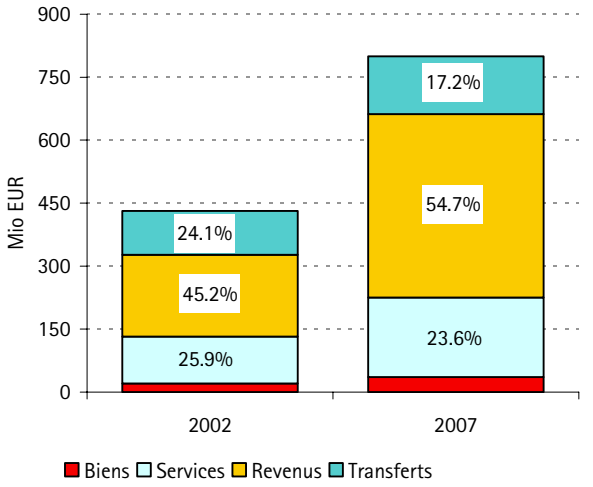
La progression - 14% en moyenne annuelle – des services qui atteignent en 2007 un montant total de 138 millions d'euros, est en grande partie liée à l'essor des services financiers qui en représentent 60%, contre 51% en 2002.

Les exportations de biens à destination du Portugal ont augmenté de 63 à 85 millions d'euros pendant la période sous revue. Le recul de 7% en moyenne annuelle des exportations de métaux communs a été plus que compensé par une hausse annuelle appréciable de 35% des expéditions de machines et appareils.

La valeur des importations de biens est peu signifiante

De 2002 à 2007, les importations de biens représentent environ 5% du total des dépenses en faveur du Portugal et passent de 21 à 36 millions d'euros en 2007, dont 41% d'importations d'aliments et de boissons. Parmi le total des biens importés par le Luxembourg, ceux en provenance du Portugal ne comptent que pour 0.2%.

Graphique 50: Dépenses en faveur du Portugal



Source: BCL, STATEC

Pendant cette même période, le poids des revenus (surtout d'investissement) dans le total des dépenses en faveur du Portugal est passé de 45% à 55%, pour se chiffrer en 2007 à 437 millions d'euros. Les importations de services ont progressé en moyenne annuelle de 11% et passent de 112 à 189 millions d'euros. Les services importés sont dominés par les dépenses de voyage qui en représentent en 2007 quelque 60%. Ces dépenses sont en grande partie liées aux séjours réalisés par la communauté portugaise dans son pays d'origine ou celui de ses aïeux. Les transferts effectués en faveur du Portugal se chiffrent en 2007 à 137 millions d'euros et ils concernent principalement (41%) les versements effectués à titre de prestations sociales et d'envois de fonds des travailleurs (31%).

9. Les Etats-Unis: de loin le principal partenaire économique extra UE du Luxembourg

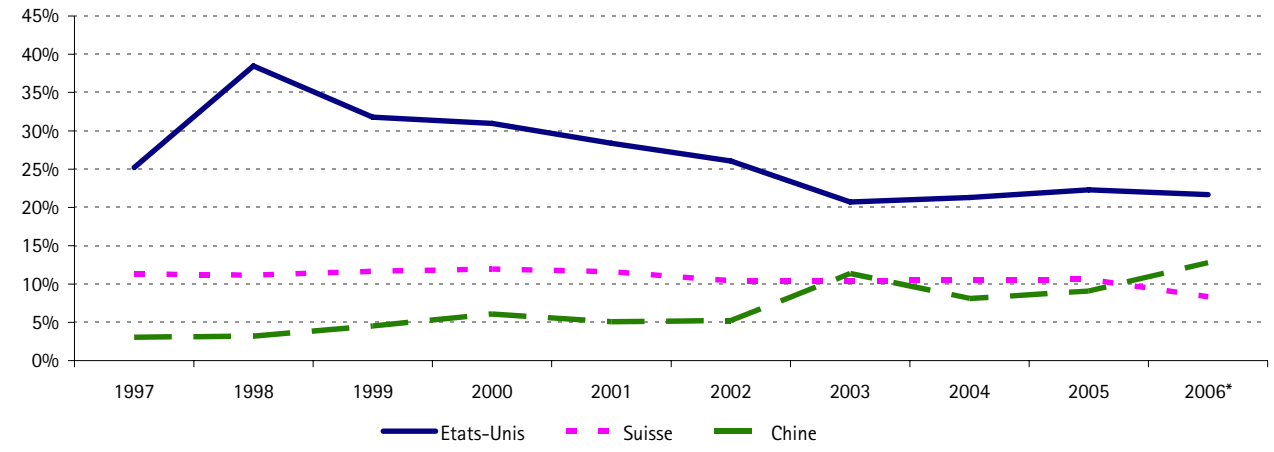
Au cours des six dernières décennies, les relations économiques entre le Luxembourg et les Etats-Unis se sont développées et diversifiées. Des données de la balance des paiements du Luxembourg, il ressort que par tête d'habitant les exportations de marchandises sont largement supérieures à la moyenne communautaire et que les exportations de services ainsi que les recettes de revenu des investissements arrivent en première place parmi les Etats membres de l'UE. Par ailleurs, les Etats-Unis restent de loin le premier pays investisseur dans l'industrie luxembourgeoise et ils sont une des principales destinations des investissements de portefeuille d'opérateurs établis au Luxembourg.

Dans le cadre des efforts de reconstruction et de diversification économique dans les années 50 et 60, les investissements américains ont joué un rôle primordial. L'implantation des filiales de Goodyear et DuPont de Nemours a non seulement permis de constituer un autre pôle de croissance industrielle à côté de la sidérurgie. Elle a également assuré un essor industriel dans certaines régions du pays et elle a créé un signal fort pour l'attractivité d'une trentaine d'autres filiales américaines employant aujourd'hui près de 10 000 personnes[1]. Aussi les Etats-Unis demeurent-ils toujours de loin le principal pays investisseur dans l'industrie luxembourgeoise.

Au niveau des échanges de marchandises du Luxembourg, les Etats-Unis occupent le huitième rang et la part relative (au niveau des deux flux) fluctue autour de 3%. Néanmoins en ne considérant que les échanges extra UE du Luxembourg, les Etats-Unis sont de loin le principal pays partenaire avec une importance relative de respectivement un cinquième pour les exportations et d'un tiers pour les importations. Compte tenu de l'émergence asiatique, cette part s'est sensiblement réduite au cours des dernières années. Vers la fin des années 90, les échanges transatlantiques représentaient jusqu'à un tiers pour les exportations et même plus de la moitié des importations extra-UE du Luxembourg. Avec respectivement 800 euros et 1 290 euros par habitant, les exportations et les importations de marchandises du Luxembourg se situent en 2006 nettement au-dessus de la moyenne communautaire (550 euros et 360 euros).

A l'exportation, la structure ressemble largement à celle des exportations totales, avec une prépondérance des produits métalliques et des machines et appareils. Par entreprise, les expéditions sont également très concentrées et les 10 principaux exportateurs couvrent les trois quarts des ventes totales aux Etats-Unis. Du côté des importations, l'on note surtout la dominance du matériel de transport, à savoir les aéronefs et les satellites.

Graphique 51: Part relative dans les exportations extra-UE27 de marchandises du Luxembourg



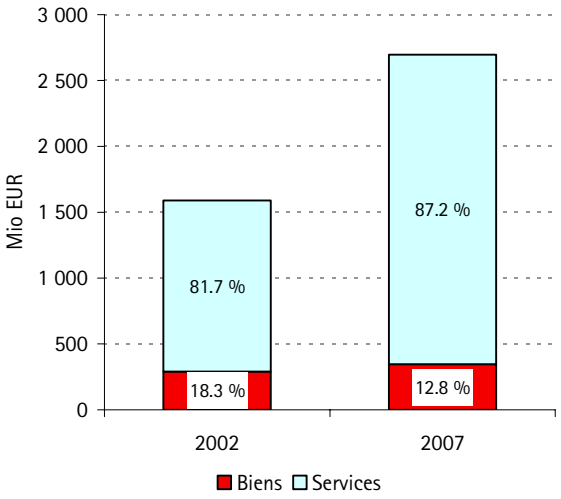
Source: STATEC

[1] Luxembourg Board of Economic Development "Subsidiaries of North American Companies Established in Luxembourg" Update of June 25th, 2007 http://www.bed.public.lu/facts/Subsidiaries_of_North_American_Companies_Established_in_Luxembourg.pdf

Au cours des dix dernières années, le Luxembourg a acheté 60 aéronefs et 8 satellites aux Etats-Unis. En raison de la valeur élevée de ces biens d'équipement destinés à deux piliers du secteur des services (transport et communication), les approvisionnements aux Etats-Unis connaissent de très fortes fluctuations mensuelles, voire annuelles, et le solde commercial est en général déficitaire du point de vue luxembourgeois. Sur toute la période 1997 à 2007, la balance commerciale a enregistré un déficit important. Du point de vue des Etats-Unis[1], le Luxembourg se situe aux alentours de la position 80 sur 230 entités géographiques considérées, ce qui est une position bien plus avancée que ne le laisserait envisager la taille du pays.

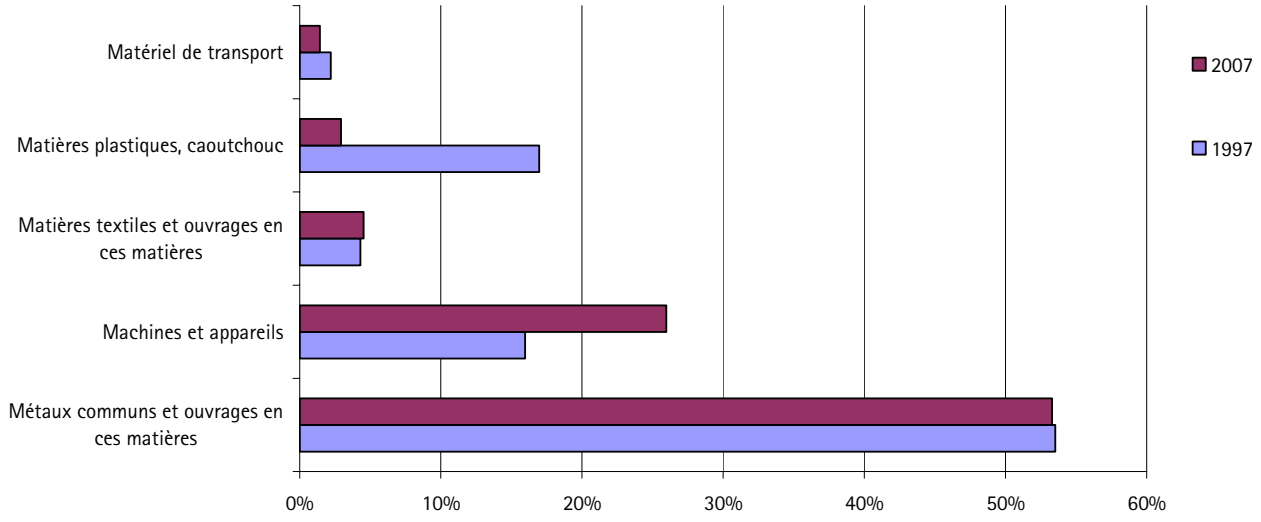
Dans le domaine des échanges internationaux de services, les Etats-Unis sont également de loin le principal partenaire extra UE du Luxembourg et ils se rangent en septième position (2007) en incluant les Etats membres de l'UE. Les exportations de services à destination des Etats-Unis sont six fois plus importantes que les exportations de marchandises. Par tête d'habitant, les exportations de services du Luxembourg vers les Etats-Unis sont ainsi de loin les plus importantes des pays de l'UE - en étant quinze fois plus importantes que celles de la moyenne communautaire et le quadruple de celles des deux pays qui suivent (le Danemark et l'Irlande). La dominance des échanges internationaux de services (par rapport aux marchandises) est générale pour les relations extérieures du Luxembourg. Alors que dans la plupart des autres pays industrialisés les exportations de services ne représentent qu'une fraction des échanges de marchandises (au plan mondial environ un cinquième), elles sont au Luxembourg trois fois plus importantes. Ceci est essentiellement dû aux services financiers générés dans le secteur des organismes de placement collectif (OPC).

Graphique 52: Exportations de biens et services vers les Etats-Unis



Source: BCL, STATEC

Graphique 53: Principaux groupes de produits exportés vers les Etats-Unis

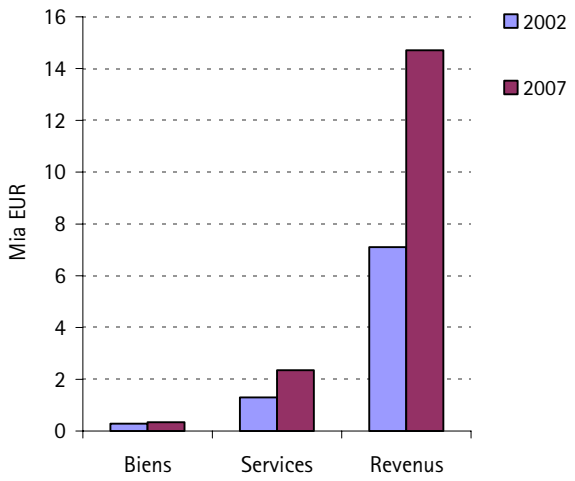


Source: STATEC

[1] U.S. Bureau of Economic Analysis "U.S. International Trade in Goods and Services – Annual Revision for 2006" http://www.bea.gov/newsreleases/international/trade/2007/pdf/trad1307.pdf

Mais même en faisant abstraction de ces activités, les services dominent. Par tête d'habitant, le Luxembourg garde encore la première place des Etats membres de l'UE avec un montant de 1 490 euros, devant le Danemark (830 euros) et l'Irlande (660 euros) et pour une moyenne communautaire de 240 euros. Certains secteurs en expansion comme celui des transports et celui de la communication, sont en effet largement orientés vers les marchés étrangers. Ils jouent également un rôle dominant dans les relations avec les Etats-Unis et ont même connu une forte expansion au cours des dernières années. Par ailleurs, la part relative des Etats-Unis dans les services est deux fois plus importante que pour les marchandises; pour certains domaines, elle atteint même des niveaux plus élevés (p.ex. pour le transport aérien quelque 12 %).

Graphique 54: Recettes du Luxembourg en provenance des Etats-Unis



Source: BCL, STATEC

Si les échanges de biens et de services sont à peu près équilibrés sur l'ensemble des six dernières années, ce sont les flux nets de revenu des investissements qui génèrent un large excédent du Luxembourg avec les Etats-Unis - qui s'est chiffré en 2007 à plus de 14 milliards d'euros. Une principale contribution provient des recettes au titre du revenu des investissements de portefeuille, qui ont quasiment quadruplé entre 2002 et 2007 pour dépasser l'année passée le seuil des 10 milliards d'euros. Il s'agit de la rémunération des placements aux Etats-Unis réalisés par des sociétés établies au Luxembourg. La plupart de ces placements se font sous forme de souscriptions à des « U.S. Long-term Securities ». Au niveau de la position extérieure globale du Luxembourg, « les Etats-Unis constituent d'ailleurs avec respectivement 14% des titres de créance et 20% des titres de participation, la deuxième destination des avoirs de portefeuille luxembourgeois.»[1]

Du point de vue des Etats-Unis, le rôle du Luxembourg est également significatif dans ce domaine. Ainsi, des sociétés établies au Luxembourg ont détenu fin juin 2006[2] au total « 549 billions of dollars of U.S. long- and short-term securities », soit « 7% of the total value of foreign holdings of U.S. long- and short-term securities". En chiffres absolus, le Luxembourg se range ainsi en quatrième position derrière le Japon, la Chine et le Royaume-Uni.

[1] BCL (2006) "La position extérieure globale du Luxembourg à fin décembre 2005 » in Bulletin de la BCL 2006/2 p. 96 http://www.bcl.lu/fr/publications/bulletins_bcl/Bulletin_2006_2/chapitre_2.pdf

[2] Report on Foreign Portfolio Holdings of U.S. Securities as of June 30,2006 Department of the Treasury, Federal Reserve Bank of New York, Board of Governors of the Federal Reserve System (May 2007) http://www.treas.gov/tic/shl2006r.pdf

Tableau 24: Balance courante entre le Luxembourg et les Etats-Unis

Unité : mio EUR

Spécification	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Crédit	8 956	8 181	8 175	10 726	15 465	17 529
dont						
Biens et services	1 588	1 399	1 490	1 911	2 377	2 695
Revenu	7 099	6 637	6 589	8 679	12 825	14 714
Débit	4 529	3 783	3 487	2 496	3 554	3 402
dont						
Biens et services	1 573	1 177	1 827	2 168	2 599	2 499
Revenu	2 732	2 425	1 489	66	724	651
Solde	4 427	4 398	4 688	8 230	11 911	14 127
dont						
Biens et services	15	222	-337	-257	-222	196
Revenu	4 367	4 212	5 100	8 613	12 101	14 063

Source: BCL, STATEC

Encadré 4: Extension de la part des BRIC

Au cours de la dernière décennie, l'expansion économique des BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) a substantiellement changé la donne de l'économie mondiale. Leur rôle dans le commerce mondial de biens et de services s'est considérablement accru, passant de 8.4 % en 2002 à 12.7% en 2006 pour les exportations de biens et de 5.4 % à 7.7% pour les exportations de services. Du côté des importations, les progressions sont également importantes pour atteindre en 2006 respectivement 10% pour les marchandises et 9% pour les services.

Dans tous les domaines, c'est la Chine qui contribue le plus largement à cette expansion; néanmoins les trois autres « pays-continents » ont aussi connu des taux de croissance de leurs activités internationales supérieurs à celui du commerce mondial. La percée est particulièrement forte du côté des exportations de marchandises qui sont plus de sept fois plus importantes que les transactions sur services (contre un multiple de 4.4 au plan mondial). L'Inde fait bien une exception: les exportations de services se chiffrent en 2006 à 74 milliards de dollars américains, contre 120 milliards pour les biens, soit un multiple de seulement 1.6.

Pour les soldes des échanges de biens et de services, les résultats sont contrastés entre l'Inde et les trois autres pays. Alors que ces derniers enregistrent d'importants excédents pour le commerce de marchandises et des déficits pour les services, la situation est totalement inversée pour l'Inde. En 2006, elle a dégagé un excédent de 10 milliards de dollars sur les échanges de services, soit un taux de couverture de 116%.

L'économie luxembourgeoise a partiellement bénéficié de cet essor économique et en particulier de la réémergence de la Chine. Compte tenu de la concentration des échanges de biens et de services sur les pays limitrophes, le rôle des BRIC dans le commerce du Luxembourg n'atteint pas les pourcentages notés au plan mondial. Il n'empêche que le rythme de croissance avec ces pays a bien été supérieur au commerce total, ce qui a entraîné une extension des parts relatives.

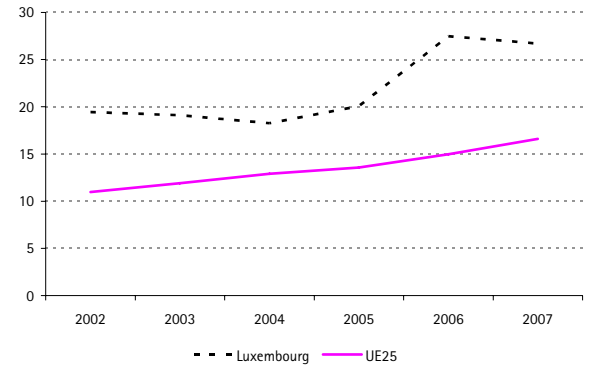
Le rôle des BRIC est également plus prononcé du côté des exportations de marchandises que des services. La part des exportations de marchandises vers les BRIC est passée de 2.7% des exportations totales en 2003 à 5.2% en 2006 pour reculer à nouveau à 4.5% en 2007. En 2007, le montant de ces ventes s'est chiffré à plus de 600 millions d'euros, soit presque le double des ventes aux Etats-Unis et nettement plus que les ventes à l'Espagne.

Les BRIC prennent une part très importante au niveau des exportations extra-UE. Désormais près de 30% des exportations extra-UE de marchandises du Luxembourg sont destinées à ces pays, soit une part plus élevée que celle de l'ensemble des Etats membres de l'UE.

Par ailleurs, la balance commerciale évolue bien différemment de celle des autres pays de l'UE. En effet, le Luxembourg dégage un excédent avec ces pays émergents. Cette situation s'explique en partie par le fait que certains produits exportés par les BRIC ne sont acheminés vers le Luxembourg que via des représentants généraux dans l'UEBL, le Benelux voire dans l'UE.

Néanmoins, cet ajustement à prendre en considération au niveau des importations peut être contrebalancé par un autre facteur du côté des exportations dans le contexte de l'analyse des répercussions de la croissance des BRIC. Ainsi certaines activités industrielles ou de services connaissent un essor indirect de la croissance chinoise. En effet, maintes activités au Luxembourg consistent dans la fabrication de biens/services intermédiaires rentrant dans la production d'autres entreprises européennes. Dès lors que ces entreprises (clientes des producteurs luxembourgeois) exportent largement vers les BRIC – et bénéficient de la croissance – les entreprises « fournisseurs » du Luxembourg peuvent tirer indirectement un avantage de la demande supplémentaire des BRIC.

Graphique 55: Part relative des BRIC dans les exportations extra-UE25 de marchandises



Source : Eurostat et STATEC ; calculs STATEC

10. La balance courante du Luxembourg avec l'Amérique Latine[1]

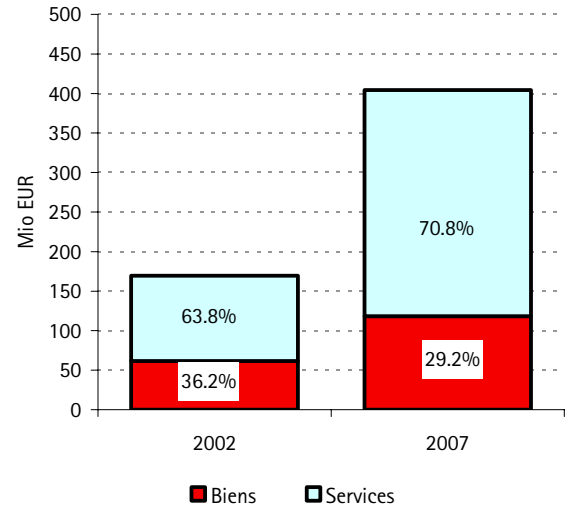
Entre 2002 et 2007, les transactions courantes avec l'Amérique Latine représentent en moyenne autour de 1% du total des recettes et des dépenses du Luxembourg. La balance courante devient de plus en plus excédentaire et ceci sous l'influence de l'excédent croissant des revenus, dont le taux moyen d'accroissement se situe à près de 181%.

Les deux plus grandes économies de cette zone en termes de PIB, le Brésil et le Mexique, sont aussi les principaux pays partenaires du Luxembourg. En 2007, le Panama est néanmoins devenu le plus important pays importateur de la région. Entre 2002 et 2006, ce rôle revenait au Brésil. Cette intensification des relations économiques avec le Panama se concentre surtout sur des activités financières.

Rôle dominant des services financiers

Sous l'effet des échanges avec le Panama, l'accroissement des transactions sur services est plus significatif que celui du commerce des marchandises.

Graphique 56: Exportations de biens et services vers l'Amérique Latine

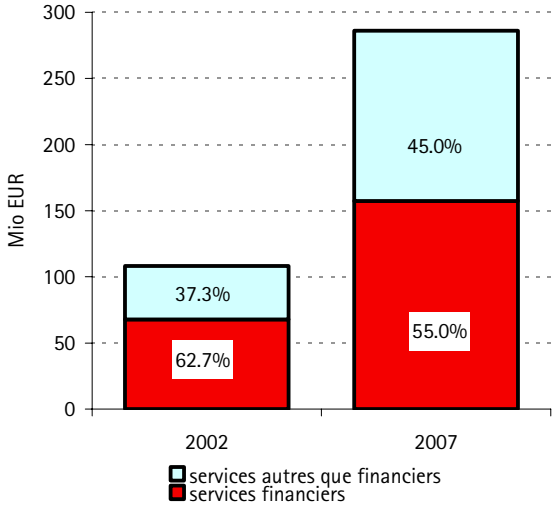


Source: BCL, STATEC

Quant à l'ensemble des biens et services échangés, il est à noter que le rythme de croissance de l'Amérique Latine est supérieur à celui des échanges dans leur ensemble.

Même si les services financiers continuent à prédominer, les expansions majeures sont constatées pour les services de télécommunications (96%), les services de construction (42%), les divers services aux entreprises (30%) et les services de transport maritime (26%).

Graphique 57: Exportations de services vers l'Amérique Latine



Source: BCL, STATEC

En termes absolus, la croissance des services autres que financiers (de l'ordre de 88 millions d'euros) est comparable à celle des services financiers, dont un peu plus de 39 millions s'expliquent par la hausse des services financiers exportés vers le Panama.

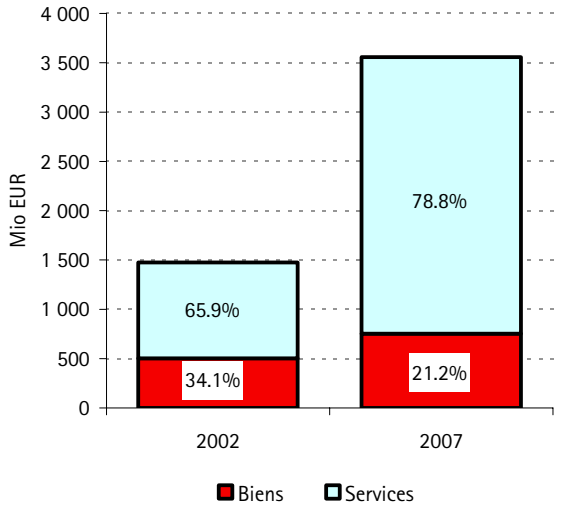
[1] Sont inclus dans cette zone, selon le Vademecum de la balance de paiements de décembre 2007 d'Eurostat: Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Equateur, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Pérou, Paraguay, El Salvador, Uruguay, Venezuela.

11. La balance courante du Luxembourg avec l'Asie[1]

Entre 2002 et 2007, les transactions courantes avec l'Asie représentent en moyenne autour de 4% du total des recettes et des dépenses du Luxembourg avec l'étranger. A partir de 2005, la balance courante est devenue excédentaire et ceci sous l'influence de l'excédent croissant des services financiers passant à 1.3 milliard d'euros.

Les deux plus importants pays partenaires de cette zone sont le Japon et Hongkong. La troisième place est partagée entre Singapour, Taiwan et la Chine (dépendant du sens des échanges et de l'année sous revue). La répartition entre biens et services est similaire aux échanges avec le reste du monde, aussi bien pour 2002 que pour 2007.

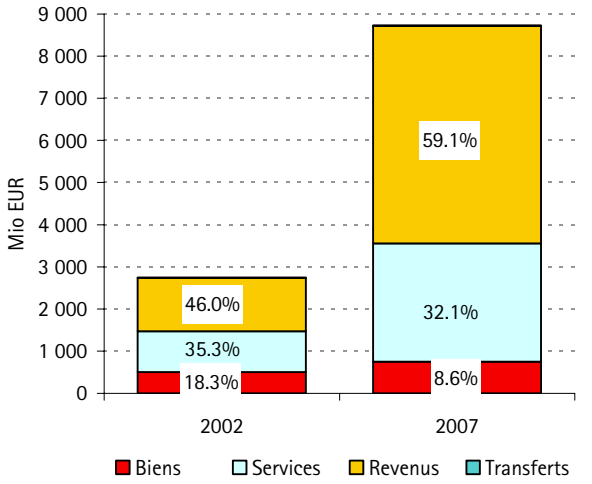
Graphique 58: Exportations de biens et services vers l'Asie



Source: BCL, STATEC

Même si les revenus ont déjà été dominants en 2002, ils consolident leur position en 2007, ce qui est dû à un taux moyen d'accroissement plus élevé (33%) que pour le total (26%). La part relative du revenu des investissements de portefeuille est beaucoup plus importante pour l'Asie (79%) que pour le reste du monde (58%).

Graphique 59: Recettes en provenance de l'Asie



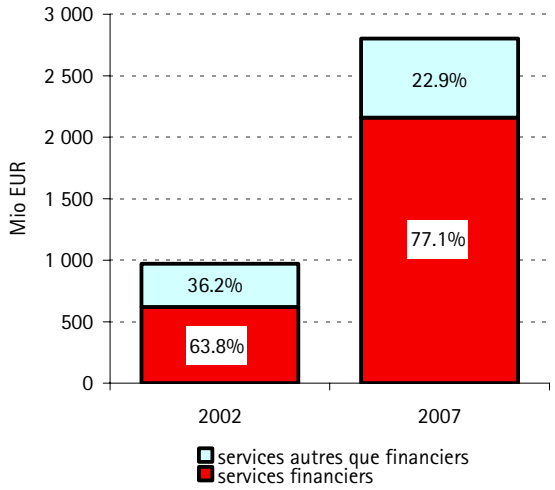
Source: BCL, STATEC

Explosion des services financiers

La part relative des exportations de services financiers augmente plus rapidement en Asie que pour le reste du monde: en 2002, la part relative de l'Asie et celle du reste du monde étaient presque similaires, par contre en 2007, la différence devient plus notable (77% pour l'Asie, contre 69% pour le reste du monde). Les principales économies de destination des services financiers sont le Japon, Taiwan, Hongkong et Singapour. Avec les trois premiers, le Luxembourg connaît un excédent important des services financiers en 2007 (respectivement 545, 356 et 160 millions d'euros). En revanche, le solde avec Singapour est plutôt proche de l'équilibre, voire légèrement déficitaire. Cette situation s'explique par le fait que cette économie repose aussi sur les services bancaires et financiers (deuxième place financière d'Asie après le Japon).

[1] sont inclus dans cette zone, selon le Vademecum de la balance de paiements de décembre 2007 d'Eurostat: Israel, Iran, Emirats Arabes Unis, Bahreïn, Iraq, Koweït, Oman, Qatar, Arabie Saoudite, Yémen, Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Jordanie, Liban, Palestine, Syrie, Afghanistan, Bangladesh, Brunei Darussalam, Bhoutan, Chine, Hongkong, Indonésie, Inde, Japon, Kirghizistan, Cambodge, Corée du Nord, Corée du Sud, Kazakhstan, Laos, Sri Lanka, Myanmar, Mongolie, Macao, Maldives, Malaisie, Népal, Philippines, Pakistan, Singapour, Thaïlande, Tadjikistan, Timor-Leste, Turkménistan, Taiwan, Ouzbékistan, Viêtnam.

Graphique 60: Exportations de services vers l'Asie

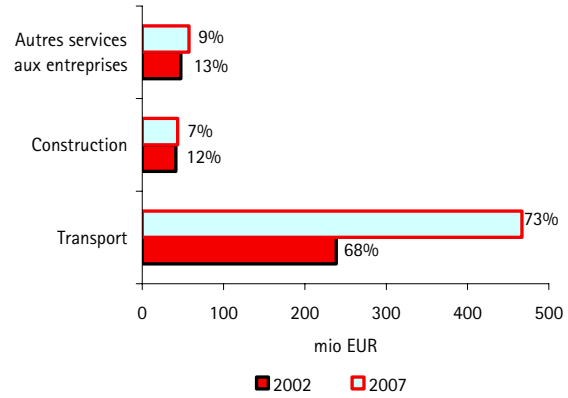


Source: BCL, STATEC

Importance des services de transport

Dans les échanges de services du Luxembourg avec le reste du monde, les services de transport ne représentent en 2007 que 17%, contre 73% pour l'Asie. La majeure partie des services de transport sont effectués par le principal opérateur de transport aérien de fret.

Graphique 61: Exportations de services autres que financiers vers l'Asie



Note: les pourcentages indiquent la part dans le total des "services autres que financiers"

Source: BCL, STATEC

12. Afrique: L'aide est plus importante que le commerce

Alors que le continent africain a été considéré au cours des trois dernières décennies du XX^{ème} siècle comme le continent oublié de l'industrialisation et de la globalisation, l'évolution récente semble indiquer un changement. Des taux de croissance supérieurs à 6% dans de nombreux pays et une implication plus large dans l'économie mondiale depuis le début du millénaire pourraient permettre de sortir de l'isolation, voire de la marginalisation. La diversification géographique des exportations (vers l'Asie - et notamment vers la Chine) semble changer la donne pour l'Afrique et pour l'Europe. Même si les échanges du Luxembourg avec l'Afrique restent modestes, les relations économiques sont marquées par certaines particularités, comme par exemple l'aide au développement fournie par le Luxembourg qui dépasse la valeur totale des exportations africaines de biens et de services à destination du Luxembourg.

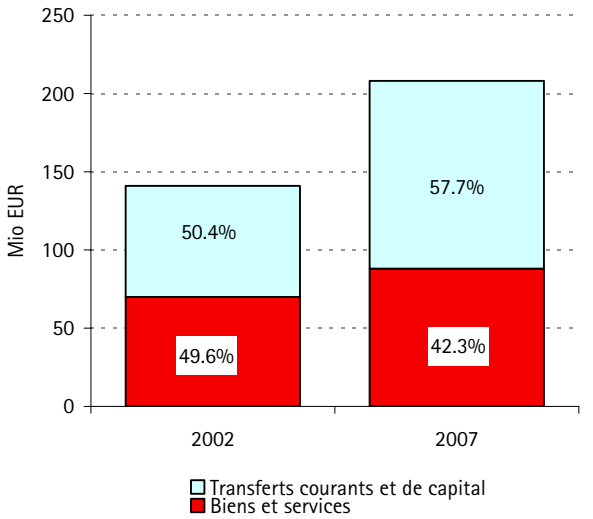
Entre 1960 et 1995, les économies africaines sont passées par une phase de développement peu prometteuse. Rares ont été les pays à connaître un réel essor économique et la forte dépendance des produits agricoles et des matières premières s'est plutôt maintenue, voire renforcée. Sous l'effet de la tendance à la baisse des prix des matières premières - surtout dans les années 80 et au début des années 90 - les recettes à l'exportation ont chuté ce qui a amené de surcroît une détérioration des termes de l'échange. Au cours de cette période, la part de l'Afrique dans les relations économiques internationales s'est sensiblement réduite, aussi bien pour les échanges de marchandises (passant de 7% en 1973 à 2% en 2006), que pour les investissements directs étrangers qui représentent moins de 4% du total mondial et qui sont très inégalement répartis.

Depuis le début de ce millénaire, la situation a toutefois légèrement changé à la suite du redressement (surprenant) des cours des matières premières – sous l'impulsion notamment de la demande de la Chine. L'amélioration de la situation s'est même renforcée au cours des dernières années. Elle s'explique toujours en priorité par des facteurs extérieurs positifs tels que le dynamisme de la demande étrangère entraînant une hausse substantielle de la valeur des exportations et des termes de l'échange (respectivement de 45% et 26% au cours des trois dernières années), mais aussi – et ceci est sans doute plus fondamental – par la forte progression de la productivité et la croissance des investissements (notamment en infrastructures).

Au cours des dernières années, le taux de croissance a été de l'ordre de 5 à 6% en moyenne pour l'ensemble du continent - pour s'approcher ainsi de la cible (7%) à atteindre pour que l'Afrique subsaharienne puisse réaliser l'objectif du Millénaire pour le Développement (OMD). Malgré une démographie galopante, le continent enregistre même une évolution positive du PIB par habitant (+3.5% en 2006 et des perspectives positives pour 2008, contre 1% seulement entre 1997 et 2002).

Au niveau des relations commerciales, la demande renforcée en provenance d'Asie commence à modifier la structure géographique des échanges extérieurs. Même si l'Union Européenne reste de loin le principal partenaire commercial, sa part relative s'est sensiblement réduite: de 60% en 1990 à 37% en 2005. En revanche, les Etats-Unis (de 27% à 35%) et la Chine (de 1% à 13%) ont vu leur part respective progresser. En 2005, la Chine absorbe à elle seule 25% des exportations de matières premières africaines. Néanmoins pour aucun des partenaires commerciaux cités, les importations en provenance de l'Afrique ne représentent plus de 2% de leurs importations totales.

Graphique 62: Des transferts à l'Afrique supérieurs aux importations en provenance de l'Afrique



Source: BCL, STATEC

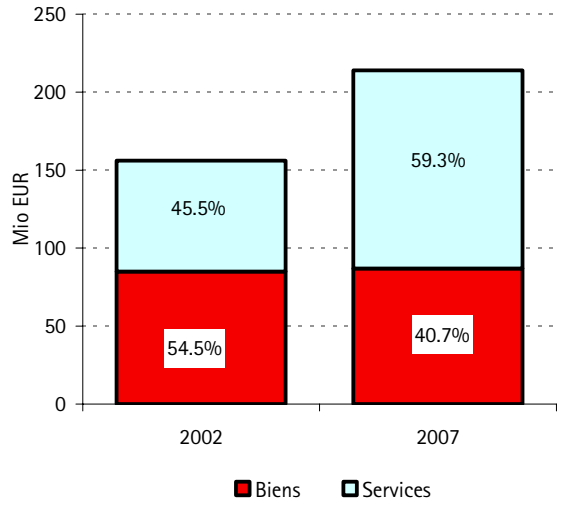
Toute proportion gardée, les relations économiques du Luxembourg avec l'Afrique enregistrent une double différence par rapport à celle des autres pays industrialisés: la part relative de l'Afrique a toujours été plus modeste et le redressement n'est pas (en-

core) perceptible en 2007. La part relativement plus faible s'explique entre autres par une orientation proportionnellement plus forte sur les marchés limitrophes du Luxembourg, ainsi que par des particularités des relations commerciales du Luxembourg et de sa structure de production (cf. encadré).

En revanche, lorsque l'on fait la comparaison par rapport aux seuls échanges extra-UE de marchandises de chaque Etat membre, la position relative change et le Luxembourg trouve une place au milieu (12ème). Les produits métalliques et les biens d'équipement représentent plus des trois quarts des produits exportés vers l'Afrique, contre un peu plus de la moitié pour les exportations totales.

Les importations directes en provenance de l'Afrique sont cependant extrêmement faibles et se chiffrent à moins de 1% des importations totales du Luxembourg. Les produits de base pour les industries pneumatique et textile ainsi que les produits agricoles représentent l'essentiel des importations. Ces informations sur les approvisionnements directs ne fournissent qu'une vue partielle sur le volume réel de produits africains consommés au Luxembourg, comme il est précisé dans l'encadré.

Graphique 63: Exportations de biens et services vers l'Afrique



Source: BCL, STATEC

Depuis 2004, le montant total des échanges de services avec l'Afrique dépasse globalement celui du commerce de marchandises. L'écart est toutefois moins prononcé que pour le total des échanges du Luxembourg où les services sont trois fois supérieurs aux marchandises. La moitié des exportations de services du Luxembourg en Afrique est réalisée avec la République d'Afrique du Sud. La raison essentielle est bien sûr la part prise par les services financiers. Parmi les autres domaines des services l'on retient surtout les services de transport, le tourisme, les services de communication et divers services aux entreprises.

Les transferts à destination de l'Afrique au titre de l'aide publique au développement (APD) sont estimés en 2007 à quelque 100 millions d'euros, soit 40% de l'APD totale du Luxembourg. Ainsi ces transferts sont supérieurs à la recette totale des exportations directes de biens et de services d'Afrique à destination du Luxembourg (c.-à-d. les importations du Luxembourg). Les cinq principaux pays bénéficiaires de l'APD (dans l'ordre de 2007: Sénégal, Cap Vert, Burkina Faso, Niger et Mali) ont reçu chacun entre 10 et 15 millions d'euros et ont absorbé les deux tiers du montant total. A ces transferts publics, il convient d'ajouter l'aide privée des ONG et les envois de fonds des travailleurs. Ces derniers sont estimés en 2007 à plus de 5 millions d'euros, dont la moitié est envoyée au Cap Vert.

Encadré 5: Echanges directs et consommation indirecte

Compte tenu de sa taille et de son degré de développement, le Luxembourg s'approvisionne pour une très large part de produits à l'étranger. Les statistiques sur les importations renseignent sur les pays partenaires à la *commercialisation* des produits. Ceci ne veut pas dire que la provenance des produits coïncide toujours avec leur origine. A titre d'exemple, différents fruits et légumes d'origine africaine sont livrés au Luxembourg par des négociants belges ou français. Aujourd'hui, cette différenciation est encore plus prononcée que par le passé, étant donné que pour beaucoup de produits des transformations sont réalisées dans plusieurs pays (le long d'une chaîne de production s'étalant sur plusieurs pays, voire continents). Dès lors, même si les importations directes d'Afrique sont très faibles, il est plus que probable que certains produits africains soient intégrés dans des produits consommés au Luxembourg, comme par exemple pour des produits agricoles (café, thé, coton, arachides, fruits) ou des matières premières et énergétiques. Ceci peut se produire dans le cas où le revendeur des produits de base réalisant sa transaction commerciale avec le Luxembourg se trouve ailleurs qu'en Afrique; ceci est encore plus fréquemment le cas lorsque le produit de base d'origine africaine est intégré dans un produit semi-fini ou fini importé par le Luxembourg en provenance d'un pays « non africain ».

Des situations semblables – mais sans doute moins fréquentes – peuvent se présenter à l'exportation. Ceci tient entre autres au processus de globalisation entraînant un rallongement des chaînes de production. A cela s'ajoute le fait que le Luxembourg est depuis longtemps spécialisé dans la production industrielle de biens intermédiaires qui sont majoritairement destinés à des usines de transformation finale souvent localisées dans les pays limitrophes. Aussi des produits intermédiaires réalisés au Luxembourg peuvent-ils se trouver intégrés dans des exportations finales d'autres pays (voisins) vers l'Afrique; à titre d'exemple: des pièces détachées de voitures produites au Luxembourg et intégrées dans des voitures exportées d'Allemagne ou de France.

Tant à l'exportation qu'à l'importation, les relations commerciales directes ne reflètent donc qu'imparfaitement l'interpénétration des économies. En Afrique et au Luxembourg il peut y avoir consommation de produits de la zone partenaire, sans qu'il y ait eu échange direct.

C. Tableaux statistiques

Tableau 1: Principaux soldes de la balance des paiements du Luxembourg 2002-2007 225
Tableau 2: Transactions courantes du Luxembourg 2002-2007 226
Tableau 3.1.1: Transactions courantes par zones économiques – CREDIT 227
Tableau 3.1.2: Transactions courantes par zones économiques - CREDIT: parts relatives 228
Tableau 3.2.1: Transactions courantes par zones économiques – DEBIT 229
Tableau 3.2.2: Transactions courantes par zones économiques - DEBIT: parts relatives 230
Tableau 3.3: Transactions courantes par zones économiques – NET 231
Tableau 4.1: Transactions courantes du Luxembourg avec les pays limitrophes – CREDIT 232
Tableau 4.2: Transactions courantes du Luxembourg avec les pays limitrophes – DEBIT 233
Tableau 4.3: Transactions courantes du Luxembourg avec les pays limitrophes – NET 234
Tableau 4.4: Transactions courantes du Luxembourg avec les pays limitrophes – TOTAL 235
Tableau 5: Transactions courantes du Luxembourg par pays partenaire 236
Tableau 5: Transactions courantes du Luxembourg par pays partenaire (suite 1) 237
Tableau 5: Transactions courantes du Luxembourg par pays partenaire (suite 2) 238
Tableau 5: Transactions courantes du Luxembourg par pays partenaire (suite 3) 239
Tableau 6: Exportations de services - principaux pays partenaires 240
Tableau 7: Importations de services - principaux pays partenaires 241
Tableau 8: Exportations et importations de services - zones partenaires 242

Tableau 1: Principaux soldes de la balance des paiements du Luxembourg 2002–2007

	Année					
	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)
						Unité: Mio EUR
Compte courant	2 526	2 103	3 254	3 321	3 547	3 570
Biens	-2 220	-2 640	-2 862	-3 397	-3 503	-3 416
Services	8 615	8 806	10 468	13 067	16 478	19 408
Revenus	-3 558	-3 515	-3 487	-5 400	-8 413	-10 683
Rémunération des salariés	-3 278	-3 474	-3 866	-4 253	-4 848	-5 558
Revenu des investissements	-280	-42	380	-1 147	-3 565	-5 125
Investissements directs	-6 174	-5 595	-4 541	-4 097	-4 998	-7 340
Autres revenus des investissements	5 893	5 554	4 921	2 950	1 433	2 214
Transferts courants	-310	-547	-866	-949	-1 015	-1 740
Administrations publiques	-91	199	131	129	464	397
Autres secteurs	-219	-746	-997	-1 078	-1 479	-2 137
Compte de capital	-95	-125	-617	884	-237	-120
Transferts de capital	-53	-86	-166	-118	-140	-106
Actifs non financiers non produits	-42	-40	-451	1 002	-98	-14
Compte d'opérations financières	-2 668	-1 962	-2 808	-4 585	-3 671	-3 533
Investissements directs	-11 176	-9 362	-4 343	-6 910	11 390	-46 067
Investissements du Luxembourg à l'étranger	-133 517	-88 399	-67 678	-100 208	-88 175	-132 865
Opérations en capital et bénéfices réinvestis	-123 431	-77 160	-84 019	-90 751	-71 719	-90 734
SPE (2)	-114 737	-77 155	-80 669	-85 499	-65 061	-56 376
Autres	-8 693	-5	-3 349	-5 252	-6 659	-34 358
Autres opérations, prêts	-10 087	-11 239	16 340	-9 457	-16 455	-42 131
SPE (2)	-8 961	-11 280	18 577	-7 438	-20 207	-38 752
Autres	-1 126	41	-2 236	-2 018	3 752	-3 379
Investissements de l'étranger au Luxembourg	122 341	79 037	63 335	93 298	99 565	86 798
Opérations en capital et bénéfices réinvestis	121 411	73 340	54 930	79 555	90 812	65 436
SPE (2)	115 693	71 050	51 593	74 560	62 647	93 606
Autres	5 718	2 289	3 337	4 995	28 164	-28 171
Autres opérations, prêts	930	5 697	8 405	13 743	8 753	21 363
SPE (2)	2 336	5 405	7 560	14 052	14 084	19 847
Autres	-1 405	292	845	-309	-5 330	1 515
Investissements de portefeuille	77 415	17 286	41 502	39 783	57 332	114 625
Avoirs	7 026	-69 724	-69 713	-214 684	-143 289	-114 104
Titres de participation	3 824	-30 379	-36 454	-100 190	-83 482	-33 642
Titres de créance	3 202	-39 344	-33 259	-114 494	-59 807	-80 462
Engagements	70 389	87 009	111 215	254 467	200 621	228 729
Titres de participation	40 164	61 989	97 078	222 016	178 500	207 927
Titres de créance	30 226	25 020	14 137	32 452	22 122	20 802
Produits financiers dérivés	-1 452	5 275	-2 638	-3 666	8 070	1 607
Autres investissements	-67 416	-15 066	-37 323	-33 831	-80 487	-73 759
Avoirs	-46 327	-28 758	-93 406	-153 996	-210 392	-186 182
Engagements	-21 089	13 692	56 083	120 165	129 904	112 423
Avoirs de réserve	-38	-94	-5	39	24	61
Erreurs et omissions nettes	237	-16	171	380	362	83

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

(2) Les «Special Purpose Entities» (SPE) sont des entités financières spécialisées regroupant diverses catégories de sociétés financières non-bancaires en ce compris les sociétés holding ainsi que les sociétés de participations financières (soparfi).

Au compte financier le signe «-» correspond à une augmentation des avoirs ou à une diminution des engagements

Les totaux et soldes sont calculés sur base de chiffres non-arrondis

Tableau 2: Transactions courantes du Luxembourg 2002-2007

	Credit						Debit					
Libellé	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)
												Unité: Mio EUR
Opérations courantes	99 975	96 959	103 428	120 889	151 625	173 911	97 449	94 856	100 174	117 568	148 078	170 341
Biens et services	31 825	32 204	38 186	44 622	53 586	59 139	25 431	26 039	30 580	34 951	40 612	43 146
Biens	10 058	9 693	10 875	11 740	13 061	13 457	12 278	12 333	13 736	15 137	16 564	16 872
Services	21 768	22 511	27 312	32 881	40 526	45 682	13 153	13 706	16 844	19 814	24 048	26 273
Transports	1 547	1 560	1 751	2 146	2 303	2 495	790	692	854	1 019	1 076	1 263
Voyages	2 542	2 646	2 940	2 904	2 878	2 919	2 042	2 145	2 351	2 398	2 492	2 592
Communication	733	737	764	842	1 081	1 265	101	507	872	935	1 065	647
Construction	127	146	187	228	266	362	244	280	321	343	388	506
Services d'assurance	1 100	1 146	1 342	1 573	1 823	1 703	817	743	912	991	1 300	1 037
Services financiers	12 970	12 648	15 640	20 121	26 530	31 371	6 830	6 664	8 141	10 538	13 679	15 934
Informatique et information	327	1 044	1 837	1 866	1 762	950	300	322	467	548	532	428
Redevances et droits de licence	123	113	161	238	311	299	105	96	117	111	128	278
Autres services aux entreprises	1 901	2 095	2 282	2 503	3 048	3 587	1 572	1 869	2 403	2 642	3 024	3 116
Services personnels, culturels	171	144	152	194	261	447	325	369	384	267	341	447
Services des adm. publiques nca	225	232	257	267	261	282	27	18	22	24	24	24
Revenus	64 362	61 324	62 006	72 479	93 564	110 299	67 920	64 839	65 493	77 880	101 977	120 983
Rémunération des salariés	831	879	897	1 011	1 078	1 121	4 109	4 353	4 763	5 265	5 926	6 679
Revenu des investissements	63 531	60 445	61 109	71 468	92 486	109 179	63 811	60 486	60 729	72 615	96 051	114 304
Transferts courants	3 788	3 431	3 236	3 788	4 475	4 473	4 098	3 979	4 102	4 737	5 490	6 212
Administrations publiques	1 198	1 435	1 451	1 649	1 988	2 067	1 289	1 236	1 320	1 520	1 524	1 670
Autres secteurs	2 590	1 997	1 785	2 138	2 487	2 406	2 810	2 742	2 782	3 217	3 966	4 543

	Net						Taux de couverture en %					
Libellé	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)
Opérations courantes	2 526	2 103	3 254	3 321	3 547	3 570	103	102	103	103	102	102
Biens et services	6 395	6 165	7 606	9 670	12 975	15 993	125	124	125	128	132	137
Biens	-2 220	-2 640	-2 862	-3 397	-3 503	-3 416	82	79	79	78	79	80
Services	8 615	8 806	10 468	13 067	16 478	19 408	166	164	162	166	169	174
Transports	757	867	897	1 128	1 227	1 233	196	225	205	211	214	198
Voyages	500	501	589	506	386	327	124	123	125	121	115	113
Communication	632	230	-108	-93	16	618	723	145	88	90	102	196
Construction	-117	-134	-134	-115	-121	-144	52	52	58	67	69	71
Services d'assurance	284	403	430	582	523	666	135	154	147	159	140	164
Services financiers	6 140	5 984	7 499	9 583	12 852	15 437	190	190	192	191	194	197
Informatique et information	28	721	1 370	1 319	1 231	522	109	324	393	341	331	222
Redevances et droits de licence	19	17	44	127	184	21	118	118	137	215	244	108
Autres services aux entreprises	329	227	-121	-139	24	471	121	112	95	95	101	115
Services personnels, culturels	-154	-225	-233	-73	-80	0	53	39	39	73	77	100
Services des adm. publiques nca	199	214	235	243	237	258	849	1 295	1 166	1 104	1 081	1 152
Revenus	-3 558	-3 515	-3 487	-5 400	-8 413	-10 683	95	95	95	93	92	91
Rémunération des salariés	-3 278	-3 474	-3 866	-4 253	-4 848	-5 558	20	20	19	19	18	17
Revenu des investissements	-280	-42	380	-1 147	-3 565	-5 125	100	100	101	98	96	96
Transferts courants	-310	-547	-866	-949	-1 015	-1 740	92	86	79	80	82	72
Administrations publiques	-91	199	131	129	464	397	93	116	110	109	130	124
Autres secteurs	-219	-746	-997	-1 078	-1 479	-2 137	92	73	64	66	63	53

Source: BCL, STATEC
(1) chiffres provisoires

Tableau 3.1.1: Transactions courantes par zones économiques – CREDIT

	Intra zone-euro						Extra zone-euro					
Libellé	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)
												Unité: Mio EUR
Opérations courantes	58 270	57 868	60 512	67 270	82 604	93 091	41 706	39 091	42 917	53 619	69 021	80 820
Biens et services	20 749	20 911	24 797	28 264	33 283	35 903	11 077	11 293	13 389	16 358	20 303	23 235
Biens	7 242	7 168	8 092	8 451	9 095	9 556	2 816	2 525	2 783	3 289	3 966	3 901
Services	13 507	13 744	16 705	19 813	24 188	26 348	8 261	8 768	10 607	13 069	16 338	19 334
Transports	787	756	839	998	1 074	1 201	760	804	912	1 149	1 229	1 294
Voyages	2 315	2 422	2 679	2 669	2 678	2 731	227	225	260	235	200	188
Communication	466	504	470	503	567	713	267	233	294	338	514	552
Construction	55	72	101	139	185	212	72	74	86	89	81	150
Services d'assurance	810	824	1 012	1 195	1 355	1 358	290	322	330	378	468	346
Services financiers	7 366	6 906	8 758	11 353	15 082	17 058	5 603	5 742	6 882	8 768	11 448	14 313
Informatique et information	187	630	1 054	994	911	289	141	414	783	872	851	661
Redevances et droits de licence	91	73	100	150	184	194	32	40	61	87	128	106
Autres services aux entreprises	1 280	1 412	1 572	1 673	2 022	2 367	620	683	710	829	1 026	1 220
Services personnels, culturels	125	123	99	129	127	217	46	21	53	65	134	230
Services des adm. publiques nca	24	23	22	9	2	8	201	209	235	258	259	274
Revenus	34 906	34 372	33 286	36 145	46 221	53 484	29 456	26 951	28 720	36 335	47 343	56 815
Rémunération des salariés	35	36	37	38	40	42	797	843	860	973	1 038	1 079
Revenu des investissements	34 872	34 337	33 249	36 106	46 181	53 443	28 659	26 108	27 860	35 362	46 304	55 736
Transferts courants	2 615	2 584	2 428	2 861	3 100	3 703	1 173	847	808	926	1 375	769
Administrations publiques	1 119	1 338	1 347	1 548	1 851	1 987	79	97	104	102	136	80
Autres secteurs	1 496	1 246	1 081	1 314	1 249	1 716	1 094	751	704	825	1 239	690

	Intra EU - 27						Extra EU - 27					
Libellé	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)
Opérations courantes	73 033	73 299	77 949	88 346	107 997	123 717	26 942	23 660	25 480	32 543	43 628	50 194
Biens et services	24 349	24 797	29 578	34 208	40 780	45 186	7 477	7 407	8 608	10 414	12 806	13 953
Biens	8 519	8 344	9 300	9 940	10 647	11 249	1 539	1 348	1 574	1 800	2 414	2 207
Services	15 830	16 453	20 278	24 268	30 133	33 937	5 938	6 059	7 034	8 614	10 392	11 745
Transports	888	857	958	1 160	1 257	1 417	660	703	793	986	1 045	1 078
Voyages	2 479	2 588	2 874	2 840	2 831	2 875	63	58	66	63	48	44
Communication	702	714	730	775	938	1 077	31	24	34	66	143	188
Construction	61	76	104	145	192	218	67	70	83	83	74	144
Services d'assurance	967	973	1 196	1 368	1 604	1 529	134	173	145	205	220	175
Services financiers	8 474	8 118	10 259	13 567	18 379	22 078	4 496	4 531	5 381	6 554	8 152	9 293
Informatique et information	287	1 000	1 793	1 809	1 722	881	41	43	44	57	40	69
Redevances et droits de licence	103	84	126	184	226	217	20	28	36	54	85	83
Autres services aux entreprises	1 505	1 675	1 855	1 986	2 484	2 948	395	421	426	517	564	639
Services personnels, culturels	142	137	128	178	246	415	28	7	23	16	15	32
Services des adm. publiques nca	223	231	256	255	254	282	2	0	1	12	7	0
Revenus	45 431	45 572	45 593	50 920	63 668	74 411	18 931	15 751	16 413	21 560	29 896	35 889
Rémunération des salariés	766	811	825	936	1 001	1 041	65	68	72	75	77	80
Revenu des investissements	44 665	44 762	44 768	49 983	62 667	73 370	18 866	15 683	16 341	21 485	29 819	35 809
Transferts courants	3 253	2 929	2 777	3 219	3 549	4 120	535	502	459	569	926	352
Administrations publiques	1 197	1 422	1 443	1 634	1 944	2 066	1	12	8	16	44	0
Autres secteurs	2 056	1 507	1 334	1 585	1 605	2 054	534	490	451	553	882	352

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

Tableau 3.1.2: Transactions courantes par zones économiques – CREDIT: parts relatives

	Intra zone-euro						Extra zone-euro					
Libellé	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)
												Parts relatives en %
Opérations courantes	58.3	59.7	58.5	55.6	54.5	53.5	41.7	40.3	41.5	44.4	45.5	46.5
Biens et services	65.2	64.9	64.9	63.3	62.1	60.7	34.8	35.1	35.1	36.7	37.9	39.3
Biens	72.0	74.0	74.4	72.0	69.6	71.0	28.0	26.0	25.6	28.0	30.4	29.0
Services	62.1	61.1	61.2	60.3	59.7	57.7	37.9	38.9	38.8	39.7	40.3	42.3
Transports	50.9	48.4	47.9	46.5	46.6	48.1	49.1	51.6	52.1	53.5	53.4	51.9
Voyages	91.1	91.5	91.1	91.9	93.1	93.5	8.9	8.5	8.9	8.1	6.9	6.5
Communication	63.6	68.3	61.5	59.8	52.5	56.4	36.4	31.7	38.5	40.2	47.5	43.6
Construction	43.1	49.3	53.8	61.1	69.5	58.6	56.9	50.7	46.2	38.9	30.5	41.4
Services d'assurance	73.6	71.9	75.4	76.0	74.3	79.7	26.4	28.1	24.6	24.0	25.7	20.3
Services financiers	56.8	54.6	56.0	56.4	56.8	54.4	43.2	45.4	44.0	43.6	43.2	45.6
Informatique et information	57.1	60.3	57.4	53.3	51.7	30.4	42.9	39.7	42.6	46.7	48.3	69.6
Redevances et droits de licence	73.7	65.0	62.3	63.2	59.0	64.7	26.3	35.0	37.7	36.8	41.0	35.3
Autres services aux entreprises	67.4	67.4	68.9	66.9	66.3	66.0	32.6	32.6	31.1	33.1	33.7	34.0
Services personnels, culturels	73.0	85.6	65.3	66.6	48.8	48.6	27.0	14.4	34.7	33.4	51.2	51.4
Services des adm. publiques nca	10.6	9.7	8.4	3.2	0.8	2.9	89.4	90.3	91.6	96.8	99.2	97.1
Revenus	54.2	56.1	53.7	49.9	49.4	48.5	45.8	43.9	46.3	50.1	50.6	51.5
Rémunération des salariés	4.2	4.1	4.2	3.8	3.7	3.7	95.8	95.9	95.8	96.2	96.3	96.3
Revenu des investissements	54.9	56.8	54.4	50.5	49.9	48.9	45.1	43.2	45.6	49.5	50.1	51.1
Transferts courants	69.0	75.3	75.0	75.5	69.3	82.8	31.0	24.7	25.0	24.5	30.7	17.2
Administrations publiques	93.4	93.3	92.8	93.8	93.1	96.1	6.6	6.7	7.2	6.2	6.9	3.9
Autres secteurs	57.8	62.4	60.6	61.4	50.2	71.3	42.2	37.6	39.4	38.6	49.8	28.7

	Intra EU - 27						Extra EU - 27					
Libellé	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)
Opérations courantes	73.1	75.6	75.4	73.1	71.2	71.1	26.9	24.4	24.6	26.9	28.8	28.9
Biens et services	76.5	77.0	77.5	76.7	76.1	76.4	23.5	23.0	22.5	23.3	23.9	23.6
Biens	84.7	86.1	85.5	84.7	81.5	83.6	15.3	13.9	14.5	15.3	18.5	16.4
Services	72.7	73.1	74.2	73.8	74.4	74.3	27.3	26.9	25.8	26.2	25.6	25.7
Transports	57.4	54.9	54.7	54.1	54.6	56.8	42.6	45.1	45.3	45.9	45.4	43.2
Voyages	97.5	97.8	97.8	97.8	98.3	98.5	2.5	2.2	2.2	2.2	1.7	1.5
Communication	95.7	96.8	95.5	92.1	86.8	85.1	4.3	3.2	4.5	7.9	13.2	14.9
Construction	47.5	52.2	55.4	63.6	72.3	60.3	52.5	47.8	44.6	36.4	27.7	39.7
Services d'assurance	87.8	84.9	89.2	87.0	88.0	89.8	12.2	15.1	10.8	13.0	12.0	10.2
Services financiers	65.3	64.2	65.6	67.4	69.3	70.4	34.7	35.8	34.4	32.6	30.7	29.6
Informatique et information	87.5	95.8	97.6	96.9	97.7	92.7	12.5	4.2	2.4	3.1	2.3	7.3
Redevances et droits de licence	83.5	74.8	77.9	77.3	72.6	72.4	16.5	25.2	22.1	22.7	27.4	27.6
Autres services aux entreprises	79.2	79.9	81.3	79.3	81.5	82.2	20.8	20.1	18.7	20.7	18.5	17.8
Services personnels, culturels	83.4	95.3	84.5	91.8	94.3	92.7	16.6	4.7	15.5	8.2	5.7	7.3
Services des adm. publiques nca	99.2	99.9	99.6	95.6	97.4	100.0	0.8	0.1	0.4	4.4	2.6	0.0
Revenus	70.6	74.3	73.5	70.3	68.0	67.5	29.4	25.7	26.5	29.7	32.0	32.5
Rémunération des salariés	92.2	92.2	92.0	92.6	92.8	92.9	7.8	7.8	8.0	7.4	7.2	7.1
Revenu des investissements	70.3	74.1	73.3	69.9	67.8	67.2	29.7	25.9	26.7	30.1	32.2	32.8
Transferts courants	85.9	85.4	85.8	85.0	79.3	92.1	14.1	14.6	14.2	15.0	20.7	7.9
Administrations publiques	99.9	99.1	99.5	99.0	97.8	100.0	0.1	0.9	0.5	1.0	2.2	0.0
Autres secteurs	79.4	75.5	74.7	74.1	64.5	85.4	20.6	24.5	25.3	25.9	35.5	14.6

Source: BCL, STATEC
(1) chiffres provisoires

Tableau 3.2.1: Transactions courantes par zones économiques – DEBIT

	Intra zone-euro						Extra zone-euro					
Libellé	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)
												Unité: Mio EUR
Opérations courantes	54 782	53 328	59 875	69 383	86 068	99 166	42 667	41 529	40 300	48 184	62 010	71 175
Biens et services	18 507	19 265	22 202	24 120	27 910	29 110	6 924	6 773	8 378	10 831	12 702	14 036
Biens	10 355	10 581	11 686	12 215	13 562	14 023	1 923	1 752	2 050	2 923	3 001	2 849
Services	8 152	8 684	10 516	11 906	14 348	15 087	5 001	5 021	6 328	7 908	9 700	11 187
Transports	401	372	447	510	575	750	389	320	407	508	500	513
Voyages	1 749	1 862	2 026	2 058	2 153	2 204	293	284	325	340	339	388
Communication	85	318	481	414	428	181	17	190	391	520	637	466
Construction	221	258	295	316	344	445	23	22	26	27	43	62
Services d'assurance	598	549	674	733	914	780	218	194	238	258	387	257
Services financiers	3 761	3 525	4 351	5 654	7 458	8 238	3 069	3 140	3 790	4 883	6 221	7 696
Informatique et information	184	215	353	371	402	302	116	108	115	177	130	126
Redevances et droits de licence	39	44	58	63	51	48	66	52	59	47	77	231
Autres services aux entreprises	851	1 218	1 514	1 611	1 819	1 895	721	651	889	1 031	1 205	1 221
Services personnels, culturels	255	317	309	166	196	236	70	51	75	101	144	212
Services des adm. publiques nca	9	7	9	10	8	10	18	11	13	14	16	15
Revenus	33 645	31 517	35 005	42 226	54 843	65 612	34 276	33 322	30 488	35 654	47 134	55 371
Rémunération des salariés	4 105	4 349	4 759	5 260	5 921	6 674	4	4	4	4	5	5
Revenu des investissements	29 540	27 169	30 246	36 966	48 922	58 938	34 271	33 318	30 483	35 650	47 129	55 366
Transferts courants	2 630	2 545	2 668	3 037	3 315	4 444	1 468	1 434	1 434	1 700	2 175	1 768
Administrations publiques	976	920	979	1 150	1 155	1 235	313	316	341	370	369	435
Autres secteurs	1 654	1 625	1 689	1 887	2 160	3 209	1 155	1 117	1 093	1 329	1 806	1 334

	Intra EU - 27						Extra EU - 27					
Libellé	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)
Opérations courantes	71 896	72 081	76 925	89 215	110 611	127 516	25 553	22 775	23 249	28 353	37 467	42 825
Biens et services	20 687	21 323	24 836	27 549	32 097	34 075	4 744	4 716	5 744	7 403	8 515	9 071
Biens	11 057	11 082	12 198	12 900	14 227	14 774	1 221	1 251	1 539	2 238	2 337	2 099
Services	9 630	10 241	12 638	14 649	17 870	19 301	3 523	3 465	4 205	5 165	6 178	6 972
Transports	479	437	543	632	676	868	311	255	311	387	400	394
Voyages	1 867	1 988	2 175	2 212	2 304	2 371	175	158	176	186	189	221
Communication	92	445	782	838	955	592	9	62	90	97	110	55
Construction	234	267	305	325	357	455	11	13	16	18	31	52
Services d'assurance	709	643	802	853	1 139	919	108	100	110	139	161	118
Services financiers	4 497	4 256	5 194	6 867	9 144	10 638	2 333	2 409	2 947	3 671	4 535	5 297
Informatique et information	238	274	406	425	461	353	61	48	61	123	71	75
Redevances et droits de licence	55	60	73	77	71	213	50	36	45	33	56	66
Autres services aux entreprises	1 169	1 534	2 019	2 198	2 464	2 497	403	335	383	444	560	619
Services personnels, culturels	277	328	328	208	286	382	48	41	57	59	54	66
Services des adm. publiques nca	13	9	11	15	13	15	14	9	11	10	11	10
Revenus	47 774	47 443	48 610	57 676	74 135	87 927	20 147	17 396	16 883	20 204	27 842	33 056
Rémunération des salariés	4 107	4 351	4 761	5 263	5 924	6 677	2	2	2	2	2	2
Revenu des investissements	43 667	43 092	43 849	52 413	68 211	81 250	20 144	17 394	16 881	20 202	27 840	33 054
Transferts courants	3 435	3 315	3 479	3 990	4 380	5 514	663	664	622	747	1 110	698
Administrations publiques	1 194	1 138	1 201	1 390	1 382	1 511	95	99	119	131	142	158
Autres secteurs	2 242	2 177	2 278	2 601	2 998	4 003	568	565	504	616	968	540

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

D'un point de vue statistique les organisations européennes (à l'exception de la BCE) sont considérées comme extérieures à la zone euro.

Tableau 3.2.2: Transactions courantes par zones économiques – DEBIT: parts relatives

	Intra zone-euro						Extra zone-euro					
Libellé	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)
												Parts relatives en %
Opérations courantes	56.2	56.2	59.8	59.0	58.1	58.2	43.8	43.8	40.2	41.0	41.9	41.8
Biens et services	72.8	74.0	72.6	69.0	68.7	67.5	27.2	26.0	27.4	31.0	31.3	32.5
Biens	84.3	85.8	85.1	80.7	81.9	83.1	15.7	14.2	14.9	19.3	18.1	16.9
Services	62.0	63.4	62.4	60.1	59.7	57.4	38.0	36.6	37.6	39.9	40.3	42.6
Transports	50.7	53.7	52.4	50.1	53.5	59.4	49.3	46.3	47.6	49.9	46.5	40.6
Voyages	85.7	86.8	86.2	85.8	86.4	85.0	14.3	13.2	13.8	14.2	13.6	15.0
Communication	83.5	62.6	55.2	44.3	40.2	28.0	16.5	37.4	44.8	55.7	59.8	72.0
Construction	90.4	92.0	91.9	92.2	88.8	87.8	9.6	8.0	8.1	7.8	11.2	12.2
Services d'assurance	73.3	73.9	73.9	73.9	70.3	75.2	26.7	26.1	26.1	26.1	29.7	24.8
Services financiers	55.1	52.9	53.4	53.7	54.5	51.7	44.9	47.1	46.6	46.3	45.5	48.3
Informatique et information	61.4	66.6	75.5	67.7	75.5	70.5	38.6	33.4	24.5	32.3	24.5	29.5
Redevances et droits de licence	36.8	46.1	49.4	57.2	39.6	17.1	63.2	53.9	50.6	42.8	60.4	82.9
Autres services aux entreprises	54.1	65.2	63.0	61.0	60.1	60.8	45.9	34.8	37.0	39.0	39.9	39.2
Services personnels, culturels	78.5	86.1	80.5	62.1	57.6	52.6	21.5	13.9	19.5	37.9	42.4	47.4
Services des adm. publiques nca	32.8	40.0	38.8	41.0	33.3	39.4	67.2	60.0	61.2	59.0	66.7	60.6
Revenus	49.5	48.6	53.4	54.2	53.8	54.2	50.5	51.4	46.6	45.8	46.2	45.8
Rémunération des salariés	99.9	99.9	99.9	99.9	99.9	99.9	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Revenu des investissements	46.3	44.9	49.8	50.9	50.9	51.6	53.7	55.1	50.2	49.1	49.1	48.4
Transferts courants	64.2	64.0	65.0	64.1	60.4	71.5	35.8	36.0	35.0	35.9	39.6	28.5
Administrations publiques	75.7	74.4	74.2	75.6	75.8	74.0	24.3	25.6	25.8	24.4	24.2	26.0
Autres secteurs	58.9	59.3	60.7	58.7	54.5	70.6	41.1	40.7	39.3	41.3	45.5	29.4

	Intra EU - 27						Extra EU - 27					
Libellé	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)
Opérations courantes	73.8	76.0	76.8	75.9	74.7	74.9	26.2	24.0	23.2	24.1	25.3	25.1
Biens et services	81.3	81.9	81.2	78.8	79.0	79.0	18.7	18.1	18.8	21.2	21.0	21.0
Biens	90.1	89.9	88.8	85.2	85.9	87.6	9.9	10.1	11.2	14.8	14.1	12.4
Services	73.2	74.7	75.0	73.9	74.3	73.5	26.8	25.3	25.0	26.1	25.7	26.5
Transports	60.6	63.1	63.6	62.0	62.8	68.8	39.4	36.9	36.4	38.0	37.2	31.2
Voyages	91.4	92.7	92.5	92.2	92.4	91.5	8.6	7.3	7.5	7.8	7.6	8.5
Communication	91.2	87.8	89.7	89.7	89.7	91.5	8.8	12.2	10.3	10.3	10.3	8.5
Construction	95.7	95.4	95.0	94.9	92.0	89.8	4.3	4.6	5.0	5.1	8.0	10.2
Services d'assurance	86.8	86.6	88.0	86.0	87.6	88.6	13.2	13.4	12.0	14.0	12.4	11.4
Services financiers	65.8	63.9	63.8	65.2	66.8	66.8	34.2	36.1	36.2	34.8	33.2	33.2
Informatique et information	79.6	85.1	87.0	77.6	86.6	82.4	20.4	14.9	13.0	22.4	13.4	17.6
Redevances et droits de licence	52.2	62.5	62.0	70.1	55.8	76.4	47.8	37.5	38.0	29.9	44.2	23.6
Autres services aux entreprises	74.4	82.1	84.0	83.2	81.5	80.1	25.6	17.9	16.0	16.8	18.5	19.9
Services personnels, culturels	85.2	88.9	85.3	78.0	84.1	85.3	14.8	11.1	14.7	22.0	15.9	14.7
Services des adm. publiques nca	48.3	49.9	51.7	60.3	54.3	59.6	51.7	50.1	48.3	39.7	45.7	40.4
Revenus	70.3	73.2	74.2	74.1	72.7	72.7	29.7	26.8	25.8	25.9	27.3	27.3
Rémunération des salariés	99.9	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Revenu des investissements	68.4	71.2	72.2	72.2	71.0	71.1	31.6	28.8	27.8	27.8	29.0	28.9
Transferts courants	83.8	83.3	84.8	84.2	79.8	88.8	16.2	16.7	15.2	15.8	20.2	11.2
Administrations publiques	92.6	92.0	91.0	91.4	90.7	90.5	7.4	8.0	9.0	8.6	9.3	9.5
Autres secteurs	79.8	79.4	81.9	80.9	75.6	88.1	20.2	20.6	18.1	19.1	24.4	11.9

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

D'un point de vue statistique les organisations européennes (à l'exception de la BCE) sont considérées comme extérieures à la zone euro.

Tableau 3.3: Transactions courantes par zones économiques - NET

	Intra zone-euro						Extra zone-euro					
Libellé	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)
											Unité:	Mio EUR
Opérations courantes	3 488	4 541	637	-2 114	-3 464	-6 075	-962	-2 438	2 617	5 435	7 011	9 645
Biens et services	2 242	1 646	2 595	4 143	5 373	6 794	4 153	4 519	5 011	5 527	7 602	9 199
Biens	-3 113	-3 413	-3 594	-3 764	-4 468	-4 467	893	773	732	366	964	1 052
Services	5 355	5 059	6 190	7 907	9 840	11 261	3 260	3 746	4 279	5 161	6 637	8 148
Transports	387	383	392	488	498	452	371	484	506	640	728	781
Voyages	566	560	654	611	526	527	-66	-59	-65	-105	-139	-199
Communication	381	186	-11	89	140	532	250	44	-97	-182	-123	86
Construction	-166	-186	-195	-177	-159	-233	49	52	60	62	38	88
Services d'assurance	212	275	338	462	441	578	72	128	92	120	82	88
Services financiers	3 606	3 381	4 407	5 699	7 624	8 819	2 534	2 603	3 092	3 885	5 227	6 617
Informatique et information	3	415	701	623	509	-13	25	306	668	695	721	535
Redevances et droits de licence	52	29	42	87	133	146	-34	-12	1	40	50	-125
Autres services aux entreprises	430	194	58	63	203	472	-101	33	-179	-202	-179	-1
Services personnels, culturels	-130	-194	-210	-36	-69	-18	-24	-30	-22	-37	-11	18
Services des adm. publiques nca	15	15	13	-1	-6	-1	184	198	222	244	243	259
Revenus	1 262	2 855	-1 718	-6 081	-8 622	-12 127	-4 820	-6 371	-1 768	681	209	1 444
Rémunération des salariés	-4 070	-4 313	-4 721	-5 222	-5 881	-6 632	792	839	855	968	1 033	1 074
Revenu des investissements	5 332	7 168	3 003	-859	-2 741	-5 495	-5 612	-7 210	-2 623	-288	-824	370
Transferts courants	-16	39	-240	-176	-215	-741	-295	-586	-626	-773	-800	-999
Administrations publiques	143	418	368	398	696	752	-234	-220	-236	-269	-232	-355
Autres secteurs	-158	-379	-608	-574	-911	-1 493	-61	-367	-389	-504	-568	-644

	Intra EU - 27						Extra EU - 27					
Libellé	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)
Opérations courantes	1 137	1 218	1 023	-869	-2 615	-3 800	1 389	885	2 231	4 190	6 161	7 369
Biens et services	3 662	3 474	4 742	6 659	8 683	11 111	2 733	2 691	2 864	3 011	4 291	4 881
Biens	-2 539	-2 738	-2 897	-2 960	-3 580	-3 524	318	98	35	-438	77	109
Services	6 200	6 212	7 640	9 618	12 264	14 636	2 415	2 594	2 829	3 449	4 214	4 773
Transports	409	420	415	529	581	548	349	447	482	599	646	684
Voyages	612	600	699	629	527	505	-112	-99	-110	-123	-141	-177
Communication	609	268	-52	-63	-16	485	22	-38	-56	-31	33	134
Construction	-173	-191	-202	-180	-164	-236	56	57	67	65	43	92
Services d'assurance	258	330	394	515	465	609	26	74	36	67	59	57
Services financiers	3 977	3 862	5 065	6 700	9 235	11 441	2 162	2 122	2 435	2 884	3 617	3 996
Informatique et information	48	726	1 386	1 384	1 262	529	-20	-5	-17	-65	-31	-7
Redevances et droits de licence	48	24	53	106	155	4	-30	-8	-9	21	29	17
Autres services aux entreprises	336	141	-164	-212	20	451	-8	86	43	73	4	20
Services personnels, culturels	-135	-191	-199	-30	-41	33	-20	-34	-33	-43	-39	-33
Services des adm. publiques nca	211	222	245	241	241	268	-12	-9	-10	2	-4	-10
Revenus	-2 343	-1 871	-3 017	-6 756	-10 467	-13 517	-1 216	-1 645	-470	1 356	2 055	2 833
Rémunération des salariés	-3 341	-3 540	-3 936	-4 326	-4 923	-5 636	63	66	70	73	75	78
Revenu des investissements	998	1 669	920	-2 430	-5 544	-7 880	-1 279	-1 711	-540	1 283	1 979	2 755
Transferts courants	-182	-385	-702	-771	-831	-1 394	-128	-162	-164	-178	-184	-345
Administrations publiques	3	285	242	244	562	555	-94	-86	-111	-115	-98	-158
Autres secteurs	-185	-670	-944	-1 015	-1 393	-1 949	-34	-76	-53	-63	-86	-188

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

D'un point de vue statistique les organisations européennes (à l'exception de la BCE) sont considérées comme extérieures à la zone euro.

Tableau 4.1: Transactions courantes du Luxembourg avec les pays limitrophes – CREDIT

	Unité: Mio EUR						Parts relatives en % du total					
Libellé	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)
Pays de contrepartie: Allemagne												
Transactions courantes	23 117	20 868	20 682	22 289	27 746	30 673	23.1	21.5	20.0	18.4	18.3	17.6
Biens et services	6 542	6 744	7 951	9 223	11 054	11 631	20.6	20.9	20.8	20.7	20.6	19.7
Biens	2 436	2 461	2 724	2 929	3 131	3 364	24.2	25.4	25.1	24.9	24.0	25.0
Services	4 107	4 283	5 227	6 294	7 923	8 267	18.9	19.0	19.1	19.1	19.6	18.1
Services financiers	2 488	2 381	2 858	3 804	5 163	5 771	19.2	18.8	18.3	18.9	19.5	18.4
Services autres que financiers	1 619	1 902	2 369	2 489	2 760	2 496	18.4	19.3	20.3	19.5	19.7	17.4
Revenus	15 900	13 703	12 302	12 504	15 922	18 265	24.7	22.3	19.8	17.3	17.0	16.6
Rémunération des salariés	10	10	10	11	11	11	1.1	1.1	1.1	1.0	1.0	1.0
Revenu des investissements	15 891	13 693	12 292	12 493	15 911	18 254	25.0	22.7	20.1	17.5	17.2	16.7
Transferts courants	675	421	428	563	769	777	17.8	12.3	13.2	14.9	17.2	17.4
Administrations publiques	250	277	314	365	441	499	20.9	19.3	21.7	22.2	22.2	24.1
Autres secteurs	424	143	114	197	328	278	16.4	7.2	6.4	9.2	13.2	11.6
Pays de contrepartie: Belgique												
Transactions courantes	7 288	7 237	7 789	8 657	10 514	10 846	7.3	7.5	7.5	7.2	6.9	6.2
Biens et services	4 113	4 144	4 536	5 308	5 915	6 021	12.9	12.9	11.9	11.9	11.0	10.2
Biens	1 121	1 133	1 215	1 286	1 488	1 528	11.1	11.7	11.2	11.0	11.4	11.4
Services	2 992	3 011	3 321	4 022	4 428	4 493	13.7	13.4	12.2	12.2	10.9	9.8
Services financiers	1 430	1 367	1 563	2 117	2 548	2 339	11.0	10.8	10.0	10.5	9.6	7.5
Services autres que financiers	1 562	1 645	1 758	1 904	1 879	2 154	17.8	16.7	15.1	14.9	13.4	15.1
Revenus	2 641	2 377	2 677	2 697	3 887	4 029	4.1	3.9	4.3	3.7	4.2	3.7
Rémunération des salariés	10	10	10	11	11	12	1.2	1.1	1.2	1.1	1.0	1.0
Revenu des investissements	2 631	2 367	2 666	2 686	3 876	4 017	4.1	3.9	4.4	3.8	4.2	3.7
Transferts courants	534	716	576	652	712	796	14.1	20.9	17.8	17.2	15.9	17.8
Administrations publiques	352	500	423	486	565	603	29.4	34.8	29.1	29.4	28.4	29.2
Autres secteurs	183	216	153	167	147	193	7.1	10.8	8.6	7.8	5.9	8.0
Pays de contrepartie: France												
Transactions courantes	9 811	9 357	11 817	13 287	15 668	18 064	9.8	9.7	11.4	11.0	10.3	10.4
Biens et services	4 278	4 444	5 207	5 489	6 079	6 868	13.4	13.8	13.6	12.3	11.3	11.6
Biens	1 884	1 885	2 061	1 991	2 079	2 167	18.7	19.4	19.0	17.0	15.9	16.1
Services	2 394	2 559	3 146	3 498	4 000	4 700	11.0	11.4	11.5	10.6	9.9	10.3
Services financiers	712	613	832	1 102	1 480	2 143	5.5	4.8	5.3	5.5	5.6	6.8
Services autres que financiers	1 682	1 946	2 314	2 396	2 520	2 558	19.1	19.7	19.8	18.8	18.0	17.9
Revenus	4 504	3 668	5 375	6 396	8 249	9 462	7.0	6.0	8.7	8.8	8.8	8.6
Rémunération des salariés	10	10	10	11	11	12	1.2	1.1	1.2	1.1	1.1	1.1
Revenu des investissements	4 494	3 658	5 365	6 386	8 237	9 450	7.1	6.1	8.8	8.9	8.9	8.7
Transferts courants	1 030	1 246	1 235	1 402	1 341	1 735	27.2	36.3	38.2	37.0	30.0	38.8
Administrations publiques	516	553	602	682	794	878	43.1	38.6	41.5	41.4	40.0	42.5
Autres secteurs	513	692	633	720	546	857	19.8	34.7	35.5	33.6	22.0	35.6

Source: BCL, STATEC
(1) chiffres provisoires

Tableau 4.2: Transactions courantes du Luxembourg avec les pays limitrophes – DEBIT

	Unité: Mio EUR						Parts relatives en % du total					
Libellé	2002	2003	2004	2005	2006	2007[(1)]	2002	2003	2004	2005	2006	2007[(1)]
Pays de contrepartie: Allemagne												
Transactions courantes	19 411	18 180	18 997	21 594	27 552	31 681	19.9	19.2	19.0	18.4	18.6	18.6
Biens et services	5 357	5 628	6 622	7 359	8 550	8 862	21.1	21.6	21.7	21.1	21.1	20.5
Biens	3 263	3 379	3 600	3 812	4 318	4 755	26.6	27.4	26.2	25.2	26.1	28.2
Services	2 094	2 249	3 022	3 547	4 233	4 107	15.9	16.4	17.9	17.9	17.6	15.6
Services financiers	1 100	958	1 242	1 740	2 148	2 082	16.1	14.4	15.3	16.5	15.7	13.1
Services autres que financiers	993	1 292	1 781	1 807	2 084	2 026	15.7	18.3	20.5	19.5	20.1	19.6
Revenus	13 612	12 088	11 971	13 876	18 484	22 287	20.0	18.6	18.3	17.8	18.1	18.4
Rémunération des salariés	888	970	1 099	1 240	1 434	1 617	21.6	22.3	23.1	23.6	24.2	24.2
Revenu des investissements	12 724	11 118	10 872	12 636	17 050	20 671	19.9	18.4	17.9	17.4	17.8	18.1
Transferts courants	442	463	404	359	518	532	10.8	11.6	9.9	7.6	9.4	8.6
Administrations publiques	129	146	151	181	189	204	10.0	11.8	11.5	11.9	12.4	12.2
Autres secteurs	313	317	253	177	329	327	11.1	11.6	9.1	5.5	8.3	7.2
Pays de contrepartie: Belgique												
Transactions courantes	12 144	11 907	13 201	14 722	17 796	19 836	12.5	12.6	13.2	12.5	12.0	11.6
Biens et services	5 926	5 830	6 553	7 030	7 831	8 053	23.3	22.4	21.4	20.1	19.3	18.7
Biens	4 194	4 230	4 818	4 986	5 581	5 470	34.2	34.3	35.1	32.9	33.7	32.4
Services	1 732	1 600	1 736	2 044	2 250	2 583	13.2	11.7	10.3	10.3	9.4	9.8
Services financiers	768	653	689	936	1 075	1 277	11.2	9.8	8.5	8.9	7.9	8.0
Services autres que financiers	964	947	1 047	1 107	1 175	1 305	15.3	13.4	12.0	11.9	11.3	12.6
Revenus	5 556	5 594	6 172	7 134	9 476	11 204	8.2	8.6	9.4	9.2	9.3	9.3
Rémunération des salariés	1 271	1 340	1 449	1 586	1 757	1 980	30.9	30.8	30.4	30.1	29.6	29.7
Revenu des investissements	4 285	4 254	4 723	5 548	7 719	9 224	6.7	7.0	7.8	7.6	8.0	8.1
Transferts courants	661	483	476	558	489	578	16.1	12.1	11.6	11.8	8.9	9.3
Administrations publiques	408	289	329	400	373	392	31.6	23.4	24.9	26.3	24.5	23.5
Autres secteurs	254	194	147	159	116	187	9.0	7.1	5.3	4.9	2.9	4.1
Pays de contrepartie: France												
Transactions courantes	8 907	8 740	10 757	11 708	13 483	15 489	9.1	9.2	10.7	10.0	9.1	9.1
Biens et services	3 570	3 611	4 286	4 278	5 032	5 102	14.0	13.9	14.0	12.2	12.4	11.8
Biens	1 798	1 721	1 903	1 757	1 914	1 981	14.6	14.0	13.9	11.6	11.6	11.7
Services	1 772	1 891	2 383	2 521	3 119	3 120	13.5	13.8	14.1	12.7	13.0	11.9
Services financiers	519	370	561	724	1 079	1 249	7.6	5.5	6.9	6.9	7.9	7.8
Services autres que financiers	1 253	1 521	1 822	1 797	2 040	1 871	19.8	21.6	20.9	19.4	19.7	18.1
Revenus	4 335	4 201	5 539	6 426	7 545	9 232	6.4	6.5	8.5	8.3	7.4	7.6
Rémunération des salariés	1 944	2 036	2 210	2 433	2 728	3 075	47.3	46.8	46.4	46.2	46.0	46.0
Revenu des investissements	2 391	2 165	3 329	3 993	4 817	6 157	3.7	3.6	5.5	5.5	5.0	5.4
Transferts courants	1 002	928	932	1 004	906	1 156	24.4	23.3	22.7	21.2	16.5	18.6
Administrations publiques	332	368	378	441	455	492	25.8	29.8	28.6	29.0	29.8	29.5
Autres secteurs	670	560	554	563	451	664	23.8	20.4	19.9	17.5	11.4	14.6

Source: BCL, STATEC
(1) chiffres provisoires

Tableau 4.3: Transactions courantes du Luxembourg avec les pays limitrophes – NET

	Unité: Mio EUR						Taux de couverture en %					
Libellé	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)
Pays de contrepartie: Allemagne												
Transactions courantes	3 706	2 688	1 685	695	193	-1 008	119	115	109	103	101	97
Biens et services	1 186	1 116	1 329	1 863	2 504	2 769	122	120	120	125	129	131
Biens	-827	-918	-875	-883	-1 186	-1 391	75	73	76	77	73	71
Services	2 013	2 034	2 205	2 746	3 690	4 159	196	190	173	177	187	201
Services financiers	1 388	1 423	1 617	2 064	3 015	3 689	226	249	230	219	240	277
Services autres que financiers	625	611	588	682	675	470	163	147	133	138	132	123
Revenus	2 288	1 615	331	-1 372	-2 562	-4 022	117	113	103	90	86	82
Rémunération des salariés	-879	-961	-1 089	-1 229	-1 423	-1 605	1	1	1	1	1	1
Revenu des investissements	3 167	2 575	1 420	-143	-1 139	-2 417	125	123	113	99	93	88
Transferts courants	232	-42	24	204	252	245	153	91	106	157	149	146
Administrations publiques	121	131	163	184	252	295	194	190	207	202	234	244
Autres secteurs	111	-174	-139	20	-1	-49	136	45	45	111	100	85
Pays de contrepartie: Belgique												
Transactions courantes	-4 856	-4 670	-5 412	-6 065	-7 281	-8 990	60	61	59	59	59	55
Biens et services	-1 814	-1 686	-2 017	-1 722	-1 915	-2 033	69	71	69	76	76	75
Biens	-3 073	-3 097	-3 602	-3 700	-4 093	-3 943	27	27	25	26	27	28
Services	1 260	1 412	1 586	1 978	2 178	1 910	173	188	191	197	197	174
Services financiers	662	714	874	1 181	1 473	1 062	186	209	227	226	237	183
Services autres que financiers	598	698	711	797	704	849	162	174	168	172	160	165
Revenus	-2 915	-3 217	-3 495	-4 437	-5 589	-7 175	48	42	43	38	41	36
Rémunération des salariés	-1 261	-1 330	-1 439	-1 575	-1 746	-1 969	1	1	1	1	1	1
Revenu des investissements	-1 654	-1 886	-2 057	-2 862	-3 843	-5 207	61	56	56	48	50	44
Transferts courants	-127	233	100	94	223	218	81	148	121	117	146	138
Administrations publiques	-56	211	93	86	192	211	86	173	128	121	151	154
Autres secteurs	-71	22	6	8	31	7	72	111	104	105	127	104
Pays de contrepartie: France												
Transactions courantes	904	617	1 061	1 579	2 185	2 574	110	107	110	113	116	117
Biens et services	707	832	921	1 210	1 046	1 766	120	123	121	128	121	135
Biens	86	164	158	234	166	186	105	110	108	113	109	109
Services	621	668	763	976	881	1 580	135	135	132	139	128	151
Services financiers	193	244	271	378	401	894	137	166	148	152	137	172
Services autres que financiers	429	425	492	599	480	686	134	128	127	133	124	137
Revenus	169	-533	-164	-29	704	230	104	87	97	100	109	102
Rémunération des salariés	-1 934	-2 026	-2 199	-2 422	-2 717	-3 063	1	0	0	0	0	0
Revenu des investissements	2 103	1 494	2 036	2 393	3 421	3 293	188	169	161	160	171	153
Transferts courants	28	318	303	398	435	579	103	134	132	140	148	150
Administrations publiques	184	186	224	241	340	386	155	150	159	155	175	178
Autres secteurs	-156	132	78	156	95	193	77	124	114	128	121	129

Source: BCL, STATEC
(1) chiffres provisoires

Tableau 4.4: Transactions courantes du Luxembourg avec les pays limitrophes – TOTAL

	Unité: Mio EUR						Parts relatives en % du total					
Libellé	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)
CREDIT (Allemagne + Belgique + France)												
Transactions courantes	40 216	37 463	40 288	44 233	53 928	59 583	40.2	38.6	39.0	36.6	35.6	34.3
Biens et services	14 932	15 332	17 695	20 019	23 048	24 519	46.9	47.6	46.3	44.9	43.0	41.5
Biens	5 440	5 479	6 000	6 206	6 698	7 059	54.1	56.5	55.2	52.9	51.3	52.5
Services	9 492	9 853	11 694	13 813	16 350	17 461	43.6	43.8	42.8	42.0	40.3	38.2
Services financiers	4 629	4 361	5 254	7 024	9 192	10 253	35.7	34.5	33.6	34.9	34.6	32.7
Services autres que financiers	4 863	5 493	6 440	6 789	7 158	7 208	55.3	55.7	55.2	53.2	51.1	50.4
Revenus	23 045	19 748	20 354	21 597	28 058	31 756	35.8	32.2	32.8	29.8	30.0	28.8
Rémunération des salariés	29	30	31	32	34	35	3.5	3.4	3.5	3.2	3.1	3.1
Revenu des investissements	23 016	19 719	20 323	21 565	28 024	31 721	36.2	32.6	33.3	30.2	30.3	29.1
Transferts courants	2 238	2 382	2 239	2 617	2 822	3 307	59.1	69.4	69.2	69.1	63.1	73.9
Administrations publiques	1 118	1 331	1 339	1 533	1 801	1 979	93.4	92.7	92.3	93.0	90.6	95.8
Autres secteurs	1 120	1 051	900	1 083	1 021	1 328	43.2	52.6	50.4	50.7	41.1	55.2
DEBIT (Allemagne + Belgique + France)												
Transactions courantes	40 462	38 827	42 955	48 025	58 831	67 006	41.5	40.9	42.9	40.8	39.7	39.3
Biens et services	14 853	15 070	17 461	18 667	21 413	22 017	58.4	57.9	57.1	53.4	52.7	51.0
Biens	9 255	9 330	10 320	10 555	11 812	12 207	75.4	75.7	75.1	69.7	71.3	72.3
Services	5 598	5 740	7 141	8 113	9 601	9 811	42.6	41.9	42.4	40.9	39.9	37.3
Services financiers	2 387	1 980	2 492	3 401	4 302	4 608	34.9	29.7	30.6	32.3	31.5	28.9
Services autres que financiers	3 211	3 760	4 650	4 712	5 299	5 203	50.8	53.4	53.4	50.8	51.1	50.3
Revenus	23 503	21 883	23 681	27 436	35 505	42 723	34.6	33.7	36.2	35.2	34.8	35.3
Rémunération des salariés	4 103	4 347	4 757	5 259	5 920	6 672	99.9	99.9	99.9	99.9	99.9	99.9
Revenu des investissements	19 400	17 536	18 924	22 177	29 586	36 051	30.4	29.0	31.2	30.5	30.8	31.5
Transferts courants	2 106	1 874	1 813	1 921	1 913	2 266	51.4	47.1	44.2	40.6	34.8	36.5
Administrations publiques	869	803	859	1 022	1 017	1 088	67.4	64.9	65.1	67.2	66.7	65.2
Autres secteurs	1 236	1 071	954	899	896	1 178	44.0	39.1	34.3	28.0	22.6	25.9
NET (Allemagne + Belgique + France)							**Taux de couverture en %**					
Transactions courantes	-246	-1 364	-2 667	-3 792	-4 903	-7 423	99	96	94	92	92	89
Biens et services	79	262	234	1 352	1 635	2 502	101	102	101	107	108	111
Biens	-3 815	-3 851	-4 319	-4 349	-5 114	-5 148	59	59	58	59	57	58
Services	3 894	4 114	4 553	5 701	6 749	7 650	170	172	164	170	170	178
Services financiers	2 243	2 380	2 762	3 623	4 889	5 645	194	220	211	207	214	222
Services autres que financiers	1 652	1 733	1 791	2 077	1 859	2 005	151	146	139	144	135	139
Revenus	-458	-2 135	-3 328	-5 839	-7 448	-10 967	98	90	86	79	79	74
Rémunération des salariés	-4 074	-4 317	-4 726	-5 227	-5 886	-6 637	1	1	1	1	1	1
Revenu des investissements	3 616	2 183	1 399	-612	-1 562	-4 330	119	112	107	97	95	88
Transferts courants	133	508	427	695	909	1 042	106	127	124	136	148	146
Administrations publiques	249	528	481	511	784	892	129	166	156	150	177	182
Autres secteurs	-116	-20	-54	184	125	150	91	98	94	120	114	113

Source: BCL, STATEC

(1) chiffres provisoires

Tableau 5: Transactions courantes du Luxembourg par pays partenaire

	Credit				Debit				Net			
Libellé	2004	2005	2006	2007(1)	2004	2005	2006	2007(1)	2004	2005	2006	2007(1)
Pays de contrepartie: Autriche											Unité:	Mio EUR
Transactions courantes	1 105	1 230	1 359	1 521	547	616	808	1 129	558	614	551	391
Biens	241	327	366	278	102	119	131	136	139	208	235	142
Services	114	147	234	219	173	167	218	233	-59	-20	16	-14
Services financiers	63	92	164	127	69	45	92	87	-6	47	72	40
Services autres que financiers	51	55	71	92	104	122	127	145	-53	-67	-56	-54
Revenus	746	752	751	1 018	267	326	455	753	478	426	296	265
Transferts courants	4	4	7	6	5	4	3	8	-1	0	4	-2
Pays de contrepartie: Espagne												
Transactions courantes	2 587	3 084	4 324	5 365	2 041	3 025	3 348	3 729	545	59	976	1 637
Biens	385	403	392	450	121	125	127	162	265	279	265	288
Services	565	654	827	1 032	334	393	464	539	231	261	363	492
Services financiers	341	401	550	740	94	109	194	264	246	292	356	476
Services autres que financiers	224	252	277	291	239	283	270	276	-15	-31	7	16
Revenus	1 581	1 966	3 024	3 819	1 511	2 364	2 687	2 899	71	-399	338	920
Transferts courants	55	61	80	64	76	144	70	127	-21	-82	10	-63
Pays de contrepartie: Finlande												
Transactions courantes	420	494	615	801	236	329	458	615	184	165	157	186
Biens	58	76	55	63	21	35	51	42	38	41	4	20
Services	85	118	172	272	38	40	62	79	48	78	110	193
Services financiers	64	78	113	194	17	19	33	49	47	59	80	145
Services autres que financiers	21	40	59	78	21	21	29	30	0	20	30	48
Revenus	275	297	386	465	176	252	345	492	99	45	42	-27
Transferts courants	1	3	2	2	2	2	1	2	-1	1	1	0
Pays de contrepartie: Grèce												
Transactions courantes	489	567	731	967	114	142	245	622	375	425	486	345
Biens	33	35	42	37	5	4	4	5	28	31	38	33
Services	59	59	115	158	51	58	73	103	8	1	42	55
Services financiers	21	30	81	115	7	11	22	36	13	19	59	79
Services autres que financiers	38	29	34	42	43	46	51	66	-5	-17	-17	-24
Revenus	395	446	569	715	55	79	168	491	340	367	401	224
Transferts courants	2	28	5	57	3	1	1	24	-1	26	5	33

Source: BCL, STATEC
(1) chiffres provisoires

Tableau 5: Transactions courantes du Luxembourg par pays partenaire (suite)

	Credit				Debit				Net			
Libellé	2004	2005	2006	2007(1)	2004	2005	2006	2007(1)	2004	2005	2006	2007(1)
Pays de contrepartie: Irlande												Unité: Mio EUR
Transactions courantes	2 160	2 604	3 089	3 780	1 551	2 038	2 958	3 029	609	566	130	752
Biens	38	41	38	46	94	85	82	83	-56	-44	-44	-36
Services	227	278	359	455	483	627	814	730	-256	-348	-454	-275
Services financiers	160	198	269	318	355	464	640	599	-195	-266	-371	-281
Services autres que financiers	67	81	91	137	128	163	174	131	-61	-82	-83	6
Revenus	1 860	2 260	2 639	3 240	960	1 311	2 052	2 201	899	949	587	1 039
Transferts courants	35	24	52	38	13	16	10	15	22	9	42	24
Pays de contrepartie: Italie												
Transactions courantes	8 351	9 503	11 570	12 602	8 263	10 126	12 615	13 910	88	-623	-1 045	-1 307
Biens	721	691	700	711	343	405	434	374	379	286	266	337
Services	2 536	3 018	4 059	4 367	1 426	1 648	2 072	2 460	1 110	1 370	1 987	1 907
Services financiers	2 228	2 651	3 547	3 982	1 065	1 254	1 642	2 026	1 163	1 396	1 905	1 956
Services autres que financiers	308	367	512	385	361	394	429	434	-53	-26	82	-49
Revenus	5 075	5 763	6 769	7 489	6 423	7 991	10 013	10 989	-1 348	-2 228	-3 244	-3 501
Transferts courants	19	31	42	35	72	82	96	87	-53	-51	-54	-51
Pays de contrepartie: Pays-Bas												
Transactions courantes	4 465	4 825	6 017	6 970	3 088	3 793	4 902	6 323	1 377	1 033	1 115	648
Biens	555	626	737	798	652	857	873	958	-96	-230	-135	-160
Services	1 302	1 586	1 891	2 181	716	695	833	898	586	891	1 058	1 284
Services financiers	558	800	1 054	1 201	227	320	470	497	331	480	584	704
Services autres que financiers	744	785	837	980	489	375	363	401	255	411	474	579
Revenus	2 552	2 546	3 323	3 908	1 612	2 152	3 155	4 374	940	394	168	-465
Transferts courants	56	68	65	83	108	89	42	93	-52	-22	24	-10
Pays de contrepartie: Portugal												
Transactions courantes	476	476	627	723	505	530	657	800	-30	-54	-31	-77
Biens	58	46	64	85	29	31	33	36	29	15	30	50
Services	92	103	134	138	138	147	177	189	-46	-44	-43	-51
Services financiers	50	56	80	83	15	18	41	43	35	38	39	40
Services autres que financiers	42	47	54	55	124	129	136	146	-81	-82	-82	-90
Revenus	308	303	408	469	222	222	326	437	85	82	82	32
Transferts courants	18	23	20	29	116	129	121	138	-98	-106	-101	-108

Source: BCL, STATEC
(1) chiffres provisoires

Tableau 5: Transactions courantes du Luxembourg par pays partenaire (suite)

	Credit				Debit				Net			
Libellé	2004	2005	2006	2007(1)	2004	2005	2006	2007(1)	2004	2005	2006	2007(1)
Pays de contrepartie: Danemark												Unité: Mio EUR
Transactions courantes	604	737	946	1 240	282	340	371	510	323	397	575	730
Biens	72	118	128	129	31	46	31	29	41	72	97	100
Services	103	117	121	162	52	67	80	108	51	51	41	54
Services financiers	48	60	64	89	10	16	19	30	38	44	44	59
Services autres que financiers	55	58	57	72	43	51	60	78	13	7	-3	-5
Revenus	421	491	687	937	187	221	255	362	234	270	432	575
Transferts courants	9	11	11	13	11	7	6	11	-2	5	5	2
Pays de contrepartie: Royaume-Uni												
Transactions courantes	12 451	15 447	18 473	22 792	14 353	16 624	20 747	23 577	-1 901	-1 177	-2 275	-784
Biens	609	770	700	742	257	381	372	377	353	389	328	365
Services	2 553	3 314	4 552	6 053	1 782	2 358	3 021	3 624	771	956	1 531	2 429
Services financiers	1 104	1 716	2 614	4 210	747	1 099	1 516	2 161	357	617	1 098	2 050
Services autres que financiers	1 449	1 598	1 938	1 843	1 035	1 260	1 504	1 463	414	338	433	379
Revenus	9 208	11 277	13 050	15 856	12 149	13 679	17 058	19 337	-2 941	-2 402	-4 008	-3 481
Transferts courants	81	86	170	142	165	206	297	239	-84	-120	-127	-97
Pays de contrepartie: Suède												
Transactions courantes	1 705	1 780	2 219	2 590	1 468	1 715	2 062	2 329	238	65	157	262
Biens	132	149	159	181	46	47	89	110	86	102	70	71
Services	449	533	681	694	174	177	259	275	275	356	422	419
Services financiers	314	387	505	560	72	72	115	162	242	315	390	398
Services autres que financiers	136	146	176	134	102	105	144	113	33	41	32	21
Revenus	1 096	1 068	1 338	1 678	1 136	1 346	1 570	1 794	-41	-278	-232	-116
Transferts courants	29	30	40	38	111	145	144	150	-83	-116	-103	-111
Pays de contrepartie: Pologne												
Transactions courantes	364	520	793	869	92	93	113	468	272	426	680	401
Biens	115	166	205	220	66	48	41	99	49	118	164	120
Services	42	55	131	189	17	30	42	62	25	25	89	127
Services financiers	4	6	62	80	2	7	11	18	2	-1	51	62
Services autres que financiers	37	50	69	108	14	23	31	44	23	26	38	65
Revenus	207	298	455	460	8	15	29	304	198	283	426	155
Transferts courants	1	1	1	1	1	1	1	2	0	0	0	-1

Source: BCL, STATEC
(1) chiffres provisoires

Tableau 5: Transactions courantes du Luxembourg par pays partenaire (suite et fin)

	Credit				Debit				Net			
Libellé	2004	2005	2006	2007(1)	2004	2005	2006	2007(1)	2004	2005	2006	2007(1)
Pays de contrepartie: Etats-Unis d'Amérique												Unité: Mio EUR
Transactions courantes	8 175	10 726	15 465	17 529	3 487	2 496	3 554	3 402	4 688	8 231	11 911	14 127
Biens	253	330	374	345	533	635	671	716	-280	-305	-297	-371
Services	1 237	1 581	2 004	2 350	1 294	1 533	1 928	1 782	-57	48	76	568
Services financiers	767	944	1 330	1 633	883	1 062	1 370	1 285	-116	-118	-40	348
Services autres que financiers	471	637	673	717	411	471	558	497	60	166	115	220
Revenus	6 589	8 679	12 825	14 714	1 489	66	724	651	5 100	8 613	12 101	14 063
Transferts courants	96	137	263	120	170	262	231	252	-74	-125	31	-132
Pays de contrepartie: Japon												
Transactions courantes	1 146	1 399	1 730	1 869	2 201	2 508	3 486	2 691	-1 055	-1 110	-1 756	-822
Biens	34	36	26	38	160	126	112	87	-127	-90	-86	-50
Services	715	875	836	922	413	425	434	367	303	450	402	555
Services financiers	655	819	775	863	359	322	362	318	295	497	413	545
Services autres que financiers	61	56	61	60	53	103	72	49	7	-47	-11	10
Revenus	391	480	853	906	1 626	1 955	2 937	2 232	-1 236	-1 475	-2 084	-1 327
Transferts courants	7	8	15	3	2	3	3	4	5	5	12	0
Pays de contrepartie: Russie												
Transactions courantes	384	604	959	1 175	79	103	262	69	305	501	697	1 105
Biens	66	71	135	154	8	57	74	47	58	14	62	107
Services	31	32	54	76	14	28	37	32	18	4	17	44
Services financiers	8	8	9	11	1	1	2	3	7	7	7	9
Services autres que financiers	23	24	44	65	12	27	35	29	11	-3	10	36
Revenus	285	501	767	944	56	17	3	-11	229	484	765	955
Transferts courants	1	1	2	1	1	1	148	1	0	-1	-146	0
Pays de contrepartie: Suisse												
Transactions courantes	5 178	6 205	6 894	7 927	10 134	12 068	15 138	18 223	-4 957	-5 863	-8 243	-10 296
Biens	161	222	260	237	221	388	659	404	-60	-166	-399	-167
Services	3 278	3 814	4 479	4 840	1 658	2 086	2 515	3 114	1 619	1 728	1 965	1 725
Services financiers	2 869	3 332	3 950	4 251	1 335	1 755	2 179	2 681	1 533	1 577	1 771	1 570
Services autres que financiers	409	482	529	589	323	330	335	433	86	152	194	156
Revenus	1 575	2 053	2 073	2 740	8 051	9 418	11 877	14 525	-6 475	-7 365	-9 805	-11 785
Transferts courants	163	115	82	110	204	176	86	180	-41	-61	-4	-70

Source: BCL, STATEC
(1) chiffres provisoires

Tableau 6: Exportations de services – principaux pays partenaires

		Unité: Mio EUR						Parts relatives en %					
Rang	Libellé	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)
	Monde	21 768	22 511	27 312	32 881	40 526	45 682	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1	Allemagne	4 107	4 283	5 227	6 294	7 923	8 267	18.9	19.0	19.1	19.1	19.6	18.1
2	Royaume-Uni	1 582	1 891	2 553	3 314	4 552	6 053	7.3	8.4	9.3	10.1	11.2	13.3
3	Suisse	2 930	2 863	3 278	3 814	4 479	4 840	13.5	12.7	12.0	11.6	11.1	10.6
4	France	2 394	2 559	3 146	3 498	4 000	4 700	11.0	11.4	11.5	10.6	9.9	10.3
5	Belgique	2 992	3 011	3 321	4 022	4 428	4 493	13.7	13.4	12.2	12.2	10.9	9.8
6	Italie	2 149	1 910	2 536	3 018	4 059	4 367	9.9	8.5	9.3	9.2	10.0	9.6
7	Etats-Unis d'Amérique	1 299	1 158	1 237	1 581	2 004	2 350	6.0	5.1	4.5	4.8	4.9	5.1
8	Pays-Bas	1 100	1 099	1 302	1 586	1 891	2 181	5.1	4.9	4.8	4.8	4.7	4.8
9	Espagne	286	419	565	654	827	1 032	1.3	1.9	2.1	2.0	2.0	2.3
10	Japon	450	575	715	875	836	922	2.1	2.6	2.6	2.7	2.1	2.0
11	Suède	313	345	449	533	681	694	1.4	1.5	1.6	1.6	1.7	1.5
12	Hong-Kong	193	230	290	377	489	553	0.9	1.0	1.1	1.1	1.2	1.2
13	Taïwan	105	139	137	181	342	477	0.5	0.6	0.5	0.5	0.8	1.0
14	Irlande	163	147	227	278	359	455	0.8	0.7	0.8	0.8	0.9	1.0
15	Finlande	52	60	85	118	172	272	0.2	0.3	0.3	0.4	0.4	0.6
16	Singapour	50	89	115	155	188	256	0.2	0.4	0.4	0.5	0.5	0.6
17	Autriche	118	94	114	147	234	219	0.5	0.4	0.4	0.4	0.6	0.5
18	Chine	49	90	121	141	133	217	0.2	0.4	0.4	0.4	0.3	0.5
19	Jersey	57	48	78	104	202	205	0.3	0.2	0.3	0.3	0.5	0.4
20	Pologne	30	49	42	55	131	189	0.1	0.2	0.2	0.2	0.3	0.4
21	Caïmanes (îles)	65	62	66	115	112	177	0.3	0.3	0.2	0.3	0.3	0.4
22	Danemark	86	92	103	117	121	162	0.4	0.4	0.4	0.4	0.3	0.4
23	Corée du Sud	15	43	68	99	120	160	0.1	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3
24	Grèce	46	46	59	59	115	158	0.2	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3
25	Portugal	72	84	92	103	134	138	0.3	0.4	0.3	0.3	0.3	0.3
26	Vierges britanniques (îles)	67	62	81	120	142	135	0.3	0.3	0.3	0.4	0.3	0.3
27	Norvège	41	43	51	75	93	103	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
28	Turquie	47	28	34	41	71	94	0.2	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2
29	Brésil	31	33	39	43	65	91	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2
30	Bermudes	43	31	73	76	122	85	0.2	0.1	0.3	0.2	0.3	0.2
31	Russie	25	33	31	32	54	76	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2
32	Canada	39	50	40	64	72	73	0.2	0.2	0.1	0.2	0.2	0.2
33	Panama	28	31	32	45	60	69	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2
34	Emirats Arabes Unis	11	11	21	43	54	63	0.1	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1
35	Australie	17	18	32	43	38	57	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
36	Afrique du Sud	34	33	39	50	61	55	0.2	0.1	0.1	0.2	0.2	0.1
37	Monaco	29	31	30	35	43	50	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
38	Tchéquie	16	20	28	36	35	48	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
39	Islande	12	12	22	34	48	48	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
40	Man (île de)	12	21	21	25	42	47	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
41	Mexique	12	28	35	37	43	43	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
42	Liechtenstein	19	17	20	22	29	42	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
43	Chypre	5	10	19	21	27	42	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1
44	Guernesey	18	22	25	29	41	41	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
45	Bahamas	20	18	26	21	22	35	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
46	Hongrie	8	9	13	21	34	29	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1
47	Chili	13	26	12	14	18	27	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.1
48	Inde	27	28	35	41	25	21	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.0
49	Argentine	8	8	12	15	21	21	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0
50	Israël	8	10	16	18	22	20	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1	0.0

Source: BCL, STATEC
(1) chiffres provisoires

Tableau 7: Importations de services – principaux pays partenaires

		Unité: Mio EUR						Parts relatives en %					
Rang	Libellé	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)
	Monde	13 153	13 706	16 844	19 814	24 048	26 273	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1	Allemagne	2 094	2 249	3 022	3 547	4 233	4 107	15.9	16.4	17.9	17.9	17.6	15.6
2	Royaume-Uni	1 219	1 265	1 782	2 358	3 021	3 624	9.3	9.2	10.6	11.9	12.6	13.8
3	France	1 772	1 891	2 383	2 521	3 119	3 120	13.5	13.8	14.1	12.7	13.0	11.9
4	Suisse	1 605	1 664	1 658	2 086	2 515	3 114	12.2	12.1	9.8	10.5	10.5	11.9
5	Belgique	1 732	1 600	1 736	2 044	2 250	2 583	13.2	11.7	10.3	10.3	9.4	9.8
6	Italie	1 172	1 302	1 426	1 648	2 072	2 460	8.9	9.5	8.5	8.3	8.6	9.4
7	Etats-Unis d'Amérique	1 072	871	1 294	1 533	1 928	1 782	8.2	6.4	7.7	7.7	8.0	6.8
8	Pays-Bas	632	679	716	695	833	898	4.8	5.0	4.3	3.5	3.5	3.4
9	Irlande	173	333	483	627	814	730	1.3	2.4	2.9	3.2	3.4	2.8
10	Espagne	253	277	334	393	464	539	1.9	2.0	2.0	2.0	1.9	2.1
11	Japon	239	265	413	425	434	367	1.8	1.9	2.5	2.1	1.8	1.4
12	Singapour	25	39	40	39	50	276	0.2	0.3	0.2	0.2	0.2	1.1
13	Suède	135	151	174	177	259	275	1.0	1.1	1.0	0.9	1.1	1.0
14	Autriche	122	137	173	167	218	233	0.9	1.0	1.0	0.8	0.9	0.9
15	Hong-Kong	68	81	118	126	183	203	0.5	0.6	0.7	0.6	0.8	0.8
16	Portugal	112	123	138	147	177	189	0.8	0.9	0.8	0.7	0.7	0.7
17	Taïwan	30	46	37	49	102	109	0.2	0.3	0.2	0.2	0.4	0.4
18	Danemark	41	54	52	67	80	108	0.3	0.4	0.3	0.3	0.3	0.4
19	Grèce	44	46	51	58	73	103	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.4
20	Turquie	26	15	41	67	89	95	0.2	0.1	0.2	0.3	0.4	0.4
21	Chine	16	19	35	36	76	95	0.1	0.1	0.2	0.2	0.3	0.4
22	Finlande	27	33	38	40	62	79	0.2	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3
23	Jersey	33	27	18	90	56	64	0.3	0.2	0.1	0.5	0.2	0.2
24	Pologne	14	16	17	30	42	62	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2	0.2
25	Bermudes	25	34	55	44	80	56	0.2	0.3	0.3	0.2	0.3	0.2
26	Canada	26	32	31	36	43	52	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
27	Islande	5	9	19	31	28	44	0.0	0.1	0.1	0.2	0.1	0.2
28	Tchéquie	22	21	29	40	41	43	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
29	Norvège	14	17	19	36	35	41	0.1	0.1	0.1	0.2	0.1	0.2
30	Monaco	18	15	16	20	33	36	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
31	Corée du Sud	5	8	9	13	27	36	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
32	Australie	14	12	16	29	29	36	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
33	Russie	10	11	14	28	37	32	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.1
34	Vierges britanniques (îles)	28	21	26	33	30	32	0.2	0.1	0.2	0.2	0.1	0.1
35	Caïmanes (îles)	9	10	10	33	17	32	0.1	0.1	0.1	0.2	0.1	0.1
36	Inde	6	9	17	21	34	32	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
37	Hongrie	11	13	16	18	22	30	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
38	Azerbaïdjan	2	3	5	6	10	29	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1
39	Emirats Arabes Unis	9	10	14	20	16	28	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
40	Brésil	9	10	13	21	21	28	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
41	Guernesey	10	22	30	48	17	28	0.1	0.2	0.2	0.2	0.1	0.1
42	Panama	10	10	10	10	10	26	0.1	0.1	0.1	0.1	0.0	0.1
43	Afrique du Sud	10	8	16	32	23	18	0.1	0.1	0.1	0.2	0.1	0.1
44	Bahreïn	2	0	1	2	11	18	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1
45	Chypre	4	3	5	7	7	17	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1
46	Man (île de)	9	9	10	4	8	16	0.1	0.1	0.1	0.0	0.0	0.1
47	Chili	2	5	3	4	4	14	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1
48	Tunisie	9	10	12	11	11	13	0.1	0.1	0.1	0.1	0.0	0.1
49	Israël	5	4	6	6	13	13	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1
50	Bulgarie	5	5	11	12	11	13	0.0	0.0	0.1	0.1	0.0	0.0

Source: BCL, STATEC
(1) chiffres provisoires

Tableau 8: Exportations et importations de services – zones partenaires

	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)	2002	2003	2004	2005	2006	2007(1)
						Unité: Mio EUR						Parts relatives en %
Exportations												
Monde	21 768	22 511	27 312	32 881	40 526	45 682	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Intra zone-euro	13 507	13 744	16 705	19 813	24 188	26 348	62.1	61.1	61.2	60.3	60.3	57.7
Extra zone-euro	8 261	8 768	10 607	13 069	16 338	19 334	37.9	38.9	38.8	39.7	39.7	42.3
Intra EU-15	15 746	16 338	20 129	24 083	29 849	33 560	72.3	72.6	73.7	73.2	73.2	73.5
Extra EU-15	6 022	6 173	7 183	8 798	10 676	12 122	27.7	27.4	26.3	26.8	26.8	26.5
Intra EU-25	15 826	16 449	20 271	24 258	30 122	33 915	72.7	73.1	74.2	73.8	73.8	74.2
Extra EU-25	5 942	6 062	7 041	8 624	10 404	11 767	27.3	26.9	25.8	26.2	26.2	25.8
Intra EU-27	15 830	16 453	20 278	24 268	30 133	33 937	72.7	73.1	74.2	73.8	73.8	74.3
Extra EU-27	5 938	6 059	7 034	8 614	10 392	11 745	27.3	26.9	25.8	26.2	26.2	25.7
Europe	19 012	19 567	23 880	28 491	35 254	39 464	87.3	86.9	87.4	86.6	86.6	86.4
Afrique	62	81	80	97	134	170	0.3	0.4	0.3	0.3	0.3	0.4
Asie	971	1 281	1 594	2 015	2 315	2 802	4.5	5.7	5.8	6.1	6.1	6.1
Amerique	1 663	1 544	1 702	2 200	2 760	3 180	7.6	6.9	6.2	6.7	6.7	7.0
Amérique du Nord	1 338	1 208	1 277	1 645	2 076	2 423	6.1	5.4	4.7	5.0	5.0	5.3
APEC	2 298	2 509	2 860	3 629	4 376	5 256	10.6	11.1	10.5	11.0	11.0	11.5
OCDE	20 671	21 243	25 738	30 873	37 872	42 535	95.0	94.4	94.2	93.9	93.9	93.1
OPEP	38	40	55	98	114	116	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3
						Unité: Mio EUR						Parts relatives en %
Importations												
Monde	13 153	13 706	16 844	19 814	24 048	26 273	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Intra zone-euro	8 152	8 684	10 516	11 906	14 348	15 087	62.0	63.4	62.4	60.1	60.1	57.4
Extra zone-euro	5 001	5 021	6 328	7 908	9 700	11 187	38.0	36.6	37.6	39.9	39.9	42.6
Intra EU-15	9 557	10 156	12 528	14 511	17 711	19 088	72.7	74.1	74.4	73.2	73.2	72.7
Extra EU-15	3 596	3 549	4 316	5 303	6 337	7 185	27.3	25.9	25.6	26.8	26.8	27.3
Intra EU-25	9 622	10 230	12 622	14 631	17 851	19 280	73.2	74.6	74.9	73.8	73.8	73.4
Extra EU-25	3 531	3 475	4 222	5 183	6 196	6 993	26.8	25.4	25.1	26.2	26.2	26.6
Intra EU-27	9 630	10 241	12 638	14 649	17 870	19 301	73.2	74.7	75.0	73.9	73.9	73.5
Extra EU-27	3 523	3 465	4 205	5 165	6 178	6 972	26.8	25.3	25.0	26.1	26.1	26.5
Europe	11 377	12 042	14 483	17 077	20 695	22 760	86.5	87.9	86.0	86.2	86.2	86.6
Afrique	18	24	29	41	40	57	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
Asie	446	531	750	805	1 025	1 275	3.4	3.9	4.5	4.1	4.1	4.9
Amerique	1 219	1 031	1 493	1 776	2 191	2 080	9.3	7.5	8.9	9.0	9.0	7.9
Amérique du Nord	1 098	903	1 325	1 569	1 971	1 834	8.3	6.6	7.9	7.9	7.9	7.0
APEC	1 534	1 425	2 053	2 361	2 959	3 046	11.7	10.4	12.2	11.9	11.9	11.6
OCDE	12 618	13 112	16 106	18 873	22 963	24 818	95.9	95.7	95.6	95.3	95.3	94.5
OPEP	23	24	34	54	54	58	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3	0.2
						Unité: Mio EUR						Taux de couverture en %
Net												
Monde	8 615	8 806	10 468	13 067	16 478	19 408	166	164	162	166	166	174
Intra zone-euro	5 355	5 059	6 190	7 907	9 840	11 261	166	158	159	166	166	175
Extra zone-euro	3 260	3 746	4 279	5 161	6 637	8 148	165	175	168	165	165	173
Intra EU-15	6 189	6 182	7 601	9 572	12 138	14 472	165	161	161	166	166	176
Extra EU-15	2 426	2 624	2 867	3 496	4 340	4 937	167	174	166	166	166	169
Intra EU-25	6 204	6 219	7 649	9 627	12 270	14 635	164	161	161	166	166	176
Extra EU-25	2 411	2 587	2 819	3 441	4 208	4 774	168	174	167	166	166	168
Intra EU-27	6 200	6 212	7 640	9 618	12 264	14 636	164	161	160	166	166	176
Extra EU-27	2 415	2 594	2 829	3 449	4 214	4 773	169	175	167	167	167	168
Europe	7 635	7 526	9 397	11 415	14 558	16 704	167	162	165	167	167	173
Afrique	44	57	52	56	94	113	343	334	279	238	238	300
Asie	525	750	844	1 211	1 290	1 527	218	241	213	250	250	220
Amerique	444	513	209	424	568	1 100	136	150	114	124	124	153
Amérique du Nord	240	304	-47	76	105	589	122	134	96	105	105	132
APEC	764	1 084	807	1 268	1 417	2 210	150	176	139	154	154	173
OCDE	8 053	8 131	9 632	12 000	14 909	17 717	164	162	160	164	164	171
OPEP	15	16	20	43	61	58	166	166	159	180	180	199

Source: BCL, STATEC
(1) chiffres provisoires